

La Lutte de Classes

Revue théorique de l'opposition communiste en France

PARAIT CHAQUE MOIS. -- 45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS X^e.

N° 34-35.

A O U T - S E P T E M B R E 1 9 3 1

1^r 50

SOMMAIRE

Editorial. — L'unité syndicale.

En Espagne :

Andrés Nin. — Quelques réflexions sur la grève de Barcelone.

Lettre ouverte de l'opposition communiste espagnole aux membres du P. C. espagnol.

Circulaire du Secrétariat du P. C. d'Espagne à toutes les organisations du Parti.

Lettre de la C. E. de l'opposition française aux camarades de l'opposition espagnole (sur le problème de l'unité syndicale).

Oppositionnels Indochinois. — Lettre aux camarades du P. C. d'Indochine.

Militant. — Thèses sur la question syndicale (Ligue Communiste d'Amérique).

Discussion :

P. Naville. — Sur le « tournant » du P. C. français.

Revue des livres et revues :

L. Trotsky : Histoire de la révolution russe (Tome I) (J.-J.) — **L. Trotsky :** Problèmes de la révolution allemande. —

Comunismo. — **El Soviet.** — **Davlos.** Etc., etc.

Notes de la rédaction.

IL FAUT LIRE

CHAQUE SEMAINE

(Paraît le vendredi)

LA VÉRITÉ

- organe hebdomadaire de la -
Ligue Communiste (Opposition)

ABONNEMENTS :

3 mois : 5 fr., 6 mois : 13 fr. un an : 25 fr.

45, Boulevard de la Villette, Paris 10^e.

Compte chèque postal : Frank-136-855-Paris

Vient de paraître :

Les problèmes de la révolution allemande

par **Léon TROTSKY**

(Contre le national-communisme. Les leçons du plébiscite « rouge ». — Au sujet du contrôle ouvrier de la production. — Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne. — La crise autrichienne et le communisme.)

1 brochure de 64 pages 1 fr. 50

En vente à **La Vérité**, 45 Bd de la Villette et à la **Librairie du Travail**, 17 rue de Sambre-et-Meuse.

Pour le 14^e anniversaire de

la Révolution d'Octobre

il faut lire :

L'AN I

DE LA

RÉVOLUTION RUSSE

par **Victor-Serge**

1 volume de 472 pages 20 frs.

Editions de la **Librairie du Travail**,
17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris X^e.

SOMMAIRE DES TROIS PRECEDENTS NUMEROS :

Avril 1931 (N° 30)

La Révolution espagnole. — **L. Trotsky** : Dix commandements du communiste espagnol. — **H. Lacroix** : La situation politique actuelle et l'opposition communiste espagnole. — Le « Bloc ouvrier et paysan » devant les événements actuels. — **P. Naville** : Le gouvernement provisoire contre le prolétariat espagnol. — **M. Shachtman** : La révolution espagnole et la théorie du stalinisme. — **Les livres** : La révolution espagnole, par Karl Marx (P. N.).

Mai 1931 (N° 31)

Editorial : La grève du textile. — **Projets de thèses** : I. Sur l'organisation du P. C. espagnol. II. Sur la question syndicale. — **L. Trotsky** : Au sujet de la Déclaration du « Bloc ouvrier et paysan » catalan. — **H. Lacroix** : Le deuxième congrès national de la C. N. T. d'Espagne. — **K. Landau** : L'approche de la crise révolutionnaire, le congrès de la social-démocratie allemande et la lutte des communistes. — **F. Gérard** : La lutte des paysans indochinois.

Juin-Juillet 1931 (N° 32-33)

Editorial : Crise mondiale. — **H. Lacroix** : Un pas en avant. — **H. Lacroix** : L'U.G.T., la C.N.T. et la lutte pour l'unité syndicale. — **J. Andrade** : La révolution espagnole, le parti et l'anarcho-syndicalisme. — **R. Mariner** : Projet de thèses agraires. — **P. Frank** : La grève du textile. — **Communiste** : La grève des typos bruxellois. — **Permanente revolution** : Avec qui? Contre qui? — Appel aux communistes allemands. — Appel de l'organisation bolchevik-léniniste de Grèce. — **Alpha** : Notes d'un journaliste. — **L. Trotsky** : Au sujet d'une révolution étranglée et de ses étrangleurs. — Notes et Divers.

Nous mettons en vente
- - des collections de l'année - -

1930

de « LA LUTTE DES CLASSES »

Douze numéros parus, formant un total de 750 pages, avec des études sur le mouvement communiste international et des articles de : Alfa, Ariat, Blasco, Dingelstedt, Engels, Fréron, Glass, Graef, Lacroix, Landau, Lénine, Minh-Kim, Nel-Sih, Rakovsky, Rosner, Sizoff, Shachtman, Sosnovsky, Trotsky, Nin, Tchen Dou Siou, Well, etc..., ainsi que des documents nombreux de l'Opposition de gauche internationale.

... Il faut savoir prévoir que les situations intérieure et internationale annoncent une prochaine période pleine de graves et longues difficultés qui auront leur répercussion politique. Les questions refoulées, les doutes cachés, le sourd mécontentement des masses se manifesteront au-dehors. Toute la question est de savoir s'ils exploseront tumultueusement, prenant le Parti ouvrier au dépourvu ou si ce dernier trouvera à la minute suprême assez de forces en soi pour redevenir un Parti d'une façon nouvelle (et en quelque sorte aussi d'une façon ancienne) en déterminant son rôle à l'égard des masses laborieuses. La clé de l'avenir est dans cette alternative.

La tâche de l'opposition peut se formuler actuellement comme suit : décupler les efforts en vue d'aider le Parti, en dépit de tous les obstacles, à vaincre la crise profonde qui s'annonce en son sein, avant qu'elle ne se développe dans toute son ampleur la crise de la révolution.

L. TROTSKY.
Lettre ouverte aux membres du
Parti Communiste Russe.

23 Mars 1930.

Envoyez votre souscription à « la Vérité » et à « La Lutte des Classes » !

La Lutte de Classes

Revue théorique de l'opposition communiste internationale en France
45, Boulevard de la Villette, Paris (X^e).

ABONNEMENTS :

France et Colonies 1 an : 18 frs. — 6 mois : 9 frs.
Etranger 1 an : 25 frs. — 6 mois : 13 frs.
Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

Numéro 34-35.

Août-Septembre 1931

Prix 1 fr. 50

SOMMAIRE :

Le problème de l'unité syndicale devant la classe ouvrière française (*Editorial*). — Réflexions sur la grève générale de Barcelone (A. Nin). — Circulaire politique du P. C. Espagnol. — Lettre ouverte de l'opposition communiste au P. C. Espagnol. — Sur le problème de l'unité syndicale en Espagne (*Ligue Communiste*). — Lettre aux

camarades du P. C. Indochinois (*Oppositionnels indochinois*). — Thèses sur la question syndicale aux Etats-Unis (*Militant*). — Discussion : sur le « tournant » du P. C. français (P. Naville). — Revue des livres et revues : « Histoire de la Révolution russe » par L. Trotsky (J.-J.). Problèmes de la révolution allemande, par L. Trotsky. — Comunismo. — El Soviet. — Davlos. Etc...

Le problème de l'unité syndicale devant la classe ouvrière française

Le congrès de Japy (CGT) et le congrès de Magic-City (CGTU) qui viennent de se tenir, ont tourné essentiellement autour d'une question : celle de l'unité syndicale. Cette question elle-même n'est que le reflet dans les organisations économiques du prolétariat d'un problème plus large, celui de l'attaque redoublée du patronat contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Il faut comprendre nettement ceci : la question de l'unité syndicale n'est pas revenue artificiellement au premier plan des discussions. Ce n'est pas par un jeu de Chamberland, de Jouhaux, ou de Monmousseau, que 1 million d'ouvriers réunis dans les deux centrales cherchent aujourd'hui comment rétablir l'unité syndicale. La classe ouvrière est poussée par la situation de plus en plus pénible qui lui est faite, à rechercher les moyens les plus efficaces pour résister au patronat. La division syndicale lui est apparue, au cours des luttes (en particulier des grèves) de ces dernières années, comme un des obstacles principaux qui s'opposaient à sa victoire. En ce sens, la revendication de l'unité reflète une nouvelle animation qui se produit dans les rangs ouvriers, au début d'une période de crise économique et politique accentuée.

Au congrès de Japy, Jouhaux et les dirigeants réformistes ont précisément cherché à canaliser le mouvement des masses, en s'y adaptant. Jouhaux fait des efforts, qu'il multipliera, pour rester en contact avec les masses qui entrent dans une nou-

velle phase d'effervescence. Ainsi, l'orientation « à gauche » de Jouhaux (qui continue, bien entendu, à collaborer étroitement avec le gouvernement) n'est pas seulement une manœuvre consciente. Elle est le signe que les masses s'ébranlent, et que les réformistes veulent conserver leur contrôle sur elles, pour pouvoir plus sûrement trahir leurs intérêts. Cela est inséparable du fait que le réformisme ne peut jouer pleinement son rôle que s'il conserve son influence sur les masses, dont il reflète aussi une partie des illusions démocratiques, collaborationnistes et pacifistes. C'est là un phénomène international, nullement particulier à la France. Et en ce sens, la lutte autour du problème de l'unité syndicale ne traduit pas seulement la situation du prolétariat français dont la partie organisée est partagée entre deux centrales : elle n'est que l'expression, dans les conditions françaises, de la lutte internationale qui se déroule entre les réformistes et les révolutionnaires, pour la direction du prolétariat. En Angleterre, le Labour Party et les Trade-Unions, et particulièrement leur aile gauche, essayent par une démagogie honteuse de conserver le contact avec la grande masse ouvrière. En Allemagne, le mouvement de gauche de la social-démocratie, la constitution du Parti Socialiste Ouvrier, ont la même signification, dans une situation bien plus aiguë, et bien plus critique pour le réformisme. En France, les manœuvres de Jouhaux autour de l'unité suffi-

sent encore à semer les illusions dans de nombreux milieux d'ouvriers révolutionnaires (les fautes et la tactique lamentable des dirigeants staliniens du P. C. et de la CGTU contribuent par ailleurs largement à les raffermir), alors qu'en Angleterre ou en Allemagne, la social-démocratie, c'est-à-dire en fin de compte l'aile démocratique de la bourgeoisie, est obligée de se livrer à une gymnastique beaucoup plus compliquée et périlleuse; ce sont d'ailleurs des leçons que Jouhaux ne perd pas de vue. Du même coup, la situation et la tactique des réformistes réfute une fois de plus la théorie absurde du « social-fascisme ». Le réformisme est et sera en France aussi une des armes capitales de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat, précisément sous sa forme démagogique et trompeuse, et non sous une forme soi-disant « fasciste ». A l'heure présente, confondre le fascisme avec la tentative de corruption, de dévoilement, d'anesthésie des masses vers les mirages réformistes que déploie la direction de la CGT, c'est ne rien comprendre à la phase de la lutte de classes que traverse en France la société capitaliste, et en particulier le mouvement ouvrier. Il est clair en conséquence, que sans une position marxiste sur cette question, il est impossible de comprendre ce que signifie le mouvement actuel pour l'unité syndicale, et comment les communistes doivent chercher à l'orienter.

**

Ainsi, la revendication de l'unité est une des formes de l'effervescence ouvrière. Les réformistes essayent d'en dénaturer le sens, de prêcher le besoin d'unité formelle, l'unité dans la « vieille maison », qu'ils ont eux-mêmes partagée, etc... Mais pour les ouvriers, il s'agit d'autre chose. C'est l'expérience de la lutte, et surtout bien entendu de la lutte malheureuse, des séries de grèves vaincues depuis plusieurs années, qui pousse les ouvriers à revendiquer l'unité syndicale. L'expérience de la lutte montre aux ouvriers que l'unité est utile. Il s'agit donc de réaliser l'unité pour la lutte. Dans ce cas, le syndicat est l'instrument grâce auquel les ouvriers recherchent une forme d'organisation unique pour se dresser contre le capitalisme. Les centrales syndicales sont divisées; c'est donc clair : la direction révolutionnaire doit chercher à grouper dans l'action syndicale tous les ouvriers organisés, elle doit chercher à recréer, malgré la volonté des réformistes, une organisation syndicale unique.

Telle était la pensée de l'Internationale Communiste dans ses premières années. Nous ne pouvons mieux faire ici que de reproduire un fragment de la thèse adoptée au 4^e congrès de l'I. C. (Novembre 1922) sur l'action communiste dans le mouvement syndical. Ce fragment s'intitule : *La lutte pour l'unité syndicale*. C'est un bon document, dont peuvent s'inspirer tous les membres du

parti, en rejetant les résolutions lamentables que produit actuellement la direction stalinienne.

VI. — LA LUTTE POUR L'UNITÉ SYNDICALE

21. — *Le mot d'ordre de l'Internationale Communiste (contre la scission syndicale) doit être appliqué aussi énergiquement que par le passé, malgré les furieuses persécutions auxquelles les réformistes de tous les pays soumettent les communistes. Les réformistes veulent prolonger la scission à l'aide des exclusions. Chassant systématiquement les meilleurs éléments des syndicats, ils espèrent faire perdre le sang-froid aux communistes, les faire sortir des syndicats et leur faire abandonner le plan profondément réfléchi de la conquête des syndicats du dedans en se prononçant pour la scission. Mais les réformistes ne pourront pas arriver à ce résultat.*

22. — *La scission du mouvement syndical, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats ouvriers rejeterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent empêcher la scission syndicale. Par tous les moyens, par toutes les forces de leur organisation, ils doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale.*

23. — *Dans les pays où deux centrales syndicales nationales existent parallèlement (Espagne, France, Tchécoslovaquie, etc...) les communistes doivent lutter systématiquement pour la fusion des organisations parallèles. Etant donné le but de la fusion des syndicats actuellement scindés, (souligné par nous. R.), il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des syndicats réformistes, en les transférant dans les syndicats révolutionnaires.*

Pas un syndicat réformiste ne doit rester dépourvu du ferment communiste. Un travail actif des communistes dans les deux syndicats est une condition du rétablissement de l'unité détruite.

24. — *La sauvegarde de l'unité syndicale, ainsi que le rétablissement de l'unité détruite, ne sont possibles que si les communistes mettent en avant un programme pratique pour chaque pays et pour chaque branche d'industrie; sur le terrain d'un travail pratique, d'une lutte pratique, on peut grouper les éléments dispersés du mouvement ouvrier et créer, dans le cas d'une scission syndicale, les conditions propres à assurer leur unification organique. Chaque communiste doit avoir en vue que la scission syndicale est non seulement une menace pour les conquêtes immédiates de la classe ouvrière, mais encore une menace pour la révolu-*

tion sociale. Les tentatives des réformistes de scinder les syndicats doivent être étouffées radicalement; or, cela ne peut être atteint qu'à l'aide d'un travail énergique d'organisation et politique dans les masses ouvrières. (Voyez « IV^e Congrès communiste mondial. Résolutions », p. 123. Un volume de 4 fr. au Bureau d'Éditions. Nous le recommandons à tous nos lecteurs.)

**

Nous ne référons pas ici l'histoire de la question de l'unité syndicale depuis 1922. Elle a subi de nombreux et profonds avatars. En 1925-27 notamment, la lutte pour l'unité s'est transformée en une tentative de liaison dépourvue de sens révolutionnaire avec les syndicats d'Amsterdam. Le résultat en a été le maintien du Comité d'Unité anglo-russe après la trahison de la grève générale anglaise par le Conseil général des Trade-Unions, alors qu'à la Conférence de Berlin les syndicats russes avaient accepté la collaboration en renonçant au droit de critique vis-à-vis de la politique intérieure des Trade-Unions. Ensuite, comme les dirigeants de la CGTU en conviennent actuellement, toute lutte non seulement pour l'unité des organisations syndicales, mais pour le rassemblement des masses ouvrières en général, fut abandonnée. Actuellement, depuis que les syndicalistes anti-communistes (Monatte-Chambelland) ont recommencé une agitation démagogique fort habile autour du mouvement d'unité délaissé par la CGTU, celle-ci essaye — terriblement handicapée par son bavardage antérieur — de reprendre la voie de la lutte pour l'unité.

Mais la CGTU offre actuellement un spectacle lamentable. Sa direction oscille autour de deux ou trois positions différentes dont aucune n'est une véritable position unitaire. Et, il faut voir clairement la source du mal, il en sera ainsi tant que la fraction dirigeante de la CGTU (c'est-à-dire le Parti communiste) ne changera pas radicalement sa conception actuelle des rapports entre le parti et les syndicats, ne reviendra pas à une conception marxiste des rapports entre le parti et les syndicats.

C'est un fait que la CGTU est actuellement dirigée par sa fraction communiste. En soi, c'est là un facteur excellent pour le développement des luttes prolétariennes, mais à une condition, c'est qu'au lieu d'imposer aux syndicats ses fausses théories stalinienne, cette fraction y fasse pénétrer les justes conceptions marxistes sur le rôle du parti vis-à-vis des syndicats, et des syndicats vis-à-vis de la classe ouvrière en général. Une juste conception sur ces questions fondamentales obligerait les communistes et la CGTU entière à prendre une attitude juste pour résoudre le problème de l'unité. Ils reviendraient à la saine conception qui est concentrée dans la thèse du 4^e congrès de l'I. C. que nous avons cité plus haut.

Mais l'état-major de Monmousseau est prisonnier de l'idéologie stalinienne, hésitante, verbale. Comme l'écureuil, il croit avancer alors qu'il tourne dans une petite cage. A travers ses variations des dernières années, à travers ses appréciations multiples et de plus en plus chaotiques sur les moyens et les conditions de réalisation de l'unité syndicale, il y a une chose qui n'a pas changé : c'est son appréciation archi-fausse des réformistes en général (*social-fascisme*) et des syndicats de la CGT en particulier, ainsi que celle des rapports entre le parti et le syndicat en général.

Prenons simplement la plus récente déclaration du Bureau politique du parti, sur « les rapports entre le parti et les syndicats » (*Cahiers du Bolchevisme*, 1^{er} Novembre 1931, p. 1010). Nous y lisons cette définition stupéfiante :

« Il est nécessaire... de mener une lutte résolue contre les moindres tentatives de transformation des syndicats en organisations de partisans du parti communiste (*syndical d'affinité*). En même temps, il faut expliquer tout aussi largement, systématiquement, en s'appuyant sur des exemples concrets, la différence politique essentielle entre syndicats réformistes et syndicats unitaires. »

Le rédacteur de cette résolution bat certainement le record de la confusion centrisme! Comment : d'un côté on se prononce contre le syndicat d'affinité, qui ne serait qu'une doublure pure et simple du parti communiste (comme c'est le cas pour presque tous les syndicats révolutionnaires créés par l'I. S. R. en Amérique, en Allemagne ou en Tchécoslovaquie) — et immédiatement après on se prononce pour une lutte de la CGTU sur la base « d'une différence politique essentielle entre SYNDICATS (notez bien : syndicats; il ne s'agit pas de la différence entre les tendances politiques, révolutionnaires et réformistes, qui s'affrontent sur le terrain syndical comme sur tous les terrains de l'organisation ouvrière) réformistes et SYNDICATS unitaires »? Ainsi, les syndicats réformistes sont des organisations politiques réformistes et les syndicats de la CGTU sont des organisations politiques révolutionnaires, c'est-à-dire en fin de compte des doublures du parti. Voilà l'admirable dialectique des Thorez et des Fracon!

Il est clair que si l'on considère qu'il existe une « différence politique essentielle entre syndicats réformistes et syndicats unitaires », on sape du même coup toute lutte en faveur de l'unité syndicale. Car il est bien évident que les organisations politiques révolutionnaires ne peuvent pas chercher à réaliser une union organique avec les organisations politiques réformistes. Par cette résolution idiote, le Bureau Politique dévoile le fond de sa... pensée : on ne peut pas réaliser la fusion des organisations syndicales, parce que ce sont des organisations politiquement irréductiblement opposées.

Or cette conception, c'est exactement celle du syndicalisme d'affinité, que le marxisme a toujours condamné et continue à condamner. Sur cette base, il n'y a pas de redressement possible de la CGTU, ni par conséquent de lutte possible pour l'unité, malgré cette parole imprudente du délégué de l'I. S. R. au congrès de la CGTU : « La CGTU deviendra la Centrale unique du prolétariat français ». Non, sur cette voie, il n'y a que le renforcement du réformisme sur la masse des syndiqués de la CGT, le morcellement de la CGTU, et, en fin du compte, l'affaiblissement des positions révolutionnaires du prolétariat.

**

Il faut mener une lutte infatigable pour chasser du parti, chasser de la CGTU cette conception mortelle du syndicalisme d'affinité. Il faut restaurer la pleine conception marxiste des rapports entre le parti et les syndicats. Cette question a pourtant été réglée d'une façon excellente par les premiers Congrès de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge. Il suffirait de s'y rapporter pour être sûr de ne pas tomber dans des falsifications grossières. Mais les documents qui sont à la base de l'Internationale sont aujourd'hui des documents interdits.

Les syndicats sont des organismes qui groupent tous les ouvriers, quelle que soit leur opinion politique. C'est pourquoi, malgré l'opposition qui existe politiquement entre le programme réformiste et le programme révolutionnaire, il est possible de lutter constamment pour l'unité de l'organisation syndicale que les réformistes, eux, veulent briser, épurer des éléments révolutionnaires. Avec la conception du Bureau Politique, une seule chose est nécessaire : faire adopter aux syndicats unitaires toute la plate-forme du communisme, et arracher les syndiqués réformistes à leurs organisations pour les amener grossir les rangs des syndicats révolutionnaires. Toutes les phrases embrouillées que Gitton ou Monmousseau ajoutent à cela ne sont qu'hypocrisie.

Avec la conception marxiste il faut au contraire comprendre que les communistes doivent travailler de la même façon dans les deux organisations syndicales.

Ce qui est intangible, irréductible, politiquement, ce n'est pas le syndicat, quel qu'il soit, c'est le parti. Si les communistes ont gagné la direction de la centrale d'orientation révolutionnaire, indépendante (créée seulement, ne l'oublions pas, par la volonté scissionniste des chefs réformistes), tant

mieux. Mais ce n'est là qu'une très petite partie de leur tâche. Il reste encore — et surtout, dans la période actuelle — à entraîner la masse des ouvriers réformistes qui se laissent duper par leurs dirigeants. Il faut organiser une aile gauche dans le syndicat réformiste, organiser des luttes communes, et proclamer la nécessité de la fusion des organisations parallèles, avec toutes les garanties évidentes, de la véritable démocratie syndicale.

Il n'y a que cette voie pour aboutir en fin de compte à un développement de l'influence révolutionnaire sur la masse des syndiqués et du prolétariat non organisé. Ainsi pourra-t-on faire reculer les réformistes. Il importe que chaque membre du parti examine à fond cette question. Elle doit être à l'ordre du jour du prochain congrès du parti, qui devra condamner les théories équivoques et bureaucratiques qui entravent actuellement le mouvement profond des masses vers l'unité, vers la lutte contre la nouvelle poussée de l'offensive capitaliste en France.

P. S. — Le Congrès de la CGTU vient de montrer (en particulier par le rapport de Gitton sur l'unité syndicale) qu'elle ne voulait pas réellement s'engager dans une nouvelle voie, en ce qui concerne la question de l'unité (comme en ce qui concerne les autres non plus, d'ailleurs). Le rapport de Gitton sur la question de l'unité a fait disparaître toutes les illusions que la tribune de discussion de la *Vie Ouvrière* des précédentes semaines avaient pu faire naître. Gitton a proclamé à nouveau qu'une Confédération générale du Travail unique ne pouvait être qu'une CGT de trahison.

Il a ainsi montré qu'il n'avait pas pu s'assimiler du tout ce qui constitue le fond de la lutte pour l'unité syndicale. Le fond de cette lutte, c'est la volonté de grouper les grandes masses d'ouvriers syndiqués, quelle que soit leur orientation politique actuelle, pour résister à l'offensive patronale. Pour cela, il est indispensable de prendre contact, d'établir un contact permanent, entre les ouvriers révolutionnaires et les ouvriers réformistes. Justement, la lutte pour l'unité syndicale offre une plate-forme sur laquelle les éléments révolutionnaires peuvent entraîner les ouvriers réformistes. Cela ne diminue en rien la nécessité d'organiser un front unique de lutte constant sur une base revendicative. Au contraire, c'est seulement sur cette base et à travers cette lutte que l'on trouvera la voie vers l'unité, que l'on fera reculer Jouhaux. De toute façon, les faits ne tarderont sans doute pas à montrer toute l'étendue des erreurs de la CGTU et à provoquer une nouvelle crise dans son sein.

Qui est Christian Rakovsky ?

Staline maintient toujours notre camarade Rakovsky en déportation; l'un des combattants révolutionnaires les plus qualifiés reste soumis au régime de la surveillance policière bureaucratique. Les prolétaires français connaissent bien Rakovsky, qui fut ambassadeur de l'URSS en France entre 1925 et 1927. Nous publions ci-dessous une biographie de Rakovsky, parue dans le n° du 21 mai 1921 de la revue Soviet Russia, organe officiel du gouvernement soviétique aux États-Unis à cette époque; elle leur montrera ce que fut sa vie militante. Avec nous tous les communistes doivent exiger :

La libération de Rakovsky et des milliers de bolcheviks-léninistes emprisonnés et déportés!

Le retour en U. R. S. S. du camarade Trotsky!

Le dirigeant actuel de la reconstruction en Ukraine, le chef des commissaires du peuple, Christian Georguievitch Rakovsky, est né le 1^{er} septembre 1873 dans un petit village bulgare, Kote. Il appartient à une très ancienne famille Rakovsky, connue dans l'histoire des luttes révolutionnaires des Balkans, qui, depuis le début du 19^e siècle a joué un rôle important dans le mouvement révolutionnaire des Balkans en général, et de Bulgarie en particulier. Il se montra très tôt comme l'héritier des traditions révolutionnaires de sa famille. Tout jeune, alors qu'il était dans la 6^e classe du gymnase, il fut exclu pour distribution de propagande socialiste et organisation de cercles révolutionnaires.

En 1890, Rakovsky, ne pouvant terminer ses études, se rendit à Genève, en Suisse. Là, il entra tout de suite dans l'organisation social-démocrate russe, à la tête de laquelle se trouvaient à cette époque Plekhanov, Zassoulitch et Axelrod. Grâce à Plekhanov, il se familiarisa avec le mouvement ouvrier international.

Pendant 7 années Rakovsky, par suite des persécutions gouvernementales, passa son temps à circuler entre les universités de Suisse d'Allemagne et de France. En 1892, il fut arrêté par les autorités de Genève pour un attentat contre un des agents provocateurs russes. Il fut expulsé par la police de Berlin pour sa participation au mouvement ouvrier allemand. Finalement le gouvernement français l'autorisa à étudier en France, mais seulement sous une surveillance policière très stricte.

Pendant qu'il travaillait dans les organisations russes, allemandes, françaises et suisses, Rakovsky

n'oubliait pas son pays natal. Il publia à Genève un journal bulgare, *Social-démocrate*, et dirigea des journaux socialistes en Bulgarie même.

Ayant complété ses études à la faculté de médecine en 1897, Rakovsky écrivit une brillante thèse de doctorat qui donnait une explication marxiste de la criminalité et de la dégénérescence, travail qui a été traduit en russe. Après son retour en Bulgarie commença une lutte contre le tzarisme russe. Rakovsky organisa à travers tout le pays un grand nombre de réunions, déclencha une campagne dans la presse et publia un grand travail historique sous le titre : « Sur la politique orientale de la Russie ». La région où sa famille vivait étant occupée par les Roumains, il fut mobilisé pour accomplir son service militaire, où il continua sa propagande socialiste.

En 1899 Rakovsky vint en Russie. Il fut immédiatement arrêté et expulsé par Reval vers l'Allemagne où il termina son travail bien connu : « La France d'aujourd'hui », publié sous le pseudonyme d'Inсарov. Pour entrer en contact avec le mouvement ouvrier français, Rakovsky entra à la Faculté de Droit de l'université de Paris; mais au bout d'un an il fut obligé de retourner en Russie et il fut de nouveau contraint de quitter le pays.

Dans les années 1900-1903, Rakovsky écrivit pour la revue marxiste russe *Novoye Slovo*, et d'autres journaux. En 1904 commença ce qu'on appelle la « période roumaine », durant laquelle il réorganisa le parti socialiste en Roumanie, qui avait été liquidé par des intellectuels social-démocrates.

Puis commença une violente persécution des autorités roumaines et de la bourgeoisie, et en 1907 Rakovsky fut arrêté à la suite des soulèvements paysans. Il fut privé de droits politiques et l'entrée en Roumanie lui fut interdite. Tout le prolétariat organisé de Roumanie se dressa pour sa défense, et il retourna en Roumanie pour soulever l'opinion publique en portant son cas devant les tribunaux; mais le gouvernement roumain ne lui en donna pas la possibilité et essaya de nouveau de le rejeter au delà de la frontière. Les pays voisins refusèrent de recevoir le révolutionnaire qui était à cette époque déjà connu de tout le prolétariat européen, et le gouvernement roumain, pour résoudre le problème, fut sur le point de le fusiller. Cela entraîna un soulèvement des ouvriers à Bucarest, qui se termina par un conflit sanglant où périrent plus de 50 policiers et ouvriers. Une tentative d'éloigner Rakovsky de Bucarest fut déjouée par les ouvriers qui arrachèrent des rails. Le gouverne-

ment, lui même sans pouvoir, demanda à Rakovsky d'exercer son influence sur les ouvriers et lui accorda le retour de tous ses droits. Cela fut fait en 1912; ce fut une brillante victoire pour le parti ouvrier sur l'oligarchie roumaine.

Durant la « période roumaine », Rakovsky rétablit ses relations étroites avec le mouvement révolutionnaire russe. En 1915 il alla sur le vaisseau de guerre mutiné « Potemkine » et engagea les marins insurgés à ne pas se rendre et à aller à l'aide des ouvriers en grève à Batoum. Ensuite Rakovsky vint en aide aux insurgés qui restèrent en Roumanie en s'attirant de nouvelles persécutions. Obligé de quitter le pays en 1907, il rentra en relations avec le mouvement révolutionnaire occidental. Il retourna de nouveau en Bulgarie où fut fondé le journal *En Avant*.

Pendant la grande guerre le gouvernement roumain persécuta honteusement Rakovsky, ainsi que la presse socialiste. Il y eut des arrestations et des attaques armées de la police au cours desquelles Rakovsky fut une fois blessé.

Le gouvernement russe attendait les manifestations de Juillet à Galatz. Dans un télégramme du 17 juin 1916, l'envoyé du gouvernement russe Poklevsky, informa son gouvernement comme suit :

« Après les événements de Galatz, le gouvernement roumain a relevé de son poste le préfet de Jassy. Il déplaça l'avocat général et indiqua Rakovsky et les dirigeants des syndicats comme responsables des manifestations. Ce dernier a convoqué de nombreux meetings pour protester contre le sang versé à Galatz et en général contre la guerre ». Ces manifestations étaient si puissantes et ardentes que le gouvernement roumain fut obligé de relâcher Rakovsky de même que les autres prisonniers. Quand les ouvriers furent mobilisés lors de la déclaration de guerre de la Roumanie, le gouvernement arrêta de nouveau le camarade Rakovsky.

Cette activité, et spécialement la Conférence de Zimmerwald, dont Rakovsky fut avec Lénine et Trotsky l'un des initiateurs, attira de nouveau sur lui les violentes attaques de la presse impérialiste européenne de tous les pays, particulièrement de France, d'Italie et de Russie. Grâce à la Révolution russe, le 1^{er} mai 1917, lorsque la garnison russe de la ville de Jassy délivra les prisonniers politiques sous les yeux du roi de Roumanie et de ses espions, Rakovsky fut de nouveau relâché de prison.

L'envoyé russe, Masslov, rapporte ceci dans un télégramme secret :

« Hier, 1^{er} mai, se tint à Jassy un meeting de la garnison russe; ceux qui participaient à cette manifestation défilèrent en ordre dans les rues, portant des drapeaux rouges sur lesquels se trouvaient des inscriptions en russe et en roumain. Pendant la manifestation, les troupes se réunirent dans le square où ils firent venir dans une automobile le socialiste roumain Rakovsky qui venait d'être relâché

et qui salua les socialistes dans un bref discours. Un officier non-appointé russe, Giller, lui répondit en français, en terminant son discours par le vœu que le même sort arrive au roi de Roumanie que celui qui était arrivé au tzar de Russie, et que soit formé, aussitôt que possible, une fédération de républiques démocratiques des Balkans. Rakovsky fut ensuite gardé en sûreté. Dans sa conversation avec moi, le ministre roumain exprima ses regrets et accusa ses policiers de n'avoir pas exécuté l'ordre d'enlèvement de Rakovsky avant la manifestation du 1^{er} mai ».

Il faut ajouter que cette action honteuse n'a pas réussi seulement parce que Rakovsky était tombé « gravement malade » à temps.

Depuis ce moment commença la période Russe-Ukrainienne de l'activité de Rakovsky. Après être venu à Odessa il organisa un grand nombre de réunions, conférences, meetings, dans lesquels il développa son mot d'ordre « A bas la guerre! », amenant sur lui les persécutions et les attaques du gouvernement provisoire comme celle de la presse patriotique, et rapidement après son arrivée à Petrograd il fut placé sur la liste des « douze » dont l'arrestation était réclamée par Bourtzev et par le gouvernement roumain. Comme le révéla une note secrète du ministre des affaires étrangères, Terestchenko, et un télégramme de Kérénsky du 30 août à l'Etat-Major général, tous les efforts furent faits pour mettre fin à l'activité de Rakovsky. Le général Loukomsky, lors de la révolte de Kornilov, donna l'ordre de l'arrêter, mais cet ordre ne fut pas exécuté par suite de l'échec de la tentative de Kornilov. Après avoir connu cet ordre, Rakovsky alla à Cronstadt.

Au moment de la révolution d'Octobre, Rakovsky était à Stockholm, d'où il envoya son salut et son aide à la révolution. Après son retour en Russie il fut envoyé à Odessa et Sébastopol avec un corps de marins pour liquider la contre-révolution en Roumanie et en Ukraine. A la suite de son retour à Moscou, Rakovsky retourna en Ukraine avec Manouilsky dans le rôle de dirigeant de la délégation de paix. Chacun connaît cette activité de Rakovsky.

Après la conclusion des négociations, Rakovsky fut délégué comme membre de l'ambassade soviétique russe en Allemagne. Il retourna en Allemagne ensuite au nom du Comité Exécutif Central avec les camarades Joffe, Radek, Boukharine, Ignatov, Marchlevsky, mais il fut arrêté à Vilna et obligé de retourner en Russie. En janvier 1919, selon une décision du Parti communiste ukrainien, Rakovsky fut rappelé et au 3^e Congrès des Soviets d'Ukraine, nommé chef du pouvoir soviétique institué après la défaite de Dénikine, puis, ensuite, président du Conseil des commissaires du peuple, en même temps que commissaire du peuple aux affaires étrangères, membre du Comité Central du Parti communiste d'Ukraine et membre du C. E. de la 3^e Internationale.

Réflexions sur la grève générale de Barcelone

La grève générale déclarée au début de septembre par la Fédération locale des syndicats de Barcelone et appuyée avec une unanimité et une discipline admirables par le prolétariat de cette ville et celui des centres industriels les plus importants de Catalogne, est un épisode des plus importants de la lutte de classe ouvrière qui se développe en Espagne depuis le 14 avril.

Les militants révolutionnaires doivent soumettre à une analyse détaillée ce mouvement, riche en expérience. Nous nous limiterons aujourd'hui à signaler, au courant de la plume, quelques-unes des leçons qu'il comporte et à noter les réflexions qu'il nous a suggérées.

LES GREVES DANS LA SITUATION ACTUELLE

Le mouvement de grèves qui, au moment de la chute de la monarchie, a dressé des masses ouvrières considérables a pris depuis la proclamation de la République, une ampleur véritablement gigantesque. Ce mouvement dans la majeure partie des cas a eu un caractère purement spontané, et les organisations syndicales, en réalité, n'ont eu qu'à les sanctionner, en se plaçant à leur tête, même contre leur volonté, pour ne pas perdre la confiance des masses travailleuses. Ainsi, le mouvement en apparence le plus futile réussit à mobiliser de grandes masses ouvrières. Cela n'a rien de surprenant. Ceux qui s'alarment, et même qui s'indignent devant le caractère « chaotique », « anarchique », « irresponsable », de ces mouvements, semblent ignorer une circonstance essentielle : c'est que l'Espagne est en pleine révolution, et que celle-ci ne se réalise pas selon un plan scrupuleusement élaboré à l'avance. Dans de telles périodes, les grèves spontanées, les actions « chaotiques », sans liaisons, isolées, et les « excès » de toutes les classes constituent un phénomène tout à fait normal. Chercher à s'y opposer équivaut à chercher à empêcher un torrent de s'écouler, à arrêter la tempête. Toutes les révolutions sans exception ont connu ces périodes ; plus : elles sont inconcevables sans ces périodes. La révolution n'est pas l'acte d'un jour, le *grand soir* dont parlaient les syndicalistes révolutionnaires d'avant la guerre, sans processus long et douloureux, au cours duquel les masses cherchent leur chemin dans une lutte semée de difficultés, d'actions « chaotiques », d'offensives partielles, de victoires et de défaites. La grève est une des manifestations les plus caractéristiques de cette lutte. La classe ouvrière ne peut apprendre que grâce à sa propre expérience. Ce qui est important, c'est de tirer de celle-ci les leçons nécessaires pour que les sacrifices ne restent pas stériles et que le prolétariat renverse efficacement les obstacles auxquels il se heurte en chemin.

LE CARACTERE DE LA GREVE DE SEPTEMBRE

La grève générale de Barcelone fut, en ce sens, un mouvement typique des périodes révolutionnaires.

La cause initiale de la grève fut la protestation, tout à fait juste, contre l'ignominie des détentions gouvernementales (arbitraires). Sa signification et sa transcendance furent incomparablement plus profondes. Le mouvement reçut le sceau indélébile de l'époque exceptionnelle dans laquelle il s'est produit.

Les détentions gouvernementales ne constituent pas, malheureusement, un fait nouveau. La République, à ce sujet comme à beaucoup d'autres, n'a fait que continuer la tradition invétérée de la monarchie déchue. Mais il fallut l'existence d'une situation nettement révolutionnaire pour que la pratique de ce procédé abominable, qui ne provoquait auparavant l'indignation que des minorités les plus conscientes, ait ému et dressé des centaines de milliers d'ouvriers. Pourquoi — clamaient, indignées, les vestales de la « légalité » républicaine — pourquoi ces ouvriers, qui supportaient passivement sous la monarchie les détentions en masse, l'application systématique de la « loi de fuite » et la dictature militaire, se lèvent-ils aujourd'hui, alors que la consolidation du nouveau régime doit constituer la préoccupation principale, contre le maintien en prison, par décision gouvernementale, de quelques prisonniers ? Pourquoi, eux qui ont fait pendant de si longues années preuve de tant de patience, se montrent-ils aujourd'hui si impatients ?

C'est parce que la situation est actuellement révolutionnaire et ne l'était pas jusque là ; parce que la dictature militaire et les répressions sanglantes n'étaient pas — comme se l'imaginaient ces messieurs — la cause de la passivité de la classe ouvrière, mais son résultat. Parce que l'énergie, l'activité, l'esprit combatif du prolétariat ne sont pas un phénomène constant, égal dans toutes les périodes, mais existent surtout dans les périodes révolutionnaires. Après ces périodes de haute tension, la classe ouvrière, surtout si elle a été vaincue, tombe inévitablement dans un état de découragement, de passivité, qui facilite le chemin de la réaction.

Pour comprendre la signification profonde de la dernière grève générale de Barcelone il n'y a qu'à la replacer dans la situation générale du pays. Alors on se rendra compte clairement de l'inconsistance de cette opinion — répandue non seulement dans les milieux bourgeois, mais malheureusement aussi dans certains secteurs ouvriers — selon laquelle cette grève fut exclusivement l'œuvre d'un groupe d'anarchistes irresponsables. Ce n'est pas nous qui nieront le rôle

joué par les éléments de la Fédération Anarchiste Ibérique dans le déclenchement du mouvement. Mais il est indubitable que si leur initiative a été couronnée de succès, si elle a été appuyée par la totalité du prolétariat, cela est dû non à leur audace, à leurs méthodes « dictatoriales », mais à ce que les circonstances objectives — la situation révolutionnaire — et subjective — l'esprit combattif de la classe ouvrière — leur étaient complètement favorables. En ce sens on peut affirmer sans aucun doute que les éléments de la F. A. I. interprètent plus fidèlement l'état d'esprit du prolétariat et ses intérêts historiques que Pestana, Peiro, Arin et autres syndicalistes « raisonnables » signataires du fameux manifeste réformiste qui leur a valu tant d'éloges de la part des milieux bourgeois.

Les groupes anarchistes n'existent pas d'aujourd'hui. Le désir de déclencher des grèves générales à tout moment ne leur est pas venu avec la République; par goût il les déclareraient tous les lundis. Mais combien de fois leurs appels sont-ils tombés dans le vide! En échange, le 4 septembre ils ont trouvé un écho ardent dans la classe ouvrière. Pourquoi? Parce que le terrain était préparé, parce que les circonstances poussaient irrésistiblement le prolétariat à la lutte.

QUELLE ATTITUDE FAUT-IL ADOPTER VIS-A-VIS DES MOUVEMENTS « CHAOTIQUES » ?

Nous avons déjà vérifié un fait : que, dans les circonstances actuelles, les mouvements « chaotiques » sont inévitables. Cela veut-il dire qu'il n'y a là aucun danger pour la révolution, et qu'il faut en fomenter systématiquement? En aucune façon.

Devant ces mouvements, on peut adopter trois positions fondamentales :

La première. Celle de ceux qui condamnent en bloc parce qu'ils considèrent que dans le moment actuel la classe ouvrière est essentiellement incapable de faire la révolution et doit se limiter à un lent travail de préparation, d'organisation et d'éducation, possible sous un régime de démocratie bourgeoise. C'est la position du groupe Pestana-Peiro et Cie, qui repoussent l'émancipation de la classe ouvrière aux calendes grecques.

La deuxième, est celle de ceux qui fomentent systématiquement de tels mouvements, poussés par un sentiment révolutionnaire instinctif, mais qui manquent d'une théorie et d'une tactique révolutionnaire, et qui se perdent dans l'abstraction. Ce sont les éléments de la F. A. I.

La troisième est celle de ceux qui considèrent comme absurde la prétention de vouloir retenir les mouvements isolés, « chaotiques », des masses dans une période comme la période actuelle, qui comprennent les dangers que font courir le manque d'objectif et de direction, et s'efforcent d'en profiter pour faire comprendre à la classe ouvrière la nécessité d'un parti forgé dans le feu du combat et subordonné à la lutte générale révolutionnaire, qui doit conduire le prolétariat à la prise du pouvoir et à l'instauration de sa dictature. Telle doit être la position des communistes.

La première de ces attitudes est dictée par le manque absolu de foi dans la capacité révolution-

naire de la classe ouvrière, par une crainte irrésistible de la révolution, motivée par le manque de programme concret, et conduit inévitablement à l'étranglement des actions combattives du prolétariat et à la collaboration, directe ou indirecte, avec la bourgeoisie républicaine. La politique des éléments réformistes de la C. N. T., qui cherchent à retenir les mouvements de grève par une série de mesures qui les placent à la queue de l'U.G.T., — comme on peut le voir par la circulaire du Comité confédéral — la solution honteuse du conflit des métallurgistes, l'abandon des téléphonistes, engagés dans une lutte d'une extrême importance, l'abandon des revendications d'une plus profonde signification politique (reconnaissance des comités d'usine, etc...) et finalement, la politique d'appui direct à la *Généralité*, sont là pour le démontrer avec évidence. Cette tendance doit être combattue implacablement puisqu'elle constitue un danger aussi grave pour la révolution que le socialisme réformiste de Largo Caballero et Cie, avec lesquels ils coïncident fondamentalement.

La seconde tendance n'est pas moins dangereuse, car elle conduit — et conduira inévitablement — le prolétariat à une défaite sanglante. Les éléments de la F. A. I. sont capables uniquement de provoquer des mouvements de masses sans avenir ou des actions isolées héroïques, mais en définitive stériles. La magnifique défense du syndicat du Bâtiment par une douzaine de militants admirables a montré le trésor de combattivité et d'abnégation que recèle la classe ouvrière et a révélé les prodiges qu'elle pourrait accomplir avec une direction et une discipline cohérentes.

Les communistes doivent s'efforcer de faire comprendre aux excellents éléments révolutionnaires de la C. N. T. la nécessité du parti, et chercher à former avec elles, au moins un front unique pour l'action. Seule son intervention active, énergique et assurée peut éviter la défaite du prolétariat et l'avènement d'un régime de dictature bourgeoise sanglante. En juillet 1917, les ouvriers et les soldats de Péetrograd se sont lancés dans un mouvement impétueux en faveur de la prise du pouvoir par les soviets. Le mouvement fut complètement spontané, « chaotique ». Les bolcheviks le considéraient comme prématuré, irrémédiablement condamné à la perte. Mais ils comprirent qu'il était impossible de le contenir, et au lieu d'abandonner les masses à leurs forces élémentaires, ils se sont mis à leur tête, les ont dirigées et canalisées. Grâce à cette politique, véritablement révolutionnaire, le mouvement, qui, livré à sa propre impulsion, aurait dérivé en une insurrection prématurée, se transforma en une manifestation armée, et la classe ouvrière put se retirer en ordre avec le minimum de sacrifices. Si le parti n'avait pas existé, la classe ouvrière aurait été écrasée, une période de réaction aurait été ouverte, et le prolétariat n'aurait pas pu prendre le pouvoir, comme il l'a pris, trois mois après.

POUR LES COMITES D'USINE

Nous avons parlé de la nécessité du front unique révolutionnaire. Mais sur quelle base doit-il s'appuyer?

Il est certain que l'histoire du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ne nous a pas offert jusqu'à présent un organe de front unique aussi parfait et efficace que le soviét, qui est l'instrument de lutte aujourd'hui, et de pouvoir demain, de toute la classe ouvrière, représentée dans le soviét par des délégués de toutes les usines et ateliers sans distinction, quelles que soient les organisations syndicales et politiques auxquelles ils appartiennent. Un des côtés négatifs de la grève de Barcelone, comme auparavant de celle de Séville, a été l'absence d'un pareil organisme, surgi au cours de la lutte. Combien différentes auraient été l'importance et les conséquences politiques du mouvement dans le cas contraire! Mais le fait est qu'il ne surgit pas et n'a pas surgi d'aucun des grands mouvements ouvriers qui se sont produits dans le pays durant les mois antérieurs, et que pour l'instant, on ne note aucune tendance dans ce sens dans la classe travailleuse espagnole. Surgira-t-elle plus tard? Il faut l'espérer, quoiqu'il soit certain que la classe ouvrière de notre pays arrivera à sa création par des chemins distincts de ceux qui ont été suivis par le prolétariat russe.

Mais en attendant que vienne ce moment, on ne peut adopter une attitude passive. Il faut lancer immédiatement les bases du front unique, il faut créer les prémisses nécessaires pour la création d'organismes destinés à grouper la classe ouvrière et à la préparer à la lutte. Cette base pourrait être trouvée dans les Comités d'usine.

Jusqu'à aujourd'hui, y compris en 1917-1920, années de l'apogée du mouvement révolutionnaire, il n'a pas existé en Espagne de comités d'usines proprement dits. Mais le système des délégués, de représentation de l'usine et de l'atelier a eu une large diffusion. Et durant les derniers temps l'idée des comités d'usines a fait beaucoup de chemin et acquis une certaine popularité parmi les masses.

Il faut donc partir de là et pousser activement à la création de ces organismes, en leur assignant comme fin immédiate le contrôle de la production. Les dirigeants de la C. N. T. les acceptent et les préconisent, mais les conçoivent exclusivement comme organismes syndicaux désignés par en haut par les comités des syndicats. Les socialistes, par leur représentant dans le gouvernement provisoire, M. Largo Caballero, préparent, pour leur part, un projet de contrôle ouvrier qui, en réalité, ne recherche pas le contrôle ouvrier, mais la collaboration des classes.

Les communistes doivent combattre avec une égale énergie ces deux conceptions. Les comités d'usine ne doivent pas être désignés par en haut, mais élus démocratiquement par tous les ouvriers, sans exception. Le contrôle ouvrier doit avoir comme but non la collaboration avec la bourgeoisie, mais la prise de possession des instruments de production.

Aucun ouvrier révolutionnaire ne pourra pas ne pas se sentir disposé à lutter en commun avec les communistes sur la base de la lutte pour les comités d'usine. Et cette lutte, bien orientée, bien dirigée, se convertira irrésistiblement en un puissant mouvement qui conduira à la création, sur la base des comités d'usine, de soviets, et d'autres organismes analogues par leur structure et leurs fonctions.

Pour toutes ces raisons, nous considérons que la création de Comités d'Usine doit être le mot d'ordre fondamental au moment actuel. Toute grève importante, tout mouvement de masse doit être utilisé dans ce sens.

L'EXPERIENCE DE LA LUTTE DES GUERILLAS

Un des épisodes les plus intéressants de la grève générale de Barcelone a été la défense armée du Syndicat du Bâtiment. Durant plus de 6 heures, une douzaine d'ouvriers, retranchés dans le local du syndicat, et mal armés, tinrent en respect des forces de police considérables. Parallèlement d'autres groupes ouvriers, dans des rues voisines, abrités derrière une barricade, inquiétaient la force publique, et après une heure de lutte, se retirèrent stratégiquement, sans laisser un seul prisonnier aux mains de l'ennemi.

Cet épisode est riche en enseignements.

Pendant l'insurrection de Décembre 1905 à Moscou, quelques centaines d'ouvriers mal armés soutinrent tenacement le combat, grâce à une lutte de guerillas habilement dirigée, contre des milliers de soldats parfaitement armés et équipés. Kautsky d'abord, puis Lénine, tirèrent de cette expérience la conclusion que la lutte de guerillas jouait un rôle beaucoup plus important que ne l'avaient imaginé jusque là les révolutionnaires.

Mais l'insurrection fut vaincue. Avec l'arrivée de nouveaux renforts, les ouvriers de Moscou furent obligés de se rendre. Pour la victoire définitive il était nécessaire qu'une bonne partie de l'armée passe du côté de la révolution.

Les combattants héroïques de la rue Mercaders durent, en fin de compte, se rendre, et les lutteurs de la barricade de la rue de Moncada furent obligés de se retirer.

Quelle leçon peut-on tirer de cet épisode?

Que la tactique des groupes anarchistes ne peut conduire qu'à une lutte de guerillas; que celle-ci, combinée avec la grève générale et l'action révolutionnaire organisée, peut constituer un élément auxiliaire de premier ordre comme moyen de distraire les forces de l'ennemi, ce qui permet de porter les coups décisifs sur les points décisifs, mais est incapable de donner seul, la victoire; que pour atteindre celle-ci — aujourd'hui beaucoup plus qu'en 1905, car la technique militaire a fait des progrès énormes — il est indispensable de conquérir à la cause de la révolution une bonne partie de l'armée.

La conséquence pratique qui découle de tout cela est la nécessité urgente d'intensifier le travail de propagande et d'agitation dans le sein de l'armée et de commencer sans tarder la constitution de Comités de Soldats.

LA GREVE ET LES ILLUSIONS DEMOCRATIQUES

Il est incontestable que la grève générale de Barcelone a considérablement ébranlé les illusions démocratiques des masses ouvrières. Mais ce serait une erreur profonde de considérer ces illusions comme définitivement dissipées. Maurin, par exemple, part de cette prémisse pour justifier la position absurde adoptée par le Bloc

Ouvrier et Paysan, qui renonce aux mots d'ordre démocratiques et lance celui de la prise du pouvoir par le prolétariat.

La réalité, qui est la seule chose qui puisse servir de base à une véritable politique marxiste, est malheureusement plus complexe. Une partie, la moindre, de notre classe ouvrière, a perdu toute confiance en la République bourgeoise; une autre partie commence à se sentir assaillie par le doute; mais l'immense majorité croit en la République. Si elle proteste, si elle se met en grève générale, ce n'est pas contre le régime, mais contre les « mauvais républicains ». La majorité des ouvriers s'imaginent encore que, si l'on élimine du pouvoir Maura, si l'on destitue les gouverneurs et Anguerro de Sojo et si on les remplace par des « véritables républicains », les choses iront beaucoup mieux.

Les anarcho-sindicalistes, en première ligne, ont contribué à répandre cette illusion, avec leur politique de soutien de la petite bourgeoisie radicale, avec leurs éloges du « vénérable », du « tout à fait intègre », de « l'honorable » Macia — expressions qui se trouvent d'une façon répétée dans *Solidaridad Obrera* — de même que Maurin, qui, dans sa conférence de Madrid, a préconisé la prise du pouvoir par les « éléments avancés de l'Alénéo ». Comment serait-il possible dans ces conditions que la classe ouvrière, qui apprend lentement et apprend seulement grâce à sa propre expérience, ait abandonné d'un seul coup ses illusions démocratiques?

Ces illusions ont reçu un rude coup, mais seule une politique juste peut contribuer à les dissiper complètement. A celle-ci les communistes doivent consacrer toute leur attention, sans lancer des mots d'ordre qui ne répondent pas à l'état d'esprit réel des masses, mais sans prendre celui-ci comme base principale pour l'élaboration de notre tactique.

LA CRISE INTERIEURE DE LA C. N. T.

Deux mots, pour terminer, sur la crise de la C. N. T.

La grève générale, décrétée contre la volonté des dirigeants de cette centrale révolutionnaire, a indubitablement aiguë la crise. La récente démission de la rédaction de *Solidaridad Obrera* en est une preuve. Le fait que l'organe confédéral, pour la première fois dans l'histoire de notre mouvement, a condamné catégoriquement la grève lors du premier numéro paru depuis celle-ci, était déjà assez éloquent, et révélait aux yeux de tous la grave maladie qui agite la C. N. T.

La crise s'accroît encore. Dans des circonstances plus ou moins normales, des crises pareilles peuvent se conjurer avec une facilité relative. Dans des circonstances révolutionnaires, comme elles le sont maintenant, c'est beaucoup plus difficile. Les divergences n'ont pas un caractère abstrait, mais sont une conséquence logique du problème de la situation posée à la C. N. T., qui exige d'elle, inexorablement, une réponse claire et précise : comment faire la révolution?

Le parti communiste ne peut rester en marge de cette lutte intérieure des tendances, dont le résultat peut avoir des conséquences immenses pour l'avenir du prolétariat espagnol. Il ne faut pas oublier, que pour neuf dixièmes, celui-ci dépend du fait que les ouvriers de la C. N. T., qui sont la fleur de la classe ouvrière de notre pays, suivent et accordent leur confiance aux anarchistes. Conquérir ces ouvriers constitue l'objectif principal de notre parti. Et on y arrivera non par la stupide tactique scissionniste suivie jusqu'à aujourd'hui, mais au moyen d'une politique intelligente qui saura tirer profit de la lutte interne de la C. N. T., non en insultant ses dirigeants, en mettant en circulation des qualificatifs imbéciles comme celui « d'anarcho-fascistes », mais en démontrant patiemment, obstinément, aux ouvriers révolutionnaires la stérilité de l'anarcho-sindicalisme et la nécessité d'un puissant parti communiste pour éviter que la situation révolutionnaire actuelle, au lieu de conduire à la victoire du prolétariat, conduise à l'instauration d'une dictature de type fasciste.

Septembre 1931, Barcelone.

ANDRES NIN.

Le « tournant » du Parti Communiste espagnol

Nous publions ci-dessous une circulaire émanant du Secrétariat Politique du P. C. Espagnol adressée à toutes les fédérations, rayons et cellules du Parti, dans laquelle la direction du P. C. E. procède à un changement radical de toute sa politique antérieure. Comme tous les tournants des Partis communistes, celui du P. C. E. est effectué sous la pression des effets désastreux des erreurs précédentes et sous le feu de la critique de l'Opposition de gauche. La circulaire reconnaît en effet que l'analyse du P. C. E. était fautive et que ni avant le 14 Avril, ni après, pendant les premiers mois de la révolution, la direction du P. C. E. et, ajoutons-le, la direction de l'I. C., n'ont compris quelles étaient les forces motrices de cette révolution et quelle politique s'en suivait pour le mouvement.

Nous publions ensuite la lettre ouverte de nos camarades de l'Opposition espagnole de gauche en réponse à cette circulaire du Parti. Comme le font bien remarquer nos camarades, le Parti, tout en reconnaissant la nécessité de lutter pour les objectifs démocratiques de la révolution, répète l'ancienne formule équivoque de « la dictature révolutionnaire démocratique des ouvriers et des paysans », formule qui depuis la mort de Lénine fut interprétée par les épigones de l'I. C. comme une forme de régime intermédiaire se plaçant entre la révolution bourgeoise et la dictature du prolétariat.

Ce fait démontre que la direction du P. C. E. n'a compris la critique de l'Opposition de gauche qu'à moitié. C'est pour cette raison que le tournant effectué clandestinement

nement, dans des circulaires confidentielles, s'avère insuffisant et ne permet toujours pas au Parti de trouver l'accès vers les masses plus larges du prolétariat espagnol. Il faut que tout le Parti, du sommet à la base, comprenne que « la lutte en faveur de toutes les revendications démocratiques » est la lutte pour le rassemblement de la majorité des masses exploitées autour du prolétariat et de son avant-garde, le Parti communiste, en vue d'abattre le régime capitaliste, démocratique ou anti-démocratique, et d'instaurer la dictature du prolétariat par l'insurrection armée.

Dans la situation actuelle du mouvement communiste espagnol, seule l'Opposition de gauche et sa presse sont capables de faire pénétrer cette idée fondamentale de la stratégie léniniste parmi les ouvriers avancés d'Espagne.

**

*

La question suivante se pose à la lecture de la circulaire du P. C. E., à savoir : quel rôle a joué dans l'élaboration de ce document la direction de l'I. C. ? Il est hors de doute que les responsables de l'I. C. à Madrid ont donné leur « visa » à ce document, si ce n'est plus. L'I. C. reconnaît donc implicitement que « la lutte pour les revendications démocratiques » n'est pas du « menchevisme trotskyste », mais que c'est « la voie qui conduit à la révolution sociale et à la dictature du prolétariat ». A quand donc l'élargissement de cette tactique à la Chine et à tous les autres pays où la lutte pour les revendications démocratiques s'identifie avec la lutte sociale des masses exploitées ?

Circulaire du P. C. Espagnol

Secrétariat politique

Parti communiste d'Espagne.

Circulaire.

A toutes les fédérations, rayons et cellules du parti.

Chers camarades,

La situation historique dans laquelle le parti vit et développe son activité, le déroulement de la révolution espagnole qui se poursuit à un rythme chaque jour plus accentué exige que nous nous adressions à toutes les organisations de base et à tous les militants pour poser tout un ensemble de problèmes fondamentaux d'ordre politique, d'organisation et de tactique sans l'analyse desquels notre activité manquera d'une base solide et d'une orientation claire et ferme. Cela est d'autant plus indispensable que notre parti a occupé dans cette dernière période, spécialement à l'occasion de la proclamation de la république, une position fautive qui a contribué à favoriser l'étranglement de la révolution par le gouvernement provisoire.

Le parti communiste avant le 14 avril a donné une analyse fautive de la situation politique du pays. Tandis qu'un groupe de camarades influencés par l'importance évidente des vestiges féodaux dans l'économie du pays et par la puissance politique des partis qui défendaient les intérêts des castes semi-féodales, obsédés par le caractère bourgeois de la révolution qui était à l'ordre du jour, arrivaient à la conclusion, même quand ils ne la formulaient pas ouvertement, que la bourgeoisie devait être la force motrice de cette révolution, d'autres camarades sous-estimaient l'importance de ces vestiges féodaux et prétendaient que l'heure de la révolution prolétarienne était venue. Si les premiers ne comprenaient pas le rôle spécifique de la bourgeoisie espagnole, déjà

en pleine décomposition en 1931, bien qu'elle ne fut pas encore arrivée à l'apogée de son développement, en grande partie à cause de l'influence de la crise mondiale, et ne comprenaient pas par conséquent que la bourgeoisie espagnole ne pouvait pas, ni ne peut, être aujourd'hui la force motrice de la révolution démocratique bourgeoise, s'ils ne comprenaient pas que seul le prolétariat allié aux paysans peut être l'exécuteur de cette révolution démocratique bourgeoise, qui, parce qu'elle possède ces masses comme force motrice n'est déjà plus bourgeoise depuis son commencement quoiqu'elle ne soit pas encore prolétarienne, si les premiers pensaient ainsi, les seconds, perdant de vue l'importance fondamentale des vestiges féodaux dans l'économie et la politique du pays, sous-estimaient la nécessité de la révolution agraire comme forme essentielle de la révolution démocratique bourgeoise dans les circonstances historiques concrètes de l'Espagne.

Les uns et les autres, le 14 avril, montrèrent la même passivité, la même incompréhension de la tâche centrale que le parti doit réaliser pour aider la révolution démocratique et la pousser à ses ultimes conséquences. C'est pour cela que le 14 avril, et depuis, le parti répétant les mêmes mots d'ordre qu'il avait lancé jusque là, se montra incapable de mobiliser les masses dans une lutte révolutionnaire effective.

La proclamation de la république le 14 Avril marque un point culminant dans le processus de la révolution espagnole. Le 14 Avril nous apporta non seulement le renversement de la dynastie séculaire des Bourbons, mais en même temps nous apporte aussi la preuve de l'impossibilité pour la bourgeoisie espagnole de réaliser la révolution démocratique. La révolution qui se déroulera dans notre pays ne pourra plus s'effectuer que par le prolétariat allié aux paysans, aux masses pauvres de la population et aux nationalités opprimées. Dès maintenant la conquête de ces masses alliées au prolétariat est la tâche du prolétariat et de son parti communiste.

Mais dans ces circonstances, lorsque la lutte de classe acquiert son maximum d'intensité, le parti ne pourra pas remplir cette tâche, ne pourra pas gagner la majorité du prolétariat et conquérir les alliés nécessaires dans la révolution actuelle, si l'on ne change pas radicalement la ligne de conduite, si l'on n'imprime pas un virage radical à la direction de tout son travail. La simple propagande de nos principes non seulement n'est pas aujourd'hui suffisante, mais elle peut conduire, limitée à elle-même, au soutien objectif des forces de la contre-révolution. Maintenant, en plus d'une active propagande de nos principes, indispensable à tout moment, il faut aussi l'action et l'organisation des ouvriers et des paysans pour donner une solution révolutionnaire à la crise révolutionnaire actuelle, afin de favoriser le développement effectif de la révolution démocratique et sa transformation en révolution socialiste.

Il est nécessaire que le parti, s'il veut être à la hauteur de sa mission, sans retomber dans ses anciennes fautes, effectue un tournant radical dans toute son activité. Il faut que le parti ne soit plus une simple organisation de propagandistes, et devienne le parti qui dirige et organise l'action révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes espagnoles contre tous les fondements du régime monarchique sur lesquels s'appuie aujourd'hui le gouvernement provisoire, contre les propriétaires fonciers et l'Eglise, contre les officiers et réactionnaires de l'armée et les ordres religieux, contre les magnats de l'industrie et de la finance, contre les organisations armées de la bourgeoisie, garde civile et de sécurité, etc... et pour la prise de la terre par les paysans, pour l'armement des ouvriers et des paysans, pour les soviets. Il ne s'agit pas.

ce mot d'ordre du point de vue de la propagande, il s'agit de la préparation pratique de l'action adéquate, de la prise révolutionnaire de la terre par les paysans et les ouvriers agricoles, de l'armement effectif des ouvriers et des paysans, de la constitution réelle des soviets. La création des soviets est la meilleure garantie contre toute tentative contre-révolutionnaire, la meilleure garantie de ce que la révolution démocratique sera poussée à ses dernières conséquences, que les paysans posséderont la terre, les ouvriers les 7 heures, les assurances sociales, des salaires meilleurs, que les uns et les autres seront armés, la seule garantie de la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste.

Le 14 Avril le parti n'a pas compris que la base de notre action dans les circonstances révolutionnaires présentes doit être la création des soviets, et que pour cela nous devons concentrer toutes nos forces en invitant les masses à créer les soviets comme garantie de la révolution. Mais l'erreur principale du parti le 14 Avril fut de ne pas comprendre qu'il devait alors lancer les mots d'ordre de la révolution démocratique pour entraîner les masses à l'action révolutionnaire sous sa direction, de ne pas comprendre à temps que la condition de la réalisation de la révolution socialiste est précisément la réalisation par le parti, à la tête des masses, de la révolution démocratique poussée jusqu'à ses dernières conséquences, de ne pas comprendre que la voie qui conduit en Espagne à la révolution socialiste et à la dictature du prolétariat passe par la lutte en faveur de toutes les revendications démocratiques, la terre à ceux qui la travaillent, armement du peuple, etc... et pour la dictature révolutionnaire démocratique des ouvriers et des paysans. Pour cela, la tâche centrale du parti consiste à se placer à la tête des masses pour conduire la révolution démocratique jusqu'à la fin et réaliser si possible la révolution socialiste.

Conformément à cette nouvelle direction que nous voulons imprimer à la politique du parti, la lutte contre le gouvernement provisoire de la république joue un rôle de premier ordre, mais ce serait une erreur de poser cette lutte sur la base des principes généraux et non des réalités concrètes. Il ne suffit pas simplement de dire que le gouvernement provisoire n'est pas un gouvernement prolétarien, mais bourgeois, etc... Fondamentalement il faut le caractériser et le combattre comme le gouvernement qui devient l'instrument de la contre-révolution et la base sur laquelle se groupent toutes les forces réactionnaires, hostiles aux ouvriers et paysans, qui cherchent à retenir et empêcher la révolution. Il faut le présenter aux masses comme le gouvernement qui maintient tous les privilèges politiques, sociaux et économiques des classes et castes qui constituent la base de la monarchie, qui laisse la terre aux grands propriétaires fonciers et défend l'exploitation des milliers et milliers de paysans et ouvriers agricoles, comme le gouvernement qui maintient les privilèges du clergé, de l'église, qui conserve intacte la domination et la position privilégiée des officiers de l'armée, qui ne dissout pas la garde civile, le corps de sécurité, la police, etc... qui refuse d'armer les ouvriers, qui protège la fuite du roi et des aristocrates, etc... C'est sur cette base que doit être transportée la lutte contre le gouvernement provisoire.

Occupons-nous alors des tâches immédiates du parti en relation avec les buts fondamentaux exposés précédemment :

La tâche principale consiste à conquérir la direction effective des masses. Le parti doit se lier étroitement à elles sur tous les lieux de travail, usines, mines, atelier car ce serait dénaturer la signification du tournant politique qui s'impose, de réaliser le lancement formel de

liens et exploitations agricoles. Dans ce sens notre travail n'a pas pu être plus pauvre que jusqu'à présent. Il faut combler cette lacune, créer de larges bases parmi les ouvriers et les paysans et organiser solidement l'influence que nous exerçons sur elles.

La conquête des masses exige que nous accordions une importance considérable à la lutte pour les revendications immédiates en nous servant de cette tactique pour mobiliser les ouvriers et les paysans pour la conquête d'augmentations de salaires et de diminutions de la journée de travail, de secours aux pauvres, d'assurances sociales, etc... contre la tactique des chefs social-fascistes et anarcho-sindicalistes qui se déclarent publiquement hostiles à tout mouvement de revendications immédiates.

En relation avec cela et avec la lutte pour le développement de la révolution, nous devons proposer la création du front unique révolutionnaire des masses et l'unité syndicale à la base. Il faut orienter tous les ouvriers en les invitant à réaliser l'unité à la base, malgré l'hostilité et contre les chefs traîtres des deux centrales. Le parti doit s'adresser aux ouvriers anarchistes et socialistes de la base et leur faire des propositions concrètes de front unique en relation avec le moment actuel et avec la mission révolutionnaire que doit remplir le prolétariat. La division du mouvement syndical est une des principales causes de l'état de misère de la classe travailleuse et constitue un obstacle formidable pour le développement de la révolution.

La lutte pour l'unité syndicale menée ainsi, est, dans les circonstances actuelles, d'une importance primordiale pour le triomphe de la révolution, et notre lamentable participation au récent congrès de la CNT, où la préparation, la direction et la fin catastrophique de la dernière grève des mineurs des Asturies par suite de la politique de toute la fédération communiste des Asturies, montrent que le parti n'a pas compris du tout l'importance de la question syndicale en Espagne.

Comme nous le disons dans la partie d'exposition de cette circulaire, la question paysanne est décisive pour le développement de la révolution. C'est pour cela qu'il est nécessaire que notre parti ait une politique agraire réelle, dont il a été privé jusqu'à présent. En outre du travail dans le sens de l'organisation de la prise du pouvoir révolutionnaire de la terre par les paysans, il faut orienter ceux-ci avec un plan de revendications concrètes qui correspondent aux caractéristiques de chaque localité. La lutte contre l'exploitation de la part du propriétaire foncier, contre l'exploitation de l'Etat, des Banques usuraires, etc... doit jouer dans notre politique paysanne un rôle important. Contre le paiement de toutes les dettes, contre les paiements des impôts, annulation de tous les contrats de affermage, et tout un ensemble de mesures concrètes, immédiates, comprises facilement et qui nous permettent la rapide mobilisation des paysans autour de notre programme : telle devra être la base de notre travail immédiat. Et en ce qui concerne les ouvriers agricoles il faut aussi agir sur la base de revendications concrètes, correspondant à chaque localité : journée de 8 heures, à partir du moment où l'on sort du village pour l'exploitation, application à la campagne de toute la législation de protection du travail, etc...

Le parti doit aussi avoir une politique claire en ce qui concerne la question des nationalités. Nous ne pouvons continuer comme jusqu'à présent à travailler exclusivement sur la base du mot d'ordre de l'indépendance de la Catalogne, du Pays Basque et de la Galice. Si à tout moment le problème des peuples opprimés a une importance extraordinaire pour nous, aujourd'hui il en a plus encore par suite de la capitulation de la petite bourgeoisie séparatiste de Catalogne et des pays Bas-

ques devant l'impérialisme espagnol. Sur la base de la « reconnaissance de la Catalogne, du Pays Basque et de Galice à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation de l'Etat central », le parti doit démontrer qu'il est seul parmi les peuples et pour eux à lutter pour la reconnaissance de ce droit. De même il faut lier la lutte pour ce mot d'ordre à la lutte des masses contre la bourgeoisie impérialiste et nationale, c'est-à-dire donner à la lutte pour la reconnaissance du droit à disposer de soi-même une base sociale, de classe.

Les derniers événements montrent comment les soldats entrent rapidement dans le mouvement révolutionnaire. Le parti, qui n'a rien fait pour pénétrer à l'intérieur des casernes, pour conquérir les soldats à la révolution, doit modifier radicalement sa politique et s'assigner comme tâche immédiate, de réalisation urgente, de pénétrer dans les casernes, de gagner les soldats et de les organiser sous notre direction. Précisément, il faut arriver le plus rapidement possible à la création de cellules de communistes et de sympathisants parmi les soldats. Pour arriver à ce travail d'organisation il faut un intense travail d'agitation et de propagande à l'intérieur des casernes et des navires de guerre. Pour cela, il faut la publication d'une littérature spéciale, manifestes, brochures, périodiques, et

la formulation comme base de notre travail d'un plan de revendications concrètes : salaire minimum de trois pesetas pour les soldats, amélioration de la nourriture et inspection de celle-ci par des commissions élues par des assemblées de soldats, suppression des châtiments corporels et des mauvais traitements, abolition des conseils de guerre, établissement de la journée de 7 heures dans les casernes, heures après lesquelles le soldat doit être libre, suppression des marches militaires. Le service militaire doit être fait dans la localité habitée par le soldat, reconnaissance de droits politiques, liberté de participer à toutes les actions politiques. Liberté de lire toute la presse ouvrière. Election des officiers par des assemblées de soldats. Conseils de soldats.

La présente circulaire doit être largement discutée dans toutes les cellules et devant tous les militants. Il faut que le tournant qu'elle trace soit réalisé le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions, car c'est seulement ainsi que la politique de notre parti répondra aux nécessités que la révolution espagnole impose.

Cordial salut communiste.

POUR LE C. E., LE SECRETARIAT.

Lettre ouverte aux membres du P. C. d'Espagne

Chers camarades,

A l'origine de la crise qui entraîna d'abord la chute de la dictature militaire de Primo de Rivera, puis de la monarchie, le prolétariat espagnol ne comptait malheureusement pas avec un parti communiste fort, uni et bien orienté, capable d'imprimer dans des circonstances objectives exceptionnellement favorables une voie complètement différente aux événements, menant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Le parti, comme tel, n'existait point en réalité, et la fraction qui avait la confiance de l'Internationale et travaillait en son nom, montra son incapacité absolue devant la situation révolutionnaire qui la mettait à l'épreuve. Les événements la prirent au dépourvu, au moment aigu de la crise; déconcertée, désorientée elle ne sut nullement montrer le chemin aux masses ouvrières et paysannes qui, devant la carence du parti, de leur parti, s'élancèrent dans les bras des républicains.

L'impuissance du parti était le résultat inévitable de la politique erronée suivie par P. C. pendant ces dernières années, aussi bien dans notre pays que dans les autres. Pendant la dictature militaire, P. C. et la fraction qui la représente en Espagne se limitaient d'une façon abstraite à affirmer que Primo de Rivera ne pouvait être anéanti que par l'insurrection armée des masses ouvrières et paysannes. En même temps, au lieu de consacrer tous leurs efforts à créer un parti fort, ils étouffaient toutes ses possibilités de développement en pratiquant une politique caractérisée par la direction irresponsable d'une oligarchie bureaucratique, le mépris le plus absolu des principes du centralisme démocratique et les exclusions systématiques.

Les faits démontrent, comme l'avait prévu l'O. C. E. de gauche, accusée pour cela d'opportunisme, que lorsque l'expérience de la dictature démasquée — militaire ou fasciste — tombe, et que la classe ouvrière ne compte point au mo-

ment de la crise avec un parti combattif et capable de résoudre la crise dans le sens de la révolution prolétarienne, la bourgeoisie a encore la possibilité d'exploiter les illusions démocratiques des masses pour prolonger sa domination ébranlée.

Pour n'avoir pas tenu compte de cette possibilité la direction du parti, au lieu de prévoir les événements, se trouva surprise par ceux-ci.

Les faits ne s'ajustaient point avec le plan arbitrairement forgé et dans de telles conditions la politique du parti ne pouvait être juste en aucune façon. La fraction dirigeante aurait pu reconnaître son erreur et ensuite modifier sa tactique. Mais, fidèle à la tradition stalinienne, elle persista obstinément sur sa position fautive, sacrifiant ainsi comme d'habitude les intérêts de la révolution prolétarienne pour pouvoir conserver le prestige de la direction considérée « a priori » comme infaillible. Aveugle et sourde devant la réalité, elle affirma contre toute évidence que la chute de la dictature de Primo de Rivera était un fait sans aucune signification historique, que tout continuait exactement comme avant, que rien ne s'était passé. Pendant ce temps, le processus de décomposition de la monarchie avançait aux yeux de tout le monde, l'abandon de celle-ci par la bourgeoisie et une partie des propriétaires terriens, hier encore royalistes, montrait la tentative désespérée des classes exploiteuses de sauver, grâce à l'instauration de la République, leurs intérêts déjà peu assurés sous le régime de la monarchie; finalement, les grandes masses petites-bourgeoises, qui ont une si grande importance chez nous, tournaient les yeux avec espoir vers le parti républicain. Tout faisait prévoir la possibilité de la chute de la monarchie sous l'action violente du prolétariat de la même façon que, selon la magnifique image de notre camarade Trotsky, le fruit pourri tombe de l'arbre. La monarchie allait être sacrifiée par les classes possédantes avant que la haine popu-

laire ait eu le temps de la démolir violemment en entraînant celles-ci derrière elle.

Malgré cela, la direction du parti déclarait, comme elle l'avait fait auparavant pour la dictature de Primo de Rivera, que la monarchie ne pourrait être abattue que par l'insurrection ouvrière et paysanne. C'est à cause de cela que la proclamation pacifique de la République comme résultat des élections du 12 avril fut pour la fraction dirigeante une nouvelle surprise. La conséquence de tout cela fut que pendant la période comprise entre la chute de Primo de Rivera et la proclamation de la République le parti resta complètement en marge du mouvement populaire, et ne gagna aucune influence parmi les masses ouvrières. Nous ajoutons à cela que la tactique de scission suivie vis-à-vis de la C. N. T. lui enleva la sympathie des milliers d'ouvriers organisés dans cette centrale syndicale, et rendit infiniment plus difficile tout travail de propagande parmi ces ouvriers, en donnant un prétexte magnifique à la politique d'exclusion des dirigeants anarcho-sindicalistes. Au moment de la proclamation de la République le parti se trouva sans contact avec les masses qui l'ignoraient. La fraction dirigeante corrigea-t-elle sa politique devant cette dure leçon? Pas du tout.

Sans tenir compte de la carence effective du parti et de la non-existence des organisations révolutionnaires tels que les soviets et des grandes illusions démocratiques des masses, elle lança stupidement le mot d'ordre de la prise du pouvoir. Au commencement de juin, dans sa conférence de P « Ateneo de Madrid » Bullejos, combattant le point de vue de l'O. C. de G. exposé à la même tribune par notre camarade Andrés Nin qui soutenait que provoquer à la prise du pouvoir en ce moment-là était du pur aventurisme, affirmait que le 14 avril le pouvoir aurait dû passer aux soviets, des soviets qui n'existaient point dans la réalité révolutionnaire espagnole.

Le résultat de cette fausse politique fut le développement ultérieur de la révolution en dehors du parti, et la déroute de celui-ci aux élections pour les « Cortes » constituantes.

Quelle était l'attitude de l'O. C. E.? Déjà avant la proclamation de la République, elle avait préconisé avec insistance la nécessité de lancer des mots d'ordre démocratiques afin de grouper et d'organiser les masses ouvrières et paysannes, les arrachant ainsi à l'influence des républicains et socialistes, et les préparant à la prise du pouvoir.

« Réduire toutes les contradictions et tous les objectifs à un seul dénominateur : la dictature du prolétariat », disait au mois de janvier Trotsky dans sa brochure « La révolution espagnole et la tactique des communistes », c'est une opération nécessaire, mais complètement insuffisante. Même si l'on fait un pas en avant, en admettant que l'avant-garde prolétarienne se soit déjà rendu compte qu'il n'y a que la dictature du prolétariat qui puisse sauver l'Espagne de la décomposition, la tâche préliminaire — le rassemblement autour de l'avant-garde des couches hétérogènes de la classe ouvrière et des masses travailleuses encore plus hétérogènes de la campagne — reste encore posée dans tout son ampleur. Opposer le mot d'ordre cru de la dictature

du prolétariat aux tâches historiques qui poussent aujourd'hui les masses sur la voie de l'insurrection, signifierait le remplacement de la compréhension marxiste de la révolution sociale par la compréhension bakouninienne. Ce serait le meilleur moyen de perdre la révolution...

« Plus la lutte de l'avant-garde prolétarienne pour les mots d'ordre démocratiques sera hardie, décisive et impitoyable, et plus vite elle conquerra les masses et sèvera les assises des bourgeois républicains et des socialistes-réformistes, et plus sûrement leurs meilleurs éléments se rangeront à nos côtés, et plus vite la république démocratique s'identifiera dans la conscience des masses avec la république ouvrière.

« Pour qu'une formule théorique correctement conçue devienne un fait historique vivant, il faut la faire pénétrer dans la conscience des masses au moyen de leur expérience, de leurs besoins, de leurs nécessités. Pour cela, il ne faut pas dissiper l'attention des masses, mais réduire le programme de la révolution à un nombre réduit de mots d'ordre clairs et simples et les remplacer suivant la dynamique de la lutte. C'est en cela que consiste la politique révolutionnaire. »

Nous avons reproduit *in extenso* ce passage de la brochure de notre grand camarade parce qu'il résume à merveille, avec la précision et la clarté qui lui sont particulières, la pensée de l'Opposition. Celle-ci considérait en outre et continue encore à considérer que l'un des objectifs essentiels immédiats du parti était la formation du front unique révolutionnaire et la renonciation absolue à la tactique de scission dans la C. N. T. qui eut son point culminant à la conférence de Séville avec la constitution du « Comité de Reconstruction ». Notre position fut l'objet d'un tas d'insultes de la part de l'P. C. et de la direction du parti espagnol, qui nous qualifièrent de traîtres, renégats et alliés de la bourgeoisie.

Malgré cela, le Comité Exécutif du Parti a été obligé de reconnaître que l'orientation politique suivie était fondamentalement fautive et qu'un virage complet s'imposait. La circulaire du Bureau Politique à toutes les fédérations, rayons et cellules du parti reproduit textuellement les critiques formulées par l'Opposition — reconnaissant ainsi tacitement qu'elles étaient justes — et propose un changement de tactique qui implique dans le fond l'adoption de celle qui avait été préconisée par nous et qui nous valut les plus dures épithètes parce qu'elle était défendue par nous.

Dans ce document important que nous venons de citer, la direction du parti affirmait sans embarras que le parti communiste avant le 14 avril avait fait une fausse analyse de la situation politique du pays, qu'il avait commis l'erreur de considérer que l'heure de la révolution prolétarienne était arrivée, de sous-estimer le besoin de la révolution agraire comme forme essentielle de la révolution démocratique bourgeoise et finalement que le parti démontra être incapable de mobiliser les masses ouvrières dans une lutte révolutionnaire effective. La tâche fondamentale du parti — continue la circulaire — tout en découvrant subitement ce que l'Opposition s'était fatiguée à répéter — doit être « la conquête des masses paysannes pauvres, alliées au proléta-

rial», la création des soviets « comme garantie de la révolution ». « Un virage radical s'impose dans toute l'activité du parti ». « Non seulement la simple propagande de nos principes ne suffit plus, mais elle pourrait nous conduire, limitée à elle-même, au soutien objectif des forces de la contre-révolution ». N'entendez-vous pas dans ces paroles, camarades du parti, l'écho des critiques et des avertissements réitérés de l'Opposition ? Mais, voilà, ce n'était pas encore assez, la reconnaissance inéquivoque du propre échec et l'hommage rendu à nos points de vue, c'est-à-dire aux points de vue de l'O. C. de G. « ... Mais l'erreur principale du parti, le 14 avril, fut de ne point comprendre que lui-même devait lancer alors les mots d'ordre de la révolution démocratique pour entraîner les masses à l'action révolutionnaire sous sa direction ».

La direction du parti proposa un virage non moins radical en ce qui concerne la politique syndicale. A la propagande abstraite des principes généraux s'oppose « la lutte pour les revénérables pour « se mêler plus étroitement aux masses », dans les « usines, mines, ateliers et les masses », dans les « usines, mines, ateliers et exploitations paysannes ». A la politique de scission qui a dirigé toute l'activité du parti pendant ces derniers temps, s'oppose la politique du front unique révolutionnaire des masses et l'unité syndicale... « Notre participation lamentable à un récent congrès de la C. N. T. — constate la circulaire — où la préparation, la direction et la fin catastrophique de la dernière grève des mineurs des Asturies à cause de la politique de la fédération communiste asturienne, montrent que le parti n'avait pas encore compris l'importance de la question syndicale en Espagne ».

Dans cette question-là, la direction du parti en est venue aussi à donner entièrement raison à l'O. C. E. qui n'a jamais cessé de combattre la fausse politique syndicale du parti et de préconiser constamment la nécessité urgente du front unique de la classe ouvrière.

La C. E. du Parti a donc dû reconnaître que sa ligne politique était erronée dans trois questions fondamentales : l'analyse de la situation, l'efficacité des mots d'ordre démocratiques dans l'étape actuelle de la révolution et la nécessité de la tactique du front unique.

L'O. C. E. en constatant cette éclatante victoire de ses points de vue ne peut faire moins que de constater que le virage effectué par le parti est un résultat direct et immédiat de sa critique. Tout cela démontre d'une façon incontestable, que même en étant exclus du parti, notre collaboration a été efficace et que cette efficacité serait encore plus profonde dans le cas où l'Opposition serait dans le parti. Et dans ce cas, s'il y avait dans le parti un régime de discussion démocratique indispensable à toute organisation prolétarienne, la critique prendrait des formes moins aiguës que dans l'état actuel des scissions, et la rectification des erreurs serait plus rapide, efficace et infiniment moins douloureuse. Nous constatons avec une grande satisfaction le tournant effectué par le parti, grâce auquel nous nous sentons plus près de lui que des organisations communistes indépendantes telles que le « Bloc Ouvrier et Paysan », et de l'« Agrupación Comunista de Madrid », qui se débattent

dans une grande confusion, et chancellent entre la phraséologie d'extrême-gauche et la politique pratiquement petite-bourgeoise.

Mais l'O. C. E. manquerait à son devoir révolutionnaire si elle ne formulait pas quelques réserves, et si elle ne consignait pas en même temps quelques doutes qui lui donnent à penser.

La réserve la plus importante qu'elle est obligée de faire, c'est celle qui se réfère à la conservation, par le parti, du mot d'ordre de la « dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et paysans », par laquelle doit passer, selon la circulaire du Bureau Politique, le chemin qui conduit en Espagne à la révolution socialiste et à la dictature du prolétariat.

Le document du parti ne mentionne ce mot d'ordre qu'une seule fois et comme en passant, comme s'il ne poursuivait d'autre fin que de rappeler, l'existence d'une position théorique, convertie en dogme par la direction stalinienne de l'I. C., mais condamnée définitivement par toute l'expérience historique et plus particulièrement par celle des révolutions russe et chinoise. Cette position théorique, soutenue par le parti bolchevik à partir de la révolution de 1905, et retirée définitivement par Lénine en 1917 au grand scandale de ceux qu'on appelait « vieux bolcheviks », présupposait la république démocratique bourgeoise et la dictature du prolétariat. S'il avait continué dans cette fausse position le prolétariat russe n'aurait pu prendre le pouvoir en octobre 1917.

Par son soulèvement glorieux, la classe ouvrière russe nous montra que la révolution démocratique bourgeoise ne pouvait être réalisée que par la dictature du prolétariat allié aux masses paysannes.

L'oubli de cette grande vérité, la continuation des positions de la « dictature démocratique » conduisit en Chine à la fusion des communistes dans le Kuomintang et à l'étranglement de la révolution. Poursuivre cette erreur serait se suicider. En Espagne n'existe pas la possibilité d'un régime moyen entre la République d'Alcala Zamora et la République Ouvrière et Paysanne, synonyme de la dictature du prolétariat. Soutenir le contraire, c'est montrer un faux chemin aux masses ouvrières et paysannes de notre pays, et préparer un échec sanglant à la révolution. C'est pour cela que nous crions alerte aux membres du parti.

Un de nos devoirs, c'est d'inciter les communistes à empêcher, par leur intervention active et énergique, que le tournant annoncé par le parti ne reste point sur le papier, mais qu'il s'effectue radicalement et entièrement.

Quelques symptômes justifient déjà notre méfiance dans ce sens là.

Dans la politique générale du parti, le changement de tactique, on ne s'en est pas encore aperçu, ou bien peu, jusqu'à maintenant. Le parti poursuit presque la même propagande démagogique, et peu ou presque rien n'est fait pour lancer les mots d'ordre démocratiques clairement nécessités par la situation, et susceptibles de grouper autour du parti les grandes masses ouvrières et paysannes du pays.

Pour ce qui est de la politique syndicale, les symptômes sont encore plus inquiétants. Il y a des propositions concrètes de front unique à

la C. N. T., mais le Comité de Reconstruction, qui devait être transformé d'accord avec le échange de tactique, en « Comité d'Unité Syndicale » continue à fonctionner, et après la circulaire du Bureau Politique du parti, il a publié plusieurs manifestes sous son nom.

Le Comité Exécutif, si ses désirs de rectification sont sincères, doit le montrer dans la pratique. Les membres du parti doivent imposer dans ce sens-là leur volonté aux dirigeants. Pour cela ils peuvent compter sur l'appui décidé et inconditionnel de l'O. C. E. de G. qui, aujourd'hui comme hier, affirme sa volonté arrêtée de persévérer dans la réforme du parti grâce à l'intervention active de tous les communistes dans la vie du parti.

Finalement, l'O. C. E. insiste en signalant aux communistes la nécessité de l'unification. La condition indispensable de la victoire du prolétariat dans la révolution actuelle, c'est la réintégration de tous les exclus du parti, pour des motifs d'opinion, et la convocation d'un congrès qui, sur la base de la discussion démocratique de tous les problèmes et de la soumission de la minorité à la majorité, pose les bases d'un grand parti communiste.

Les nécessités de l'heure historique que nous vivons l'exigent impérieusement, et l'O. C. E. ne manquera pas dans ce sens-là à son devoir, avec la certitude que les ouvriers communistes espagnols finiront par se convaincre qu'il n'y a pas de meilleures amis du parti que les membres de l'O. C. E. de G.

Vive le P. C. d'Espagne!

Vive l'Internationale Communiste!

LE COMITE CENTRAL DE L'O.C.E.

Pour la discussion internationale :

Sur le problème de l'unité syndicale en Espagne

Chers camarades,

La Région Parisienne de notre Ligue a discuté au cours de quelques séances, les projets de thèses que vous aviez préparé pour votre Conférence nationale et qui, comme vous le savez, ont été traduites et publiées dans le N° 31 de la *Lutte de Classes*.

Il est utile de préciser qu'une discussion assez large s'est engagée surtout sur la thèse syndicale, tandis que sur les autres, les camarades se sont exprimés avec beaucoup de réserve ou ne se sont pas exprimés du tout. Cela trouve son explication, soit par le fait que beaucoup de camarades n'approchent que pour la première fois des problèmes comme ceux dont votre thèse sur la question nationale fait l'objet, soit par le fait que le problème syndical avait déjà été discuté largement au sein de la Ligue et avait déterminé une différenciation assez profonde parmi les camarades, particulièrement sur la question de l'Unité syndicale en France. C'est donc votre projet de thèse syndicale que nous nous proposons de discuter dans cette lettre, que vous voudrez bien considérer comme une contribution fraternelle à la résolution des problèmes qui se posent devant vous et devant l'Opposition de Gauche Internationale.

1°) — Tout d'abord nous croyons que votre projet de thèse sur la question syndicale ne doit être considéré

que comme une première amorce d'une thèse plus ample, plus complète. En effet, beaucoup de problèmes d'ordre théorique et tactique qui intéressent au plus haut degré le prolétariat espagnol et international ou ne sont pas mentionnés du tout, ou sont traités d'une manière insuffisante. Par exemple, il manque dans votre thèse, toute réponse à la question : qu'est-ce qu'un syndicat ? Pourtant une réponse claire et précise à cette question est tout à fait nécessaire, surtout en Espagne, en France et dans les pays où il existe deux, ou trois centrales syndicales, ou même plus, chacune liée plus ou moins étroitement à un parti ou à un courant politique. En réalité, c'est de la réponse que nous donnerons à cette question que découle la façon d'envisager et de résoudre les problèmes les plus importants du mouvement syndical. Il manque aussi toute réponse au problème du front unique sur le terrain syndical ainsi que sur celui des rapports entre syndicats et parti, quoique les quelques lignes que vous dédiez à la question des fractions communistes à l'intérieur des syndicats nous autorisent à croire que vous saurez donner une réponse entièrement juste à ce problème. A votre thèse, il manque aussi toute indication d'un programme de revendications immédiates pour la classe ouvrière. Par exemple les thèses ne soufflent mot si, dans la période actuelle, on doit lutter pour la défense ou pour l'augmentation des salaires; elle ne dit rien sur les méthodes de lutte et sur la stratégie des grèves; elle ne dit rien sur la nécessité et sur les moyens de coordonner les grèves locales ou partielles d'une catégorie de travailleurs vers les mouvements plus vastes jusqu'à la grève générale. A ce propos, nous soulignons qu'après la parution de vos thèses, à eu lieu la canonade de la maison des syndicats de Séville; ce qui, à notre avis, pose d'une manière aiguë, le problème de la liberté d'organisation de la classe ouvrière. Ce problème de la liberté d'organisation au sens le plus large du mot, bien agité parmi les masses et bien lié avec d'autres revendications d'ordre économique immédiate, peut donner au mouvement syndical espagnol une force d'expansion très grande et créer des difficultés insurmontables non seulement à Maura, mais aussi aux socialistes.

En réalité, votre projet de thèse syndicale cherche à donner une réponse à quelques problèmes généraux et immédiats du mouvement syndical espagnol; et en ce sens, il constitue un effort tout à fait louable, mais à la condition qu'il soit considéré comme un premier pas et que votre attention aux problèmes syndicaux devienne toujours plus soutenue.

2°) — Nous sommes entièrement d'accord avec vous lorsque vous écrivez que : « toute tentative de créer une autre organisation syndicale représente un acte criminel de scission, contraire à la vraie tactique communiste » et nous approuvons aussi votre attitude contre la Conférence de Séville convoquée au mois de juin par le parti, à travers le Comité de reconstruction de la C. N. T. La convocation de la Conférence de Séville n'a pas seulement été une lourde erreur de la part de la direction du Parti, mais elle donne, on ne pourrait mieux, l'empreinte de la bureaucratisation la plus stupide à laquelle sont réduites presque toutes les sections nationales de l'I. C. Il est opportun de savoir à ce sujet, que la Conférence de reconstruction de la C. N. T. avait été projetée pendant l'automne 1929. La direction du Parti espagnol, n'avait pas saisi à ce moment là toute l'importance de cette convocation, mais elle l'accepta, comme toute autre direction bien stalinisée, et elle se mit au travail avec le peu de forces dont elle disposait. Depuis lors, des événements comme la chute de Primo de Rivera, le gouvernement Bérenguer, la chute de la monarchie, la proclamation de la République, se passèrent. Avec le retour à certaines

libertés démocratiques, les anarcho-syndicalistes reprirent dans leurs mains, et sans le moindre effort, la direction de la C. N. T.; mais les dirigeants du Parti espagnol ne songèrent à aucun instant à voir si par hasard, les directives qu'ils avaient reçues en 1929, étaient encore valables dans la situation entièrement changée de 1931! Ils avaient une fois reçu des directives et considéraient qu'ils devaient les appliquer jusqu'à ce que d'autres directives nouvelles viennent se substituer aux anciennes! D'autre part, les dirigeants de l'I. C. qui considéraient les événements espagnols comme tout à fait négligeables avaient sûrement oublié et les directives anciennes et la nécessité d'en fournir d'autres. Ce qui ne les empêcha pas, évidemment, de taper sur leurs exécutants espagnols après la Conférence de Séville!

3°) — Passons, maintenant, au problème principal, traité dans votre projet de thèse, celui de l'Unité syndicale.

Tout d'abord, nous croyons nécessaire de relever la caractéristique que vous donnez de l'U. G. T. Vous dites que c'est l'« organisation ouvrière du gouvernement sous la direction d'une bureaucratie petite-bourgeoise au service du capitalisme ».

Est-ce que cette caractéristique existe? Absolument non. A notre avis, on ne peut définir l'U. G. T. comme l'organisation ouvrière du gouvernement sans oublier à la fois et la vérité historique et le contenu social de cette organisation. Au point de vue historique, l'U. G. T. a surgi et s'est développée au fond ainsi que sont surgi et se sont développés les syndicats d'autres pays d'Europe. Elle a été constituée par les efforts conjugués des syndicats qui étaient en somme sous l'influence du Parti socialiste d'Espagne. Avec des méthodes réformistes que l'aile révolutionnaire, au sein de la Deuxième Internationale d'avant guerre, n'a jamais cessé de critiquer et de combattre, l'U. G. T. a mené un travail d'organisation et d'éducation de la classe ouvrière espagnole dont il faut savoir tenir compte. Si aujourd'hui, malgré toutes les trahisons du réformisme espagnol et international, l'U. G. T. groupe autour d'elle environ 250.000 ouvriers de la ville et de la campagne, cela provient justement de son travail et de son activité passée. Du point de vue social, les adhérents de l'U. G. T. ne sont nullement une espèce de garde du corps du gouvernement, mais ce sont des ouvriers qui ont participé à des luttes et à des grèves, qui souvent sont convaincus, sont autant et plus conscients de leur devoir de classe que les ouvriers encadrés dans la C. N. T. et qui repoussent les méthodes de lutte employées par les anarcho-syndicalistes ou celles préconisées par nous, non pour servir le gouvernement, mais parce qu'ils les considèrent comme nuisibles ou inadéquates à la défense et au renforcement des position de la classe ouvrière.

Voilà pourquoi, nous pensons que vous faites erreur d'appeler l'U. G. T. « organisation ouvrière du gouvernement ». En réalité, l'U. G. T. est une organisation ouvrière à orientation réformiste et qui, par l'entremise de sa direction de social-démocrates, traitées à la classe ouvrière et pourris, est souvent utilisée comme instrument au service du patronat et de la bourgeoisie. Il faut ajouter tout de suite qu'avec d'autres méthodes et une autre phraséologie, la C. N. T. aussi, sous la direction des anarcho-syndicalistes tels que Pestana et Cie, rend également service à la bourgeoisie, malgré le dévouement de ses militants.

Mais la caractérisation de l'U. G. T. telle qu'elle est faite dans votre projet de thèses, n'est pas à repousser seulement parce qu'elle est fautive en soi, mais aussi par les conséquences politiques auxquelles elle peut vous entraîner. Dans la discussion qui eut lieu au sein de la Ligue (Région parisienne) des camarades, en calquant

votre position, n'ont pas hésité à définir l'U. G. T. comme une organisation de jaunes tout court et de cette définition sont arrivés à nier qu'il existe aujourd'hui en Espagne le problème de l'Unité syndicale, tel qu'il a été envisagé, par exemple par le 4^e congrès de l'I. C.; et que, par contre, se pose seulement le problème d'arracher à l'U. G. T. les éléments révolutionnaires pour les porter dans la C. N. T. et de lutter dans celle-ci pour conquérir le droit de fraction.

C'est du reste la même conclusion à laquelle vous étiez déjà parvenus, par une voie moins directe, dans votre projet de thèse.

Eh bien! camarades, assurément malgré vous et à votre insu, ce ne sont là que des déviations tout à fait dangereuses de la théorie du social-fascisme. Il faut savoir s'en garder à temps pour ne pas tomber dans l'impasse.

Mais approchons nous du problème de l'Unité syndicale. Voici, avant tout, les propositions les plus importantes contenues dans votre projet de thèse à ce sujet :

« Aujourd'hui, ainsi qu'hier, l'Unité syndicale est indispensable, mais la réalisation doit être subordonnée à une condition : que tous les travailleurs qui acceptent l'Unité reconnaissent la nécessité de la lutte de classe, et que sur cette base, soient respectés toutes les opinions et toutes les idées politiques ».

Et plus loin :

« L'Unité syndicale est pleinement réalisable sur la base de la fusion entre l'U. G. T. et la C. N. T. La C. N. T. qui a une majorité numérique, ne s'opposerait pas de façon ouverte. Mais il est incontestable que les chefs de l'U. G. T. qui excluent arbitrairement les anti-collaborationnistes, s'efforceraient de rendre impossible une unité qui les enlèverait de leurs places. L'Unité syndicale du prolétariat révolutionnaire d'Espagne doit se faire sur la base de la C. N. T. »

Et plus loin :

« Tous les communistes qui militent dans l'U. G. T. et dans les syndicats autonomes doivent lutter avec énergie pour l'entrée de leur organisation dans la C. N. T. »

... « La place de lutte syndicale des communistes est dans la C. N. T. » (souligné par nous).

« Dans l'U. G. T. et dans la C. N. T. les militants du mouvement minoritaire avec une tactique syndicale révolutionnaire... »

Laissons de côté les contradictions tout à fait évidentes qui existent entre certaines de ces propositions et retenons l'essentiel. Vous dites que « tous les travailleurs qui acceptent l'Unité reconnaissent la nécessité de la lutte de classe et que sur cette base soient respectées toutes les opinions politiques ». Et des travailleurs qui acceptent l'Unité, mais qui ne reconnaissent pas la nécessité de la lutte de classe, qu'est-ce que vous en faites? Est-ce que vous les jetterez hors des syndicats? Dans ce cas vous feriez sûrement une mauvaise affaire. Dans le cas contraire, votre thèse ne reste pas debout. Vous oubliez avant tout, qu'en Espagne, comme et plus que dans tous les autres pays capitalistes, il y a des centaines de milliers et même des millions de travailleurs que vous ne pourrez absolument pas toucher et gagner si vous vous présentez à eux de la manière dont vous posez le problème dans votre projet de thèses. Tels sont, par exemple, les travailleurs qui sont sous l'influence des catholiques, des républicains, et d'autres partis petits-bourgeois ou bourgeois.

Ces travailleurs repoussent, en principe, la lutte de classe. Pourtant cela ne les empêche pas, dans les situations déterminées, de pratiquer la lutte de classe, même dans les formes les plus élevées. Un exemple frappant nous a été fourni, à ce propos, par les travailleurs encadrés dans les organisations syndicales du Parti Populaire (catholique) de la province de Crémone (Italie) en 1921.

Ces travailleurs, dirigés par Miglioli, et par d'autres éléments de gauche du parti populaire, dont le secrétaire était un prêtre, Don Sturzo, actuellement proscrit par le fascisme, étaient religieux, allaient régulièrement à la messe et aux autres fonctions religieuses tous les dimanches, repoussaient en principe la lutte de classe, les statuts de leur organisation se basaient même expressément sur le principe de la collaboration de classe; mais tout cela ne les a pas empêchés de soutenir des luttes héroïques et violentes contre les propriétaires agrariens et d'arriver jusqu'à l'occupation des fermes. Et cela au nom de la collaboration de classe.

Des exemples pareils, quoique moins importants, on pourrait en indiquer par centaines et partout là où les couches profondes des masses se mettent en mouvement.

Nous vous répétons donc cette question: est-ce que nous refuserons l'unité syndicale avec ces ouvriers qui repoussent le principe de la lutte de classe mais qui, dans la pratique, se montrent des lutteurs sains, dévoués et fiers pour la défense de leurs intérêts communs à eux et à leurs frères de travail? Ou, au contraire, n'est-il pas indispensable de faciliter par tous les moyens et en enlevant toute condition *a priori* qui puisse les heurter dans leurs convictions religieuses et sociales; n'est-il pas indispensable, dirons-nous, de faire tout le possible pour les unir dans une organisation commune à tous les ouvriers, pour les soustraire à l'influence de leurs chefs et en faire, par la propagande et par l'action, des magnifiques ouvriers révolutionnaires? La réponse, pour tout ouvrier révolutionnaire et vraiment conscient des intérêts de la classe ouvrière ne peut pas faire de doute; elle ne peut qu'être affirmative.

Voyons maintenant, un autre côté du problème. Prenons les chefs social-démocrates. Si vous leur demandez, s'ils reconnaissent la nécessité de la lutte de classe, ils vous répondront que par le fait même qu'ils sont des socialistes, ils sont de façon implicite pour le principe de la lutte de classe. Ils vous démontreront comme deux et deux font quatre, que le principe de la lutte de classe est inscrit en toutes lettres dans les statuts et décisions des congrès de presque toutes les centrales syndicales réformistes d'Europe. Presque toutes — peut-être l'U. G. T. elle-même — ont des statuts dans lesquels il est indiqué que le but du syndicat n'est pas seulement de défendre les ouvriers contre l'exploitation patronale, mais aussi l'abolition du salariat par la socialisation des moyens de production et d'échange! En principe donc, les chefs social-démocrates se prononcent pour la lutte de classe. Mais si, de la hauteur des formules générales et abstraites, nous descendons dans le domaine de la pratique, nous nous apercevons que « lutte de classe » pour les chefs social-démocrates signifie, par exemple, arbitrage obligatoire, participation aux gouvernements bourgeois, écrasement des mouvements révolutionnaires, en un mot signifie ce que nous appelons « collaboration de classe », mais qui en réalité, n'est que lutte de classe de la bourgeoisie contre le prolétariat sans lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Et pour mieux embrouiller les choses, ils ne manqueront pas de s'en référer à la « Russie des Soviets », à « l'Etat prolétarien » pour vous démontrer que la Russie des Soviets aussi applique, dans ses rapports avec les Etats bourgeois, la lutte de classe comme l'appliquent les social-démocrates vis-à-vis de la bourgeoisie! Or, demander à ces gens là de reconnaître la nécessité de la lutte de classe, quelle signification cela peut-il avoir, sinon de favoriser la tromperie et l'équivoque qu'ils cherchent à entretenir dans la classe ouvrière?

Nous voyons donc que, d'un côté, poser *a priori* la reconnaissance de la nécessité de la lutte de classe comme base pour réaliser l'Unité, nous coupe d'une partie

de la classe ouvrière (particulièrement des ouvriers agricoles ou industriels ayant des liaisons de travail ou d'habitation avec la campagne) au profit des partis bourgeois et petit-bourgeois, et d'autre part, favorise les chefs socialistes de tout poil pour se présenter aux masses comme des champions de la lutte de classes! Voilà pourquoi nous sommes d'avis que votre formule est mauvaise et comme telle doit être abandonnée.

Voici comment, selon nous, on doit poser et résoudre ce problème :

Le syndicat, c'est l'organisation de tous les ouvriers qui veulent défendre leur morceau de pain. Aux ouvriers qui entrent dans le syndicat, nous ne demandons *a priori* ni de renoncer à aucun de leurs préjugés politique ou religieux, ni d'accepter une méthode de lutte déterminée. Nous leur demandons seulement de s'unir à leurs compagnons de travail pour se défendre contre l'exploitation à laquelle ils sont soumis. Un tel syndicat n'est pas le syndicat des ouvriers qui sont sous l'influence des communistes, ou des anarcho-syndicalistes, ou des socialistes, ou des catholiques, mais c'est le syndicat de toutes la classe ouvrière, car ses bases de recrutement sont telles que tous les ouvriers peuvent y adhérer sans renoncer *a priori* à aucune de leurs croyances.

Toute limitation à ces bases de recrutement du syndicat doit être ouvertement et avec acharnement combattue par nous car elle tend à transformer le syndicat d'organe de la classe ouvrière en une secte, et par là à affaiblir la classe ouvrière, à couper l'avant-garde du prolétariat de la masse et à laisser celle-ci sous l'influence et la direction de ses ennemis de classe.

D'autre part, nous communistes, devons profiter de toutes les possibilités pour développer incessamment la conscience des ouvriers, pour les éclairer sur les causes de leur misère et de leur esclavage, et pour leur indiquer avec quelles méthodes de lutte ils peuvent défendre leurs intérêts immédiats et se libérer définitivement de l'exploitation capitaliste.

De là surgit notre devoir de lutter au sein des syndicats pour convaincre les ouvriers de la justesse de nos idées et pour les gagner à notre cause. Pour cette lutte nous ne demandons aucun privilège ni aucun égard particulier. Nous voulons simplement pouvoir exprimer librement nos idées au sein du syndicat, c'est-à-dire nous revendiquons le même droit que doit avoir tout autre ouvrier syndiqué. Les ouvriers syndiqués jugeront eux-mêmes si nous avons raison ou tort en nous donnant ou en nous refusant leur confiance.

Nous avons ici tous les éléments nécessaires pour résoudre le problème de l'unité syndicale, au moins en principe :

a) Nous sommes et nous luttons pour le syndicat unique dont les bases de recrutement doivent permettre à tous les membres du prolétariat désireux de défendre leur morceau de pain, d'y adhérer, quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses.

b) Comme condition, pour réaliser le syndicat unique, nous ne posons que le respect de la démocratie syndicale, y compris le droit de fraction, pour tout le monde.

c) Partant de ces points de vue, nous sommes d'avis que vous devriez poser directement devant le Parti, et à travers vos fractions syndicales, aussi aux centrales syndicales d'Espagne, le problème de l'Unité syndicale. Comme moyen pratique d'organisation pour réaliser cette unité, nous pensons qu'il est bien de proposer un congrès de fusion. Pourtant, cette question n'est pas essentielle, on peut très bien suggérer aussi d'autres moyens. Ce qui est essentiel c'est que le problème de l'unité syndicale ne soit ni écarté ni faussé par des considérations d'opportunité immédiates. Même si l'unité syndicale ne sera pas pra-

tiquement réalisée, soit par les manœuvres des chefs de l'U. G. T., ou de la C. N. T., soit par les fautes du Parti officiel, il est indispensable que tout ouvrier voie en nous les combattants les plus sincères de l'unité syndicale et ceux qui seuls donnent à ce problème une solution vraiment conforme aux intérêts de toute la classe ouvrière.

Nous avons touché déjà à la question du congrès de fusion en lui donnant une réponse affirmative. Dans votre projet de thèse, pourtant, vous vous prononcez négativement et vous affirmez que l'Unité du prolétariat révolutionnaire espagnol doit se faire sur la base de la C. N. T.

Tout d'abord, il ne s'agit pas de réaliser l'Unité syndicale du prolétariat révolutionnaire espagnol, mais du prolétariat tout court pour faciliter au prolétariat révolutionnaire et à son avant-garde communiste la tâche de l'entraîner dans son ensemble dans des luttes plus vastes et décisives. Ensuite, les arguments que vous donnez pour arriver à vos conclusions, sont justement la réfutation même de vos conclusions.

Vous affirmez (en cela vous avez entièrement raison) que les chefs de l'U. G. T. s'efforceront de rendre impossible une unité qui signifierait leur liquidation. Mais que faire devant une telle position, sinon leur enlever tout prétexte possible pour qu'ils puissent soustraire les masses encadrées dans l'U. G. T. à l'unité, et par là les démasquer et les vouer au mépris et à la haine de la classe ouvrière? Mais comment leur enlever tout prétexte sinon en suivant la ligne que nous vous proposons qui n'est rien d'autre que la ligne tracée par les premiers congrès de l'I. C.? N'est-il pas évident pour tout le monde que, si vous affirmez que l'Unité syndicale doit se faire sur la base de la C. N. T. vous écarterez *a priori* de cette unité tous ceux qui n'acceptent pas le programme et les méthodes de la C. N. T. et au lieu de vous présenter comme le porte-drapeau de l'Unité, vous vous présentez en scissionnistes au seul profit de tous vos adversaires politiques et des ennemis de la classe ouvrière? Vous n'avez aucun intérêt à affirmer que l'Unité syndicale doit se réaliser sur la base de la C. N. T.; au contraire, la nécessité de la lutte contre les chefs réformistes et anarcho-syndicalistes, vous commande de suggérer le congrès de fusion ou d'autres moyens analogues pour réaliser l'Unité. Quant aux bascs de l'organisation unifiée, elles devront être décidées par les ouvriers syndiqués eux-mêmes et non fixées *a priori* par nous ou par d'autres. Nous devons proposer les solutions que nous considérons utiles pour la classe ouvrière, mais ce sont les ouvriers syndiqués et personne d'autre qu'eux, réunis dans des assemblées régulières qui devront statuer là-dessus.

Lié à votre position sur le problème de l'Unité syndicale se trouve un autre problème: celui de savoir dans quel syndicat doivent militer les communistes. Votre projet de thèse affirme la ligne suivante: « la place des communistes est dans la C. N. T. »

Nous croyons que, sur ce problème aussi, chers camarades, vous faites erreur.

Il est de toute évidence que le point principal de votre travail syndical doit être mené au sein de la C. N. T. Avant tout, c'est l'organisation syndicale numériquement la plus forte et où par conséquent, nous avons la possibilité de prendre contact avec des masses plus nombreuses; deuxièmement, malgré le sectarisme des anarcho-syndicalistes, nous avons dans la C. N. T. une plus grande possibilité de travail du fait que notre action pratique serait mieux comprise par la masse des syndiqués animés par un haut enthousiasme révolutionnaire. Avec une bonne politique les communistes pourraient obtenir au sein de la C. N. T. des résultats très importants et en peu de temps. Les occasions ne manquent pas actuel-

lement en Espagne, pour mettre tous les jours, à l'épreuve des faits, les mots d'ordre et les méthodes proposés par les communistes, et pour les comparer aux mots d'ordre et aux méthodes employés par les chefs anarcho-syndicalistes. L'éducation politique des masses peut donc se faire très rapidement et l'on peut assister à des déplacements de forces, même d'une semaine à l'autre.

Mais cela ne doit pas nous induire dans l'erreur de laisser tranquille l'U. G. T. réformiste et de faciliter l'œuvre de ses chefs en sortant de ses rangs et en épiluchant par ci par là quelques syndicats. Nous devons faire tout le possible pour maintenir et pour renforcer notre contact aussi avec les masses encadrées dans l'U. G. T. Aussi dans l'U. G. T. les communistes doivent constituer leurs fractions syndicales pour y travailler même illégalement, si c'est nécessaire, et pour y arracher les ouvriers à l'influence de leurs chefs. Et au fur et à mesure que nous aurons gagné des syndicats, nous ne devons pas les faire sortir pour les porter dans la C. N. T., mais devons nous servir d'eux comme moyen d'élargir encore plus notre influence sur d'autres syndicats, pour y faire passer notre politique et porter à la direction actuelle les coups les plus rudes. Malheureusement, ce seront les chefs socialistes eux-mêmes qui se chargeront d'exclure les communistes et les ouvriers révolutionnaires de l'U. G. T. Mais nous n'avons aucun intérêt de leur faciliter ce sale travail.

Nous nous sommes étendus sur le problème de l'Unité syndicale, car c'est, en ce moment, un problème qui intéresse au plus haut degré non seulement le prolétariat espagnol, mais celui de presque tous les principaux pays d'Europe. D'autre part, les événements récents de l'I. S. R. et des centristes sur ce point, ainsi que les manœuvres des droitistes, demandent de notre part la plus grande clarté et la plus grande précision. Un autre problème sur lequel il est, à notre avis, nécessaire, que vous portiez votre attention, est celui du front unique. Dans la situation espagnole actuelle, la lutte pour le front unique de tous les ouvriers et de leurs organisations contre le patronat et pour la défense de tous leurs intérêts, acquiert une importance de premier ordre. Sans la lutte pour la réalisation du front unique, il ne peut y avoir de véritable lutte pour l'unité syndicale, comme sans lutte pour l'unité syndicale la lutte pour le front unique serait, actuellement, affaibli, presque équivoque. Les deux problèmes ne sont pas seulement étroitement liés, mais sont pratiquement interdépendants.

La lutte pour le front unique doit être menée avec d'autant plus d'énergie que des dangers très graves menacent le prolétariat espagnol. D'un côté les chefs réformistes sous prétexte de protéger les affiliés de l'U. G. T. des « agressions » des affiliés à la C. N. T., demandent au gouvernement d'appliquer des mesures de rigueur contre la C. N. T., et créent des groupes destinés, sous le masque de l'auto-défense, à mater les ouvriers révolutionnaires, de l'autre, la fausse politique des dirigeants de la C. N. T., leur manque de perspectives, leur incapacité d'opposer à la politique réformiste, une politique révolutionnaire facilitée aux réformistes leur activité provocatrice et de trahison. Au moment où la plus grande cohésion et concentration des efforts du prolétariat espagnol est nécessaire, nous nous trouvons devant le danger immédiat d'une lutte fratricide et sanglante entre ouvriers encadrés dans la C. N. T. et ouvriers encadrés dans l'U. G. T. Cette lutte ne peut que profiter à la bourgeoisie et à ses soutiens, mais elle serait meurtrière pour le prolétariat.

Mais pour parler à une telle éventualité, pour transformer les luttes intestines que la bourgeoisie fait surgir au sein du prolétariat, en lutte commune du prolé-

ariat contre la bourgeoisie, il est indispensable de conduire une bonne politique et particulièrement une bonne politique de front unique.

Nous nous limitons, ici, à vous souligner l'importance de ce problème, et croyons que vous saurez le bien résoudre dans la situation concrète dont vous êtes en train de faire l'expérience.

Nous voudrions maintenant vous dire quelques mots à propos de l'organisation d'un mouvement minoritaire au sein de la C. N. T. dont parle votre projet de thèse. Mais comme notre lettre est assez longue, nous nous réservons de discuter ce problème avec vous une autre fois. Pour le moment, nous vous envoyons le N° 2 de notre Bulletin Intérieur dans lequel il y a un article à propos d'un « courant large » au sein de la C. G. T. U. Peut-être vous sera-t-il utile.

Résumons :

a) Votre projet de thèse doit être considéré comme un premier pas et comme un louable effort pour la résolution des problèmes syndicaux du prolétariat espagnol.

b) Il est nécessaire que vous examiniez et tâchiez de résoudre les problèmes qui ne sont pas indiqués dans votre projet de thèses et dont on fait mention dans la première partie de notre lettre.

c) Il est nécessaire que vous prononciez de façon abso-

lument claire sur les problèmes brûlants qui se trouvent actuellement posés devant le mouvement syndical espagnol et particulièrement sur les mots d'ordre inhérents aux luttes revendicatives de la classe ouvrière. Vous devriez vous prononcer sur les mots d'ordre et sur les méthodes de lutte de la C. N. T. et de l'U. G. T. Si vous les considérez comme justes, vous les soutiendrez, si, comme c'est probable, vous les considérez comme faux ou erronés, vous devez leur opposer d'autres mots d'ordre et d'autres moyens de lutte. Sur les mots d'ordre que vous proposerez, vous devrez appliquer tous vos efforts pour la réalisation du front unique sur le terrain syndical.

d) Vous devriez réviser votre position sur l'Unité syndicale, dans le sens indiqué par les premiers congrès de l'I. C.

e) Vous devriez réviser aussi votre position à l'égard du travail à accomplir au sein de la C. N. T. et de l'U. G. T. dans le sens indiqué dans notre lettre qui, du reste, ne fait que répéter avec d'autres mots les arguments qui ont été maintes fois répétés par les camarades Lénine et Trotsky.

Nous attendons votre réponse.

Bien fraternellement.

Août 1931.

*La C. E. de la
Ligue Communiste.*

Lettre aux camarades du Parti Communiste indochinois

Chers camarades,

Vous participez à des luttes extrêmement difficiles pour la cause des ouvriers et des paysans d'Indochine. De l'émigration, où momentanément nous nous préparons à rentrer mieux armés parmi vous, nous suivons d'aussi près que nous pouvons votre action, nous, qui avons quitté pour un temps vos rangs, ou qui nous apprêtons à les rejoindre. Nous n'ignorons pas les conditions extrêmement pénibles et cruelles dans lesquelles vous assumez la tâche de forger notre parti, sa doctrine, et de mener son activité. Mais précisément, si l'illégalité et la persécution décuplent les difficultés du parti révolutionnaire, elles exigent aussi de ses membres un effort plus grand pour mettre toutes leurs forces à son service, pour participer à son orientation et à sa bonne direction. C'est pourquoi, mettant à profit le répit auquel nous oblige l'émigration, et bien que notre ennemi nous prive des informations indispensables pour éclairer en commun notre route, nous voulons examiner avec vous quelques-uns des points primordiaux qui nous intéressent.

L'impérialisme français est décidé à défendre avec une impitoyable cruauté le maintien de son pouvoir. L'Indochine est une de ses plus riches proies coloniales, la première après l'Algérie. Sa contribution au commerce général de la France, son tribut à la balance commerciale, l'exploitation rémunératrice du capital investi dans ses mines et ses plantations, ses positions

stratégiques pour l'expansion économique, politique et militaire dans l'Extrême Orient, en font « le joyau inestimable de l'empire colonial français ». A l'époque où la bourgeoisie française éprouve les difficultés les plus grandes à maintenir sur l'arène mondiale ses positions menacées par les impérialismes rivaux d'Europe et d'Amérique, elle ressent plus fortement le besoin de pressurer ses colonies pour y puiser le surcroît de profit et de forces vives dont elle a besoin. Ses rapines aux colonies doivent compenser ses déboires continentaux. Les coups de la crise économique ont transformé la recherche du « salut par les colonies » dans l'âpre nécessité de s'attacher plus fortement dans la bourrasque les réserves coloniales délabrées par la crise. Contre les amples levées de combattants révolutionnaires, que la misère renouvelait toujours, la « France républicaine et démocratique » allie les férocités implacables de la guerre coloniale et de la terreur blanche.

Sous le joug du conquérant, l'Indochine a connu le sort d'un champ d'exploitation pour l'impérialisme français. A l'heure actuelle elle est demeurée un pays presque exclusivement agricole : la quasi-totalité de la population est réduite à travailler la terre par les moyens les plus primitifs et dans les conditions les plus misérables. Le rendement de la culture principale, le riz, est le plus bas du monde, le quart du rendement du pays voisin, Java. La population est rassemblée dans les régions naturellement ferti-

les, en masses compactes (les plus hautes densités humaines du monde sont atteintes dans le delta du fleuve rouge) son extrême dénuement la réduit en fait à la famine permanente. Ces millions de paysans sont le plus souvent propriétaires de parcelles infimes. Dans l'ouest indochinois, région de culture extensive, ils sont métayers et ouvriers agricoles. Ils sont tondus par l'usurier petit-bourgeois des villes et des campagnes ou par les fermages exorbitants dont la dette intarissable s'aggrave de prestations semi-féodales. Ils sont encore en butte aux lourdes charges de l'impôt personnel que renforcent les régies d'opium, d'alcool et de sel, et aux charges militaires. L'absolutisme des mandarins et la perfidie des délégués aux gages de l'administration française couvrent par la violence toutes les exactions sous la protection « tutélaire » des baïonnettes françaises.

Dans ses efforts pour assurer sa conquête militaire, sa pénétration politique et économique, l'impérialisme français a contribué au développement d'une bourgeoisie indigène pour prix des services rendus et comme agence de son exploitation. Cette bourgeoisie dépasse de beaucoup par l'importance la classe des anciens riches, des anciens gros propriétaires. En majeure partie agrarienne, la bourgeoisie indigène, grands propriétaires, paysans riches et prêteurs usuraire, réduisent à l'exemple des concessionnaires et avec l'appui des banques impérialistes, les métayers et les propriétaires de parcelles infimes à une exploitation intensive, aggravée de pratiques semi-féodales. L'appui que cette bourgeoisie indigène trouve dans le crédit et la protection impérialiste est appelé par Pasquier « les possibilités d'action personnelles, les ressources pour la mise en valeur, le rythme de sécurité et de sagesse que procure la paix française ». Il est chiffré plus clairement dans les bilans des institutions impérialistes de crédit hypothécaire. Dans son ensemble, la bourgeoisie indigène, malgré la récente orientation d'une fraction vers l'industrie et le commerce a des bases économiques restreintes et est dépourvue de traditions politiques. Dans la période actuelle, elle apparaît empreinte de ses faiblesses congénitales.

Pour la petite-bourgeoisie des villes, les artisans du Tonkin, les intellectuels nombreux à cause des traditions mandarinales, l'impérialisme s'en est attaché une fraction par la corruption. Mais la plus grande partie, en butte aux brimades et aux vexations des représentants de l'impérialisme, est réduite à une condition de vie très médiocre.

Les spoliateurs des richesses naturelles, rizières, mines, plantations, ont dû faire face au besoin de main-d'œuvre : « le problème le plus important de la colonie ». Les contingents lui en ont été fournis dans les agglomérations de paysans ruinés par les odieux recruteurs. L'éloignement de la métropole et les richesses minières ont poussé le capitalisme français à importer ses capitaux dans la colonie. Les nécessités de la guerre mondiale ont stimulé le développement industriel. A l'exploitation des concessions agricoles, la bourgeoisie française a adjoint la création de véritables centres d'industries extractives, métallurgiques, hydroélectriques, textiles et

de constructions navales. Une fraction de la bourgeoisie indigène, enrichie dans l'exploitation des campagnes, n'a pris qu'une part minime à l'exploitation industrielle et commerciale.

Le jeune prolétariat indochinois compte déjà par centaines de milliers les exploités des mines, des usines et les plantations. Prolétariat sans droit, il est soumis aux pires conditions de travail et livré aux violences des exploités. Il ne reçoit pour prix d'une journée de travail que les quelques francs qui représentent à peu de chose près, l'acquisition de sa portion de riz.

LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE EN INDOCHINE

Dans l'Asie ébranlée par les grands mouvements nationalistes et les soulèvements des masses exploitées et du prolétariat, sous les coups de la crise agricole et industrielle mondiale, depuis plus de dix-huit mois d'amples manifestations de plus en plus résolues ont dressé les opprimés des régions les plus peuplées de l'Indochine face aux forces armées du conquérant. Il ne s'agit plus des mouvements de résistance, opposés par les forces primitives à la pénétration économique et politique de l'impérialisme ni du complot des privilégiés jaloux de leur part de rapines. La conjuration militaire de Yen Bay a marqué le couronnement de l'activité des formations restreintes nationalistes. Depuis Yen Bay, des masses croissantes des exploités des villes et des campagnes sont entrées dans la lutte et se lèvent pour la défense de leur sort contre le système d'exploitation et d'oppression.

Les grandes vagues des manifestations paysannes et les mouvements contenus des villes naissent sur le terrain économique et social, du degré d'exploitation et d'oppression insupportables auquel l'impérialisme a réduit les masses. Les mots d'ordre mis en avant par de larges masses dans les villes et les campagnes démontrent le caractère économique et social de leurs revendications : à la campagne, le partage des terres, la suppression des impôts, l'abolition des charges militaires, et dans les villes, la journée de huit heures, le relèvement des salaires, l'abolition des châtiments corporels et des fouilles vexatoires.

Malgré ses velléités de défendre la portion congrue à laquelle l'impérialisme la réduit, la faible bourgeoisie indigène a suffisamment entrelacé l'exercice de ses privilèges au système économique (crédit des banques impérialistes) ainsi qu'à sa protection militaire, pour prendre nettement le parti des assassins impérialistes. Dans ses dérisoires assemblées consultatives, elle s'est rangée derrière ses maîtres. La petite bourgeoisie forme une masse en cours de différenciation. Elle avait déjà fortement subi l'influence de la victoire japonaise de 1905, et surtout du mouvement démocratique bourgeois de Sun-Yat-Sen. Elle avait fourni ses troupes les plus radicales au mouvement nationaliste apparenté au Kuô-Min-Tang de gauche. La dislocation du parti nationaliste sous la poussée de l'entrée en lutte des masses paysannes et des ouvriers, a aggravé la différenciation de la petite-bourgeoisie. Les meilleurs éléments ont été portés jusque dans les rangs communistes.

Malgré ses ratiocinations et ses marchandages pour défendre la part de la bourgeoisie indigène, le parti constitutionnaliste n'est qu'un plat agent de l'impérialisme. Les partis nationalistes sans base sociale ni économique sérieuse se sont en partie disloqués après le grand coup frappé à Yen Bay; ils ont laissé la place aux grands mouvements des masses exploitées. Le jeune parti communiste, formé en réalité dans la bataille, a été, malgré ses faibles forces, porté au premier rang du combat. Il est appelé à prendre la direction des forces engagées dans la lutte. Ses militants ont déjà démontré leur ardeur et leur capacité de sacrifice. La poussée révolutionnaire le porte à de grandes tâches, qu'il doit se rendre capable de remplir victorieusement.

La claire compréhension du mouvement actuel est indispensable au parti du prolétariat de la ville et des champs. Or, la structure économique de l'exploitation impérialiste, qui repose sur les masses des villes et des campagnes, les liens étroits qui attachent le sort de la bourgeoisie indigène à cette exploitation, le caractère même de l'exploitation de la paysannerie par la bourgeoisie indigène, les oscillations et les incertitudes de la petite-bourgeoisie indifférenciée, démontrent que les forces motrices véritables de la révolution résident dans les masses exploitées. Les violences odieuses des conquérants, les rigueurs de l'oppression étrangère sont avant tout l'expression de l'exploitation de classe à laquelle l'expansion mondiale de l'impérialisme réduit les masses laborieuses des colonies. C'est sur le terrain économique que se lèvent en réponse les forces révolutionnaires. La lutte contre l'impérialisme est une lutte de classe.

Parmi les exploitées des villes et des campagnes la place prédominante dans la lutte revient au prolétariat des villes et des centres miniers et industriels. Par son opposition d'intérêts implacable au système d'exploitation, par sa cohésion, par l'unité de ses rangs, par sa concentration dans les centres vitaux économiques et politiques du pays, par la formation qu'il acquiert dans ses luttes directes, le prolétariat colonial, bien que numériquement faible, est la *force motrice capitale* de la lutte révolutionnaire. C'est de lui que dépend la continuité, l'unité et la direction des luttes. Son hégémonie est le gage du succès. C'est seulement sous la direction de son avant-garde révolutionnaire consciente, le parti communiste, que le prolétariat peut guider les masses opprimées dans la voie de la victoire.

A l'analyse sociale il faut adjoindre l'appréciation de la période historique. De la structure de la colonie sous la main-mise impérialiste se dégage le rôle du prolétariat dans la lutte. La lutte se déroule dans l'époque de l'impérialisme déclinant, des guerres, des révolutions prolétariennes et des soulèvements coloniaux. La situation de l'Indochine ne doit pas être envisagée indépendamment et pour elle-même. L'Indochine opprimée avec son économie arriérée et sa société réduite sous le joug, est une partie intégrante du monde moderne, partagé par les impérialismes rivaux. Sa population est réduite, son économie est comprimée par l'exploiteur impérialiste français qui en a fait une dépendance de son économie, la terre de choix de son exploitation. Les luttes révolutionnaires s'y déroulent

dans la période où le prolétariat mène la lutte dans le monde entier contre les impérialismes en proie aux antagonismes les plus aigus, où il a engagé des combats d'envergure dans la Chine et dans l'Inde voisines et où il a déjà conquis sur l'impérialisme un sixième du globe.

REVOLUTION NATIONALE DEMOCRATIQUE ET REVOLUTION PERMANENTE

Une juste caractéristique et de claires perspectives sont nécessaires à l'avant-garde révolutionnaire. Les perspectives qui éclairent notre route et qui nous guideront sont celles que met en avant l'aile gauche communiste armée de la théorie de la « Révolution permanente » : seulement le prolétariat, développant la lutte sur le terrain de classe et guidant les masses de la paysannerie et les petits-bourgeois de la campagne et de la ville, sous l'égide de son parti communiste, est capable d'engager la révolution indochinoise dans la voie décisive.

La révolution n'aboutira à la résolution entière de ses tâches démocratiques (et au premier plan, de la révolution agraire) et à la libération nationale, que par la victoire ouvrière, la *dictature du prolétariat*, s'appuyant sur l'alliance avec la paysannerie et préparant les voies de la transformation socialiste. De cette perspective, il faut déduire le rôle de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, guidant les masses opprimées au travers des luttes, sans transiger avec aucune des étapes jusqu'à instaurer la dictature du prolétariat.

Au contraire, la direction actuelle de l'Internationale, la fraction stalinienne centrisme fait prédominer dans nos rangs la théorie eclectique et confuse de la « révolution nationale, démocratique, bourgeoise d'abord ». Cette théorie apprécie la phase actuelle de la révolution comme anti-impérialiste et antiféodale : cette phase devrait donc être caractérisée comme une révolution nationale démocratique bourgeoise, au cours de laquelle mûriraient les conditions de la révolution prolétarienne ultérieure. Cette conception menchévique des « étapes » de la révolution repose sur un schématisme historique abstrait. L'Indochine n'est pas en 1789, mais en 19...

Les masses travailleuses sont exploitées non par des féodaux nationaux, mais par un impérialisme très moderne et par les voies de l'exploitation capitaliste. Cette exploitation capitaliste s'exerce au moyen d'une structure combinée de la domination impérialiste et bourgeoise indigène. Les rapports économiques et sociaux de la bourgeoisie indigène avec l'impérialisme, ses intérêts directs dans l'exploitation des campagnes, excluent même toute résolution décisive par elle des tâches de libération nationale et de révolution agraire — tant que le mouvement resterait sous sa direction.

L'exemple de la révolution chinoise a démontré le caractère néfaste de cette théorie désarmante pour le prolétariat. Par une appréciation erronée de la capacité révolutionnaire et progressive de la bourgeoisie coloniale, oublieuse de ses buts de classe qui sont d'exploiter et de maîtriser les ouvriers et les paysans, elle a abouti à leur abandonner l'hégémonie du mouvement, à intégrer le prolétariat révolutionnaire dans le

« bloc des quatre classes », le parti communiste dans le Kuomintang, à freiner la révolution agraire et la création des soviets pour livrer, en fin de compte, le mouvement prolétarien révolutionnaire à la contre-révolution triomphante. Cette théorie aveugle par avance le mouvement de l'avant-garde prolétarienne et voue la révolution à sa perte.

Les partisans de la théorie de la « révolution nationale, démocratique bourgeoise » nous opposent souvent l'état arriéré de l'économie indochinoise. D'après eux cette économie arriérée ne permettrait pas encore d'atteindre le stade de la révolution prolétarienne, sans passer par le stade de maturité de la révolution nationale démocratique. Mais en réalité la situation des colonies et semi-colonies ne peut être considérée indépendamment du monde entier. Le partage du monde par les grands impérialismes, l'extension à l'échelle mondiale du marché et de l'exploitation impérialiste, l'asservissement économique et social dans lequel l'impérialisme maintient les colonies, bannissent à jamais la perspective de la croissance historique parallèle et indépendante des peuples coloniaux. Ils portent à l'échelle mondiale les contradictions engendrées par les impérialismes, maîtres du monde. A l'illusion menchévique des stades historiques successifs, abordés par la révolution bourgeoise et petite-bourgeoise, les centristes adjoignent l'utopie d'une société bourgeoise coloniale retardée, évoluant pacifiquement dans le monde impérialiste à l'instar des impérialismes au temps de leur enfance. Dans la période des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes, la révolution indochinoise est partie intégrante du front révolutionnaire international, opposé par le prolétariat au système de domination mondial des impérialismes. Rompre par la victoire du prolétariat le joug d'acier de l'impérialisme, il n'y a pas d'autre issue pour les travailleurs indochinois. L'état arriéré de l'économie signifie que la résolution définitive des contradictions impérialistes et la transformation socialiste ne seront atteintes que par la victoire prolétarienne à l'échelle mondiale.

A l'heure actuelle la théorie de la « révolution nationale, démocratique bourgeoise » propagée dans nos rangs est devenue une étiquette qui, sous le couvert d'une pratique quotidienne sans perspectives, recouvre les conceptions les plus ecclésiastiques et les plus confuses. Dans un récent article des Cahiers du Bolchévisme, on comprenait aussi sous cette appellation l'expropriation des banques et des industries impérialistes et indigènes. Nous savons que dans notre parti une grande partie des membres ignorent même cette théorie au nom de laquelle on oriente notre mouvement. Mais plus abâtardie encore et plus confuse elle est toujours dangereuse. Sans théorie ni perspectives claires, sans compréhension de l'hégémonie nécessaire du prolétariat dans la lutte et de son rôle dans la lutte, la marche du mouvement révolutionnaire est entravée. Avec les armes du marxisme et du léninisme nous devons débarrasser notre parti jusqu'à la dernière des mauvaises herbes de la « révolution nationale démocratique bourgeoise d'abord ».

NOTRE PARTI COMMUNISTE

C'est dans le parti communiste que se concentrent et se concrétisent toutes les valeurs de l'avant-garde révolutionnaire. C'est le parti qui est la tête de la révolution et le gage de la victoire. Tous les problèmes de la formation, du contenu, de la vie de notre parti sont d'une importance capitale.

Les conditions dans lesquelles s'est formé notre parti dans la lutte, avec les appoints successifs qu'il a reçus des partis nationalistes disloqués, introduiraient dans nos rangs un danger intérieur, si le parti ne se rendait pas capable, par son recrutement, son activité et son idéologie, d'assimiler les éléments petits-bourgeois. La composition sociale de notre parti laisse encore prédominer dans nos rangs les intellectuels, les paysans et les artisans. Par un effort constant de recrutement des meilleurs ouvriers des mines, des usines et des plantations, nous devons tendre à faire réellement de notre parti l'avant-garde organisée du prolétariat.

Nous sommes conscients du rôle du parti et du terrain de classe sur lequel il lutte. Le parti communiste doit prendre ses racines dans l'activité de classe menée pour la défense directe des intérêts du prolétariat : augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, droits syndicaux, raccourcissement de la journée de travail. Une activité et une initiative multipliées dans la défense des intérêts les plus immédiats et les plus directement accessibles à la conscience des prolétaires, l'organisation, le développement et l'animation de syndicats révolutionnaires, capables d'entraîner de larges couches du prolétariat, constituent des tâches essentielles du parti.

Au contraire, la théorie de la « révolution nationale, démocratique bourgeoise » et les considérations anti-marxistes sur le rôle de la bourgeoisie et de la paysannerie pour les peuples coloniaux, ont conduit la direction centriste stalinienne jusqu'à la conception du « parti bipartite ouvrier et paysan pour les pays coloniaux ». Cette conception aboutit, sous des prétextes d'opportunité, à dissoudre l'avant-garde cohérente et sélectionnée du prolétariat dans les rangs confus de la paysannerie indifférenciée ou de la petite-bourgeoisie oscillante ou suiviste. Cette conception a fourvoyé depuis de longues années l'activité des ouvriers révolutionnaires de l'Inde.

La direction centriste stalinienne l'a abandonnée au moins dans les textes, sous les coups de la gauche communiste. Mais nous devons encore fortifier opiniâtrément notre parti avec une idéologie marxiste et une activité de classe. Nous devons l'expurger de l'idéologie nationaliste inspirée de la petite bourgeoisie, de la lutte pour « l'indépendance nationale », pour la « libération du peuple indochinois », de l'« anti-impérialisme » sans contenu de classe.

LE PARTI COMMUNISTE ET LA PAYSANNERIE

Les mouvements de révolte des masses paysannes, acculées par l'exploitation impérialiste à l'extermination, appellent le P. C. à guider, coordonner, élever le niveau des luttes. Notre jeu-

pour les conclusions

ne parti a besoin de cadres nombreux et éduqués. Il est sûr aussi que dans le développement de la lutte menée contre l'impérialisme français, l'avant-garde prolétarienne aura à conduire des manœuvres tactiques et à conclure des blocs et des alliances temporaires. La condition pour que ces blocs et ces alliances soient favorables à la cause révolutionnaire est dans la fermeté de la direction du parti et la cohésion de ses rangs. Ainsi seulement le parti saura utiliser ces mouvements sans défaillance, sans jamais perdre son indépendance ni sa direction intransigeante, pour entraîner les masses vers l'issue révolutionnaire, la dictature du prolétariat.

Pour que le parti puisse disposer de toutes ses forces, pour que l'ensemble des militants puissent élaborer collectivement et mettre en œuvre son activité, il est nécessaire de développer un régime intérieur vivant. La répression entrave très gravement la vie du parti. Pour l'animer il faut porter l'information politique et la discussion dans les cellules, stimuler la vie politique des organismes de base. L'élévation du niveau idéologique des membres du parti, la formation de militants sur la base des enseignements de Marx et de Lénine et de l'étude sérieuse des expériences de l'Internationale dans ces récentes années, de la révolution chinoise, du mouvement hindou, sont des tâches urgentes. Dans l'émigration, dans la presse internationale, les problèmes qui se posent devant notre parti doivent être posés et approfondis. Ainsi, par l'animation politique, qui est la doublure du centralisme démocratique, nous pourrions fendre, malgré les obstacles que nous crée l'ennemi de classe, vers le régime intérieur vivifiant nécessaire au parti communiste.

Nous avons fait ici l'expérience du régime bureaucratique instauré à l'échelle internationale par la direction centriste. Ce régime est le complément indispensable des conceptions politiques falsifiées qu'il sert à imposer. En stérilisant la vie politique, en instaurant la pression mécanique d'organismes de direction cooptés, il tarit les sources d'énergie du parti. Ce régime a démontré ses effets néfastes en Allemagne, en Angleterre, en Espagne. Dans le développement d'une situation révolutionnaire, il empêche le parti de saisir les maillons de la situation, de réagir devant les situations objectives. Il brouille leurs perspectives. Toutes les forces de notre parti doivent le préserver, surtout dans l'illégalité et en présence de ses tâches, des menaces d'atrophie que présente le régime bureaucratique.

De toutes les alliances à conclure par le prolétariat, l'une l'emporte de beaucoup sur les autres par son caractère fondamental : c'est l'alliance avec la paysannerie pauvre, qui compose la quasi totalité de la population. Le sort des millions de paysans ne peut être réellement amélioré que par les solutions radicales, brisant les cadres de leur exploitation : seul le prolétariat victorieux peut mettre ces solutions en œuvre. Mais la colère et le désespoir accumulés contre le régime dans les campagnes, met au service de la révolution l'énergie indispensable à sa victoire.

Cette alliance ne peut être solide et féconde pour le mouvement révolutionnaire que si elle est conduite par le Parti Communiste. Au P. C.

revient la tâche de prendre la direction de la révolution agraire, en lui assignant les objectifs placés à l'ordre du jour : partage des terres, confiscation des grandes propriétés, abolition des dettes et des impôts, mise en œuvre de travaux d'irrigation et d'outillage d'intérêt collectif et défrichement des terres non cultivées, comme premier pas vers l'organisation de la culture collective, relèvement matériel et moral du niveau de vie des paysans, augmentation du rendement agricole. Son action doit s'étendre dans les régions de l'intérieur du Laos et du Cambodge et entraîner les populations dont l'exploitation impérialiste a laissé encore en arrière le développement.

Dans ces derniers mois, les grandes vagues paysannes mues par leur situation désespérée encore aggravée par la crise, sont venues battre le puissant appareil de l'impérialisme tandis que la terreur militaire et policière contenait le mouvement des villes — malgré les tentatives héroïques des révolutionnaires les plus audacieux dans la plupart des grands centres. C'est dans ces conditions que notre jeune parti communiste s'est trouvé placé devant ses tâches, avec des effectifs jeunes et de diverses origines, des rangs encore peu nombreux et où prédominaient les petits-bourgeois et les paysans, une activité extrêmement difficile dans les villes et les centres. Quelle que soit l'ardeur et la résolution dont les paysans ont donné les preuves, notamment dans les provinces d'Annam, qui ont présenté de longs mois des foyers d'insurrection ouverte, nous devons prendre une nette conscience de la marche du mouvement.

Le mouvement paysan, livré à lui-même, à travers ses luttes spontanées et locales ne peut remplir les tâches révolutionnaires. Pour la paysannerie indochinoise comme pour toute la paysannerie, la nature économique et sociale (la propriété paysanne), la dispersion de ses rangs, le localisme, le manque de moyens matériels et intellectuels, limitent sa capacité propre dans la lutte révolutionnaire, comme dans la consolidation des gains. La perspective générale du développement rectiligne des brasiers allumés par l'insurrection paysanne est dangereuse. La force mise en œuvre par les paysans ne sera gagnée pour la suite du mouvement révolutionnaire que dans la mesure où le prolétariat, sous la direction de son parti communiste, en deviendra le guide et assurera l'unité, l'orientation et la continuité du mouvement. Les résultats divers auxquels se heurteront les mouvements paysans devant la répression impérialiste ne deviendront les chaînons ininterrompus du mouvement, que par le lien créé par l'action résolue et constante de la ferme avant-garde communiste. L'organisation et le développement des unions de paysans pauvres ont connu un grand essor, très favorable pour le mouvement révolutionnaire. La direction de ce mouvement par le P. C., leur rattachement à l'action des syndicats révolutionnaires et du prolétariat des villes, l'unité créée par le parti sur ses mots d'ordre de lutte, sont indispensables pour la stratégie de l'ensemble du mouvement.

La surestimation de la capacité autonome du mouvement paysan est le fait actuel de la direction centriste de l'Internationale pour la Chine.

C'est un cas particulier de la politique du centrisme, qui a généralement altéré en fait le principe de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte, une des bases fondamentales du marxisme révolutionnaire. Il faut bien comprendre que les formations de combat de la paysannerie révoltée, qui ont pris le nom de soviets, ne peuvent devenir réellement les embryons du pouvoir révolutionnaire que par la participation effective des ouvriers des centres industriels à la création de ces nouveaux organismes de pouvoir et sous leur impulsion.

Pour transformer l'effervescence révolutionnaire actuelle, pour gagner au mouvement les plus larges masses des villes et des campagnes, élever le niveau politique et donner la cohésion et l'unité aux luttes, le P. C. doit prendre la tête de la lutte la plus résolue pour les objectifs démocratiques. Dans la société coloniale entravée dans son développement par l'asservissement à l'impérialisme étranger, le mouvement révolutionnaire doit résoudre des tâches combinées, embrassant des réformes, des tâches démocratiques et les premières tâches de la révolution prolétarienne. Au travers de l'agitation et de la lutte pour la réalisation de ces tâches, le Parti conduira les masses vers la dictature du prolétariat.

Le P. C. doit donc prendre en mains l'action résolue pour les tâches démocratiques. En liaison étroite avec les mots d'ordre économiques pour les ouvriers et les paysans, il doit engager la lutte pour « une démocratie conséquente, hardie et révolutionnaire », pour les libertés syndicales, liberté de presse, de réunion, droit de grève, journée de huit heures, contrôle ouvrier, défense des droits des femmes et des enfants, abolition des impôts personnels et des corvées, suffrage universel, abolition du mandarinat, évacuation de la colonie, constituante révolutionnaire. C'est dans le développement des luttes économiques et politiques que sera abordé la constitution des conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats : ils deviendront l'instrument au moyen duquel ces tâches seront résolues et dépassées.

En Chine, après la décapitation du mouvement, et dans les conditions où notre parti doit préparer le réveil révolutionnaire, la direction centriste interdit ces mots d'ordre, qui constitueraient un point de départ pour la marche à la conquête du pouvoir. En même temps la direction centriste fait prédominer dans nos rangs la théorie de la « révolution nationale démocratique bourgeoise ». Cette position contradictoire aboutit à désarmer en fait notre parti. En Indochine, notre parti, fermement conscient de la direction dans laquelle il s'engage, doit entraîner les masses dans un mouvement toujours croissant en les appelant à une ample agitation pour les objectifs démocratiques.

L'INTERNATIONALE ET L'INDOCHINE

La domination de l'impérialisme français sur la colonie lui fait subir les contre-coups de la situation de la métropole. Sa place dans l'économie mondiale et dans le monde impérialiste lui fait subir les contre-coups de la conjoncture générale, comme le démontre rudement l'actuelle crise agraire. Mais les contradictions internes, comme les contradictions inter-impérialistes et

les mouvements de classe en Europe et dans le monde, toute modification de la configuration internationale et des rapports de force portent leurs conséquences sur le mouvement libérateur de la colonie. En ce sens les répercussions actuelles de la crise qui se déroule à un rythme accéléré et suraigu, porteront leurs conséquences d'un bout du monde à l'autre. C'est dans cette perspective que le P. C. indochinois, bataillon du P. C. mondial, se trouve placé devant ses tâches.

L'internationalisme du mouvement révolutionnaire prolétarien est son caractère foncier et sa force principale. La liaison internationale du mouvement révolutionnaire indochinois avec le mouvement prolétarien international, par l'entremise des partis communistes apportera au mouvement indochinois un concours idéologique et matériel qui multipliera ses forces. Une place primordiale revient aux mouvements révolutionnaires voisins de Chine et de l'Inde. La liaison avec ces mouvements constitue le premier pas de la marche de la révolution indochinoise vers les Etats-Unis Soviétiques de l'Asie libérée.

Mais au premier plan, la lutte des masses opprimées d'Indochine contre l'impérialisme et son puissant appareil nécessite l'aide active du prolétariat de la métropole. Le concours idéologique et matériel du prolétariat directement opposé à la bourgeoisie qui opprime les travailleurs de la colonie, fort de ses droits acquis, de ses traditions de lutte et de ses possibilités d'action, joue un rôle capital et irremplaçable dans le soutien et la défense du jeune prolétariat indochinois. La lutte conjuguée des deux prolétariats est un élément capital pour notre mouvement révolutionnaire : il faut l'imposer aux deux partis. C'est une tâche essentielle du parti d'assurer la liaison serrée avec la section française, de lui fournir les éléments nécessaires pour en recevoir une aide conséquente, d'établir avec lui un programme d'action et d'agitation à longue portée dont la base la plus générale est la lutte contre la terreur impérialiste, le soutien des revendications actuelles (droits syndicaux, etc.) du mouvement révolutionnaire et qui doit aboutir à entraver effectivement la lutte de la bourgeoisie contre les révoltés, au soutien actif du mouvement indochinois, à la lutte pour l'évacuation de la colonie.

Depuis dix-huit mois nous avons essayé d'entraîner le parti français à l'action nécessaire. La carence du parti français, reconnue à toute occasion par ses chefs, lui fait porter la responsabilité la plus lourde.

Camarades,

Sur une série de questions qui sont au premier rang de nos tâches : les perspectives de la révolution, la conception du parti, la stratégie des luttes, nous avons dû nous opposer à la politique de la direction centriste actuelle de l'Internationale, parce qu'elle s'écarte des positions fondamentales de classe et des principes de Marx et de Lénine. Dans ces questions primordiales, nous soutenons la position de la gauche communiste, comme prolongeant les principes du communisme, mis en œuvre par l'Internationale Communiste du vivant de Lénine, contre les falsifications théoriques et pratiques que leur a substitué la fraction centriste de Staline.

No soviets démocratiques

L'Asie libérée

Asie

de liaison avec la France

La politique de la fraction centriste a fait ses preuves désastreuses en Chine. Elle a conduit la révolution chinoise au désastre en capitulant devant le Kuomintang bourgeois, en freinant la révolution agraire et la lutte pour les soviets en voie de constitution — puis, après la décapitation du mouvement par Tchang Kaï Chek, par sa responsabilité dans le putsch de Canton. Enfin, dans la période présente, la direction stalinienne s'avère incapable de préparer dans le prolétariat meurtri les bases d'un nouvel essor, elle mise sur le mouvement autonome des paysans et entrave l'agitation révolutionnaire d'action démocratique. Dans l'Inde elle a égaré la révolution hindoue pour de longues années par la substitution du parti nationaliste ouvrier et paysan au parti communiste.

L'Internationale Communiste est l'arme du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte contre le monde des impérialistes. Nous ne connaissons pas d'autre guide de l'action révolutionnaire. Dans notre Internationale nous lutterons pour faire prédominer les conceptions marxistes-léninistes de la gauche communiste. Nous lutterons pour entraîner notre parti dans la voie du marxisme révolutionnaire, pour le retour à la politique souple et intransigeante qui a mené le prolétariat russe à la victoire et qui constitue le capital politique essentiel de l'I. C. et du prolétariat mondial.

Nous nous réclamons de l'opposition de gauche internationale parce que les erreurs dont nous voulons préserver notre parti ne sont que des aspects particuliers de la politique centriste imposée par la direction stalinienne à l'Internationale. A ces errements, l'opposition de gauche oppose depuis 1924 les principes communistes et lutte pour la continuation de la politique de Lénine. De l'issue de la lutte dépend le développement victorieux des mouvements révolutionnaires qui se lèvent. La bureaucratie centriste a conquis et fortifié son monopole de direction dans l'I. C. après la mort de Lénine dans des difficiles conditions de reflux révolutionnaire qui suivit la grande vague d'après-guerre. Sa politique oscillante, son régime mécanisateur ont affaibli considérablement la capacité d'action de l'avant-garde révolutionnaire dans ces six dernières années dans les grandes luttes qui se sont déroulées en Allemagne, en Angleterre, en Chine, dans l'Inde, ainsi que dans la fortification des positions occupées par le prolétariat dans la Russie conquise sur le monde impérialiste. Elle a introduit dans nos rangs des conceptions bâtarde et révisionnistes sur le caractère exceptionnel des pays coloniaux, le rôle dévolu à la paysannerie, la révolution nationale démocratique bourgeoise, etc... La plus importante et la plus néfaste est la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui met en danger l'internationalisme prolétarien et compromet la fortification des positions conquises en URSS. Les corollaires de cette théorie communiste nationale ont dévoyé déjà en Chine et en Allemagne l'avant-garde révolutionnaire.

Dans les rangs des partis de l'Internationale Communiste — et hors de ses rangs quand les bureaucrates les en ont chassé par la calomnie et par la violence — les communistes oppositionnels luttent pour le renforcement de l'Internationale communiste par le retour à la politique communiste qui mènera l'avant-garde révo-

lutionnaire à la victoire. L'aile marxiste de l'I. C. a ses guides sûrs dans la phalange la plus éprouvée de la révolution, les bolcheviks léninistes russes et dans son leader, Trotsky, le compagnon de Lénine.

Aux combattants du jeune parti communiste indochinois qui ont déjà tant démontré de volonté et de capacité de sacrifice, il revient de prendre une grande part dans l'effort pour porter en avant notre parti et notre Internationale. Nous sommes conscients que les directives de l'opposition communiste de gauche ouvriront aux communistes indochinois la voie vers la victoire.

Vive l'Octobre indochinois!

Vive l'Octobre mondial!

Octobre 1931.

LES COMMUNISTES OPPOSITIONNELS INDOCHINOIS.

LISEZ

DANS

LA LUTTE DE CLASSES

Sur quelques problèmes du mouvement révolutionnaire indochinois, par F. Gérard (n° 28-29).

La lutte des paysans indochinois, par F. Gérard (n° 31).

Lettre à tous les membres du Parti Communiste chinois, par Tchen-Dou-Siu (n° 25-26).

Coup d'œil sur la situation en Chine et le mouvement révolutionnaire, par l'Opposition communiste chinoise (n° 25-26).

Le déclin du P. C. Chinois, par Nelsy (n° 21-22).

Le « tournant » du P. C. Chinois, par P. Naville (n° 28-29).

Dans notre prochain numéro, nous publierons une importante correspondance de Changai sur « Les événements de Mandchourie, la situation du Parti Communiste chinois et l'Opposition de gauche ».

Thèses sur la question Syndicale aux Etats-Unis

Nous publions ci-dessous la thèse adoptée par la Conférence Nationale de la Ligue Communiste d'Amérique, sur la question syndicale. Dans notre prochain numéro nous publierons les thèses politiques adoptées par nos camarades des Etats-Unis.

La question de la politique syndicale comprend en premier lieu le problème de l'organisation des industries inorganisées — ce qui, dans son sens le plus immédiat signifie les possibilités et les perspectives du mouvement syndical industriel. Mais pour aborder correctement ce problème, il faut également tenir compte de la position actuelle de l'American Federation of Labor et des types semblables d'unions déjà existantes aussi bien que de leurs perspectives. Le premier problème est étroitement lié à l'appréciation correcte du dernier.

La poussée vigoureuse du mouvement syndical américain et ses luttes actives pendant la période d'immédiate après-guerre de 1919-22 présentèrent une courbe sévèrement descendante constante durant toute la période de prospérité bourgeoise jusqu'aux développements les plus récents. Les grèves déclinèrent progressivement, à la fois par le nombre, et le nombre des participants. Les syndicats amoindris idéologiquement, déclinèrent en effectifs et s'affaiblirent. Les travailleurs se bercèrent de vaines illusions de sécurité. Les syndicats furent incapables d'exploiter la prospérité bourgeoise pour renforcer leurs positions. Avec l'arrivée de la présente crise mondiale, le lourd chômage et l'offensive violente consécutive du capital contre le niveau de vie de la classe ouvrière, les unions de l'A. F. of L. avaient atteint le niveau le plus bas.

LES PERSPECTIVES POUR LES NOUVEAUX SYNDICATS MILITANTS

La crise prolongée devenue la caractéristique de l'économie capitaliste, la misère du chômage et la réduction sévère du niveau de vie de la classe ouvrière ont atteint un degré de pression qui contraint les travailleurs à commencer à chercher les moyens de résistance et, pour ceux qui sont inorganisés, les voies de l'organisation. Dans cette voie, les premières manifestations sont visibles aujourd'hui dans les industries minières et textiles. Et ce n'est pas du tout accidentel que ce soit précisément là où la pression des ouvriers est la plus pesante. Aussi des manifestations similaires doivent être attendues bientôt dans les autres industries où l'exploitation s'accroît.

Ainsi la première moitié de 1931, malgré l'accroissement marqué du chômage, présente une courbe ascendante de la résistance ouvrière. Elle marque une recrudescence du mouvement gréviste. Tandis que les travailleurs conti-

nent à lutter entièrement sur la défensive ce qui est particulièrement nouveau est le fait que, à un degré croissant, la direction communiste dans ces luttes croissantes est acceptée par les ouvriers si souvent trahis par les leaders réactionnaires. Dans l'ensemble la situation objective actuelle marque la possibilité d'une renaissance du nouveau mouvement syndical et les possibilités d'atteindre une base de masses. Ces perspectives sont favorisées par le croissant retrécissement de la base prolétarienne dans les syndicats de l'A. F. of L. ces dernières années, la destruction presque complète des « United Mine Workers » (Union des travailleurs des mines). De même l'absence perpétuelle de vitalité dans ces unions, leur faillite complète, dans l'entreprise de toute organisation en tout état de cause parmi les industries inorganisées; la proclamation par Green pour l'organisation de l'industrie automobile qui n'aboutit même jamais à être sérieusement discutée; les tentatives dérisoires d'organisation dans le Sud qui avortèrent misérablement.

L'organisation des inorganisés à travers la création des nouvelles unions industrielles se présente aujourd'hui plus que jamais comme le centre de gravité. Pour les communistes, cela doit être une tâche sérieuse et un devoir impérieux. Avec l'aggravation ultérieure de la crise économique et la campagne contre les salaires, les tendances actuelles à la résistance se développeront en perspectives de batailles de classe aiguës. Même une prochaine réaction possible de l'économie capitaliste ne pourrait sérieusement altérer cette perspective. Au contraire cela rendrait plus certaine l'offensive de la part des ouvriers parce qu'une telle réaction ne pourrait s'accomplir qu'au prix d'une aggravation du fardeau pesant sur la classe ouvrière. Aussi la perspective d'un mouvement est à l'ordre du jour.

C'est en cela particulièrement que résident les possibilités objectives favorables des nouvelles unions industrielles.

Si les communistes ne savent pas utiliser ces possibilités ou appliquer des méthodes justes qui assureront le développement victorieux des nouvelles unions industrielles et l'instauration d'une direction révolutionnaire, de telles unions se développeront sans les communistes ou contre eux. Ce problème se débat dans l'alternative d'une direction révolutionnaire ou réformiste. Le premier conduit au progrès. Le second à la défaite de la classe ouvrière. Dans ce sens la période qui s'ouvre sera décisive.

POSITION ET PERSPECTIVES DE L'A. F. OF L.

Depuis le commencement de la crise l'A. F. of L. aussi bien que les unions indépendantes du type de la Fraternelle des Chemins de fer « Railway Brotherhood », ont été complètement inca-

pables de maintenir leurs gains précédents — la plupart facilement gagnés. Ils battirent en retraite sur toute la ligne et rendirent leurs positions l'une après l'autre. La véritable épine dorsale des syndicats, les syndicats du bâtiment, démontrent une incapacité croissante à maintenir l'échelle des salaires déjà abaissée. A un degré toujours croissant, les ouvriers de cette industrie et des industries semblables, où l'A. F. of L. a la haute direction, perdent leurs positions et leurs avantages corporatifs devant le progrès de l'outillage technique et d'autres causes. Mais la raison de la destruction et du déclin ne doit pas être seulement cherchée dans ces conditions objectives : particulièrement dans la période la plus récente, le rôle des directions des unions du genre de l'A. F. of L. comme agents de l'impérialisme prenant, avant tout, en mains les intérêts du système capitaliste, devient plus clairement manifeste. Il a alterné, conformément à cette position, entre la politique décevante de collaboration de classes et la trahison ouverte des ouvriers.

Est-ce que la position présente des unions du type de l'A. F. of L. garantit la perspective de leur désagrégation ininterrompue et de leur déclin jusqu'à leur disparition? Est-ce que cela garantit même la perspective de la diminution progressive du rôle de ce type de directions réactionnaires? Au contraire. Exclure la perspective d'une reprise, d'une expansion et d'une croissance des syndicats de l'A. F. of L. à la fois en influence et comme organisations dans les conditions d'une période de luttes à venir, serait une erreur. De telles perspectives peuvent facilement se matérialiser par une pression exercée en deux directions. En premier lieu la pression directe des employeurs sur les ouvriers pour abaisser leur niveau de vie, les conduit à rechercher l'organisation. Beaucoup rejoindront sans aucun doute les rangs des unions de l'A. F. of L. comme premier pas tandis que en retour les unions de l'A. F. of L. seront contraintes en fin de compte formellement à s'adapter à ces nouvelles exigences. En second lieu, les perspectives pour l'expansion et la croissance peuvent se matérialiser par des tentatives de résurrection complète, par des combinaisons avec des employeurs qui peuvent même accorder certaines concessions en apparence aux unions de l'A. F. of L. par crainte de la croissance actuelle des nouvelles unions industrielles. Cela également donnerait une importance croissante au rôle des agents ouvriers de l'impérialisme.

La possibilité d'expansion et de croissance des unions de l'A. F. of L. comporte des possibilités de croissance d'un véritable courant progressif et de radicalisation parmi ses membres. Pour cela, la pression de l'offensive aiguë du capitalisme pose immédiatement les bases. La pression croissante et la résistance croissante porte au premier plan une série de problèmes exigeant une combattivité accrue pour aborder leur solution. En même temps, cela approfondit terriblement l'écart et la contradiction déjà grands entre les besoins vitaux des masses et la réaction obstinée des chefs. Quelques résultats ont déjà été observés dans les révoltes des membres du rang qui prouvent l'absolu besoin et les grandes possibilités pour l'organisation de l'aile gauche dans ces unions et pour la

conduite des luttes sous la direction de l'aile gauche.

Toutefois, avec la croissance des luttes à venir, croîtront également les manifestations dans l'A. F. of L. et les unions analogues sous des apparences pseudo-progressives. Même les agents de l'impérialisme dans les rangs ouvriers, pour renforcer leur rempart contre le communisme, vont chercher pour attirer les ouvriers, à créer des couvertures de « gauche » pour leur politique révolutionnaire. Dans ce sens les partisans de Muste dans l'A. F. of L. — qui sont à coup sûr des exemples typiques de cette sorte de gauche — ne sont que les avant-coureurs d'un développement plus précis. Mais cela accentue encore le besoin pour les communistes de porter leur attention vers l'organisation du véritable courant de gauche. Il est nécessaire de souligner encore que ce travail doit aller de pair avec la tâche centrale d'organiser les inorganisés et de construire de nouvelles unions industrielles.

LA POLITIQUE SYNDICALE ET LE GROUPE LOVESTONE

Le rétablissement d'une politique juste de l'activité de l'aile gauche dans l'A. F. of L. n'a rien de commun avec les propositions de l'aile droite lovestonienne de revenir aux vieilles unions par le chemin de la désertion de l'aile gauche. Cela a été assez clairement démontré par leurs récentes propositions « pratiques » pour un tel retour. Par exemple, dans les syndicats de l'habillement de New-York, leur appel aux ouvriers, s'il avait été écouté, aurait signifié la liquidation entière de l'aile gauche. Le refus du droit d'exister pour l'aile gauche et le retour au giron de Schlesinger et de ses agents est le rôle actuellement tenu par le groupe Lovestone. Sur un parcel plan se situe l'appel de ce groupe droitier aux mineurs de charbon de cesser d'édifier leur nouvelle union et de revenir à l'U. M. U., en plein dans leur révolte croissante contre l'appareil de Lewis et leurs luttes croissantes contre les conditions de misère. Retourner aux unions de Lewis ne signifie rien d'autre que la trahison de la révolte et des luttes des mineurs.

Mais c'est surtout dans le récent développement de la grève du textile de Paterson que le groupe de Lovestone a mérité le stigmate honteux d'impudents renégats. Déjà si profondément impliqués dans les adroits projets des bureaucrates de l'A. F. of L., travaillant ici en liaison avec les social-réformistes à la Muste, faisant leur fonction de « gauche », le groupe Lovestone a complètement adopté les récentes vues envers les communistes et le parti officiel. Il voit dans la direction du parti, dans la N.T.W., rien qu'une série « d'actes anti-ouvriers » et attaque le parti avec rien d'autre qu'une activité destructrice dans le même ton et le même esprit qui ont toujours caractérisé les assauts contre le communisme des sommets de l'A. F. of L.

Le groupe Lovestone ne considère pas du tout le parti comme un parti de la classe ouvrière dont les intérêts sont inséparablement liés à ceux de la classe ouvrière, dont le rôle, en dépit des errements stupides de la direction, est toujours celui de la fraction dirigeante des travailleurs en lutte pour leurs besoins vitaux. Ainsi il est naturel que

ce groupe dans la grève de Paterson ait déjà pris place dans le front anti-communiste, dans les machinations pour tromper les ouvriers. Dans le champ syndical, l'aile droite révèle son cours liquidateur avec un caractère particulièrement décevant.

LES NOUVELLES UNIONS INDUSTRIELLES

Une vue de l'état actuel des nouvelles unions industrielles révélera les facteurs particuliers remarquables suivants : D'abord, il y a les signes les plus récents de grands perspectives favorables pour le développement et le renforcement de ces unions, leurs possibilités d'avoir maintenant une base de masse. Deuxièmement, il est nécessaire de noter le déclin général à la fois dans l'organisation et dans l'influence des syndicats de la T. U. U. L. à l'exception de certains succès limités. Ce déclin en réduit certaines à une inexistence virtuelle en dépit de la période de possibilités objectives pour leur croissance. Troisièmement il y a le développement aux côtés des unions de la T. U. U. L. d'autres nouvelles unions indépendantes ayant leur origine soit dans une révolte ou une scission avec l'A. F. of L., soit dans leur opposition contre elle — unions d'un nouveau type de direction nettement réformiste ou pseudo-progressive comme par exemple, les unions de mineurs de Sud-Est Virginie et Illinois. Les principales raisons mentionnées pour le premier facteur, les perspectives de croissance pour les nouvelles unions industrielles, ont déjà été indiquées.

Les raisons du déclin général des unions de la T. U. U. L. ne sont pas en général à rechercher dans les difficultés objectives qui sont à surpasser, quoiqu'il y en ait. Non. Les principales raisons sont très intimement liées avec les méthodes fausses et erronées de la direction communiste telle que les pratique le régime centriste du parti et de l'Internationale. Il faut avant tout dénoncer et condamner la conception fautive de syndicats révolutionnaires pratiquement créés uniquement pour les révolutionnaires; et seulement pour un certain type, à l'exclusion de tous les révolutionnaires et les ouvriers de l'aile gauche n'acceptant pas les points de vue centristes de la direction du parti et refusant de se soumettre à son arbitraire contrôle de fraction. Certaines de ces unions étaient simplement des sections minoritaires retirées des unions conservatrices qui ont la masse décisive des ouvriers dans leurs rangs.

En second lieu, il est nécessaire de dénoncer et de condamner la tactique fautive et les méthodes stupides suivies par la direction du parti sur le terrain syndical. Même le plus misérable signe de démocratie syndicale a disparu des nouvelles unions dirigées par la direction du parti. On n'y trouve pas la plus légère trace d'autonomie nécessaire aux syndicats pour agir comme tels. Les fonctionnaires sont arbitrairement remplacés pour des raisons d'intérêts de l'appareil du parti, sans même une explication donnée aux membres. De telles mutations ont été faites dans l'Union Nationale des Mineurs et l'Union Nationale des travailleurs du Textile. Des grèves avortées ont été lancées sans consultation ou vote des membres, comme par exemple, la grève des mi-

neur de l'Illinois, de Philadelphie en décembre 1929 et la récente grève.

Souvent des grèves ont été déclarées sans un clair objectif ou de nettes revendications, comme ce fut le cas dans la plus récente grève de l'Union industrielle des ouvriers du vêtement de New-York, généralement elles sont vouées à la défaite. Il y eut une absence complète d'activité dans les syndicats conservateurs ou réformistes dont les membres étaient simplement pris hors de considération par des phrases sur les « syndicats patronaux » (company unions), et le « social-fascisme ». Mais, par dessus tout, l'incapacité du parti d'appliquer la politique du front unique pesa lourdement sur le déclin des nouvelles syndicats de la T. U. U. L. et met aujourd'hui en danger ses perspectives d'avenir.

Il y a aussi de très importantes raisons pour la croissance de nouveaux syndicats indépendants à côté de la T. U. U. L. C'est précisément à cause de la faillite de la N. M. U. sous la direction du parti, que des sections séparées de nouvelles unions de mineurs comme la Southern West Virginia Union et le syndicat d'Illinois, d'abord sous la combinaison Howat-Walker, et ensuite sous la direction d'Edmonson, ont pu se créer. Elles sont le premier exemple de nouveaux syndicats organisés sans communistes, avec une direction pseudo-progressive ou réformiste, mais aussi anti-communiste dans leur action. Leur rôle est, bien qu'elles soient aujourd'hui dans l'opposition, de s'efforcer de trouver un accord avec les réactionnaires, de tromper les ouvriers et de retourner au camp réactionnaire.

Une telle direction pseudo-progressive, qu'elle soit à la tête des nouveaux syndicats, ou fonctionne encore comme une couverture de « gauche » des réactionnaires de l'A. F. of L., ne peut pas être combattue par le ridicule usage d'injures comme « social-fascistes », ou avec la fautive méthode d'alliance avec eux dans le dos des ouvriers. La direction centriste du parti oscille entre ces deux attitudes extrêmes. Il abandonne l'ancien isolement de la « troisième période », mais cache le danger des alliances honteuses comme celles du Comité d'unité Anglo-Russe. Ces deux excès ne font qu'affaiblir la position de la direction communiste et par suite raffermissent les paravents de « gauche » des réactionnaires. Ces derniers ne peuvent être efficacement combattus que si l'on démasque leur rôle de paravents des réactionnaires sur la base de l'expérience immédiate des ouvriers grâce à une politique correctement appliquée de luttes de front unique, embrassant les ouvriers qui sont sous l'influence réformiste aussi bien que ceux qui sont sous l'influence communiste.

CONCLUSION

1. — Le centre de gravité de la politique syndicale aujourd'hui est l'organisation des industries inorganisées, par la construction de nouveaux syndicats industriels. Avec la perspective des batailles sérieuses qui viennent, la possibilité de réaliser ce travail grandit. Cependant, parmi les conditions essentielles pour son succès il y a la nécessité de rejeter toutes les conceptions étroites, tous les encombrements de la bureaucratie fractionnelle, auxquels les nouveaux

syndicats ont été soumis. Ils doivent être capables de se développer comme des syndicats actifs, prêts à embrasser tous les ouvriers d'une industrie donnée. Ils doivent pouvoir se développer comme des syndicats de masse. Mais il faut prendre grand soin qu'ils conservent leur esprit combattif, leurs objectifs de classe, et une direction révolutionnaire fondée sur le service et le dévouement révolutionnaire.

2. — Il est essentiel, et il faut le faire en même temps que l'on travaille à organiser les industries inorganisées, de prendre sérieusement en mains le travail de développement et d'organisation de l'animation croissante de l'aile gauche dans l'A. F. of L., et dans les nouveaux syndicats indépendants qui sont sous des directions réformistes. Non pour scinder de petites minorités de ces syndicats, mais pour gagner leur majorité au communisme. Un des devoirs importants de cette aile gauche en puissance doit être de défendre les objectifs et les principes des nouveaux syndicats industriels qui sont sous une direction révolutionnaire. Non seulement de les défendre mais de travailler activement pour l'unité dans la lutte avec des objectifs de classe, d'accord avec les nouveaux syndicats industriels. Il n'y a pas d'objection de principe aux scissions, mais la base essentielle du travail doit toujours être de gagner la majorité des ouvriers aux buts révolutionnaires. Là où les syndicats réformistes embrassent la partie principale, décisive, des ouvriers organisés, la tâche de l'aile gauche est d'aider et de renforcer ces syndicats, mais avec le but avoué de gagner les membres et les nouveaux adhérents à la politique de l'aile gauche.

3. — Particulièrement sur le terrain syndical de riches possibilités existent actuellement, de même qu'un besoin impératif d'une véritable politique de front unique. Son application correcte est une tâche importante qui revient aux communistes. La situation apparue récemment dans les mines et dans l'industrie textile prouve éloquemment ce besoin, de même que sa possibilité pratique. Il ne peut cependant pas être réalisé par des manœuvres pour essayer de troubler les ouvriers ou de les inviter à quitter les syndicats où ils sont pour entrer dans un « front unique par en bas » sous la bannière des syndicats contrôlés par le parti communiste. Le front unique peut encore moins être réalisé par des manœuvres derrière le dos des ouvriers, des accords ou des tractations avec la « gauche ». Les deux méthodes empêchent le véritable objet et but du front unique, affaiblit l'influence communiste et renforce la mainmise des réformistes et des agents impérialistes réactionnaires sur les ouvriers. Une politique honnête du front unique implique une reconnaissance des syndicats existants comme des organisations réelles que les communistes ont pour devoir d'amener à lutter côte à côte, d'unir activement, et dans le processus de battre tous les trompeurs et les traîtres, et ainsi de démontrer la supériorité des objectifs, de la direction et du programme révolutionnaires.

Transposé dans l'action pratique, cela signifierait, par exemple dans la situation des mineurs, que le syndicat national des mineurs reconnaisse les syndicats South West Virginia et d'Illinois comme des organisations de bonne foi d'ouvriers

qui se sont dressés contre lui et se sont scindés des agents impérialistes de l'appareil de Lewis. Le N. M. U. devrait, sur la base d'une telle reconnaissance, prendre l'initiative de les appeler ensemble à rechercher les meilleurs moyens de réaliser une lutte unie et de forger des objectifs communs de lutte. Dans la situation des ouvriers textiles, un rapprochement de la solution pourrait être trouvé dans la même voie. Une telle politique de front unique, correctement appliquée, peut devenir une source réelle de force pour le secteur révolutionnaire et contribuer à la défaite des réformistes. La politique du front unique doit devenir un moyen de la réalisation finale de l'unité syndicale.

4. — Avec les progrès ultérieurs de l'offensive capitaliste brutale, il faut prévoir que l'on recourra d'une façon accrue à la suppression brutale de tous les droits élémentaires de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas là seulement d'une action préventive contre la résistance des ouvriers, mais aussi d'une volonté de les pousser constamment sur la défensive. Lors d'un mouvement montant, lorsque les tromperies et la trahison ne servent plus suffisamment les patrons, on y substitue la force brutale ouverte — l'accroissement des injonctions, des persécutions policières, déportations, expulsions, retrait des droits politiques, etc... Dans cette situation, c'est un devoir particulièrement pour les communistes, de lancer le mot d'ordre de « combat pour les droits démocratiques des ouvriers »; d'unir les forces ouvrières et d'organiser le combat en mettant pleinement en lumière son caractère politique et complètement lié aux problèmes syndicaux.

5. — L'opposition de gauche continuera son combat fraternel pour aider le parti à rejoindre une position et une pratique justes de la politique syndicale, mais sans ménagements et en s'opposant avec intransigence aux fausses manœuvres et aux bévues de la direction du parti. Nous condamnons décidément, et continuerons notre combat sans l'atténuer, contre les opinions essentiellement réformistes de l'aile droite (groupe Lovestone), qui, au nom de l'unité, propose de brider les révoltes qui grandissent contre la bureaucratie de l'A. F. of L. avec les rênes réformistes, et, argue de leurs défaites pour retourner dans les vieux syndicats. La politique du groupe Lovestone est la liquidation des nouveaux syndicats, la liquidation de l'aile gauche — et le renforcement des agents réactionnaires impérialistes. Notre politique est la construction des nouveaux syndicats combattifs sous la direction révolutionnaire, et le développement et le renforcement de l'aile gauche partout où les masses sont groupées.

6. — L'opposition de gauche propose cette politique au parti, au mouvement communiste et aux ouvriers de l'aile gauche syndicale. Nos membres, partout où ils sont dans les syndicats, que ce soit dans les nouveaux syndicats industriels ou dans l'A. F. of L., travailleront comme une fraction communiste de gauche qui combat pour cette politique. La continuation de la résistance de la direction du parti contre la politique que nous proposons ne peut que pousser nos membres et sympathisants à intensifier leurs efforts sur le terrain syndical.

Tribune de discussion

Sur le "tournant" du Parti communiste français

I.

La première question à laquelle il faut répondre est celle-ci : comment l'Internationale communiste réagit-elle aux événements ? Sur quelle ligne stratégique se déplace-t-elle, depuis 1923 ? Déjà avant 1923 on a fait des erreurs stratégiques (marche sur Varsovie, action de mars, etc...), mais ces erreurs ont été expliquées et redressées : elles n'ont pas affecté la ligne du développement général de l'I. C., notamment tel qu'il a été synthétisé dans les thèses du 2^e et 3^e Congrès. Depuis 1923 on assiste à des évolutions à contre-temps. Trotsky s'est exprimé justement là-dessus à de nombreuses reprises. En général la position de l'opposition est fondée sur cette constatation : si l'on prend la ligne du développement général, l'I. C. a agi au rebours de la situation dans toutes les principales phases révolutionnaires depuis 1923. Cela ne vient pas seulement d'une fausse analyse marxiste de la situation ; car ensuite viennent se greffer l'affaiblissement progressif de l'I. C., son incapacité de plus en plus grande de manœuvrer, par suite de l'obscurcissement de sa ligne politique et des principes mêmes de son action. Les tournants tactiques de l'I. C. deviennent alors avant tout des tournants destinés à redresser la situation de l'organisation, au moment où l'organisation est placée devant une situation nouvelle. On attaque au moment où la situation en offre le moins de possibilités, d'où un nouvel affaiblissement de l'organisation. Au lieu d'être la réponse révolutionnaire au tournant de la situation, au développement du rapport des forces — favorables ou défavorables à l'offensive prolétarienne — les tournants sont l'écho de l'affaiblissement du parti, qui se combine avec l'afflux révolutionnaire et la pression toujours plus sauvage de la bourgeoisie.

II.

Qu'a-t-on vu en France dans ce domaine ? D'une façon générale la France n'a pas connu depuis la guerre, c'est-à-dire aussi, depuis la constitution d'un P. C., de crise aiguë. Les rapports de force entre la bourgeoisie et le prolétariat, et aussi entre les diverses couches de la grande bourgeoisie, de la moyenne bourgeoisie, des paysans, et de la classe ouvrière, se sont modifiés dans des limites assez restreintes sans que se dessinent des arêtes nettes. Les tournants brusques qui se sont produits dans l'Europe et le monde, ne sont parvenus qu'atténués dans le cadre de l'impérialisme français. La modification principale dans les classes en France s'était déjà produite à la veille de la guerre. Les conséquences de la guerre n'ont fait que les révéler clai-

rement et les accentuer. Ces modifications consistaient avant tout dans une diminution du poids spécifique de la masse petite-bourgeoise, une puissance accrue de la grande bourgeoisie financière et industrielle, entrée en retard dans la voie de la concentration, et une différenciation capitaliste accentuée à la campagne, et, en ce qui concerne la classe ouvrière, une centralisation nouvelle, et l'incorporation croissante de contingents de travailleurs immigrés.

Les années d'après-guerre ont largement révélé aux yeux de tous ces processus. Les profits directs et immédiats de la victoire militaire de l'impérialisme français se traduisent par un renforcement de la puissance des banques et de l'industrie lourde. La petite-bourgeoisie est peu à peu expropriée par la baisse de la monnaie. Les gros agrariens se développent au détriment de la petite campagne ; le capital financier s'infiltré plus étroitement, se ramifie dans la masse des paysans et de la petite industrie. Le prolétariat est saigné par la guerre. Un flot d'ouvriers étrangers permet à la bourgeoisie de faire profiter les travailleurs français d'une situation relativement privilégiée. Voilà les conditions dans lesquelles a été créé le parti communiste, avec des éléments en majorité imprégnés de l'esprit du socialisme ou du syndicalisme révolutionnaire d'avant la guerre.

III.

Jusqu'en 1923, précisément, le parti s'épure péniblement. Les crises successives montrent que le processus de création du parti commence à peine. La politique agressive de la bourgeoisie française, l'occupation de la Ruhr et la tension internationale consécutive, qui est le point culminant de cette politique agressive, entretiennent la vigilance, l'ardeur du prolétariat révolutionnaire. Mais il n'existe pas une situation révolutionnaire, ni pré-révolutionnaire, à aucun moment dans cette période. Aucune des conditions caractéristiques d'une période d'instabilité du régime ne sont remplies. Non, on a affaire à un processus assez lent, où il existe un mécontentement profond dans la masse prolétarienne. Jusqu'à un certain point ce mécontentement se traduit par un renforcement du parti communiste, qui commence à peine à prendre figure communiste. La politique de l'I. C. vis-à-vis du P. C. F. dans cette période a été très attentive. On ne se trompait pas sur la valeur révolutionnaire du P. C. F. Mais on travaillait à le faire avancer sur cette voie. En tout cas on ne se leurrait pas volontairement, et on n'était pas amené ainsi à tourner le dos à la situation véritable. La cause profonde des progrès extrêmement lents et contradictoires du P. C. était, avant tout, le

manque de chocs violents des classes, les possibilités nombreuses pour la bourgeoisie de manœuvrer, sous la domination anglo-américaine, sur le corps de la bourgeoisie austro-allemande défaillante.

IV.

Mais 1923 et l'occupation de la Ruhr, ont justement marqué un affaiblissement de la bourgeoisie allemande, une poussée révolutionnaire profonde, massive, étendue à toute l'Allemagne, une crise de toutes les classes de la société allemande. 1923 a été l'année du tournant de la situation européenne, parce que dans cette année la révolution, mûre dans ses éléments objectifs en Allemagne, n'a pas abouti. Avec la retraite du parti allemand a coïncidé le processus de relèvement économique transitoire en Europe sous la direction du capital américain. La stabilisation progressive qui a suivi en Europe, a été effectuée, grâce à la social-démocratie, par le capitalisme américain, et forcément aussi à son profit. Naturellement, un pareil tournant dans la situation devait avoir des conséquences profondes dans l'I. C. entière. Mais examinons simplement les répercussions dans le parti français. Le parti français attendait dans une demi-inaction la révolution allemande. Elle ne vint pas. Et avec ce changement de situation survient le premier coup de volant franchement faux dans la direction stratégique de l'I. C. et par conséquent aussi du parti français. Après 1923, en 1924, on met le cap sur le développement révolutionnaire de la situation. 1923 n'est qu'une occasion manquée, elle va se représenter en 1924. Telle est l'orientation de Zinoviev. Ainsi, le cap est toujours à l'offensive, et l'objectif est d'utiliser la situation avec toutes ses contradictions qui impliquent une situation révolutionnaire, un 1923 qui déborde l'Allemagne et qui s'étend maintenant à toute l'Europe.

Dans le parti français cette situation se traduit par un dérèglement complet. C'est de ce moment que le développement du parti s'est régulièrement fait contradictoirement avec les événements. Ce fut la période de la *bolchévisation*. Ainsi, la bolchévisation n'a pas été simplement marquée par la mécanisation du travail; les mauvais rapports entre la direction et le parti, entre le parti et les syndicats; non, tout cela n'était que la résultante, la conséquence de la ligne stratégique *profondément erronée*, absolument fautive, tournant le dos à la situation. Il faut faire la clarté la plus complète sur l'orientation politique de cette période, dont la direction Treint-Girault, qui ne l'a jamais comprise ni expliquée, est pleinement responsable, quoiqu'elle ne faisait que suivre les directives du centre zinoviéviste de l'I. C. En 1924 et 1925, si l'on en croit la direction du parti à cette époque, la situation était devenue révolutionnaire. L'arrivée du bloc des gauches au pouvoir fut caractérisée comme le dernier effort de la bourgeoisie pour se défendre contre la poussée prolétarienne: c'était la période du « kérenskysme »; ensuite la lutte de certaines fractions du capital et de l'industrie lourde contre le bloc des gauches fut le « fascisme ». Le « fascisme est là », prétendait la direction. Il s'ensuivait tous les mots d'ordre de la terre à

coup de fusil, du tribunal révolutionnaire, etc... et aussi, bien entendu, la main-mise d'un appareil brutal et bureaucratique sur le parti, qui, au lieu de l'éduquer à la mesure des circonstances, l'a lancé dans un zig-zag, dont il n'est plus sorti.

L'examen de cette période est indispensable. On ne peut pas comprendre l'évolution ultérieure du parti, ni la suite des tournants qu'il a effectués, si l'on ne comprend pas comment s'est répécuté en France, en 1924, l'orientation stratégique fautive de l'I. C. après la retraite d'Allemagne.

V.

La démagogie radicale-socialiste fut comprise comme le signe de la crise définitive des classes bourgeoises. La réaction des partis de l'industrie lourde, des cléricaux, etc... fut interprétée comme étant le fascisme. Le parti fut lancé dans la lutte avec les masses pour la conquête du pouvoir. Les problèmes de l'insurrection furent à l'ordre du jour pour chaque militant du parti. Une perspective si contraire à la situation réelle ne pouvait qu'aboutir à un affaiblissement du parti et à son éloignement des préoccupations réelles des masses. Il en résulta en définitive, comme dans toute l'I. C., un tournant dans le sens de l'opportunisme, en 1926-27. Cette évolution de l'I. C. en 1926-27 est non moins importante que celle de la période précédente. Elle est d'un enseignement direct aujourd'hui, si on la rapproche de celle que suit aujourd'hui l'I. C., dans une période nouvelle.

En France, la caractéristique de cette période de glissement centre droite a été le réveil douloureux du parti après son emballement bureaucratique, et par suite, l'apparition au premier rang du parti des éléments opportunistes des diverses nuances: Cachin, Vaillant-Couturier, Doriot, Semard, etc... A vrai dire, le parti a manqué dans cette période d'une plate-forme bien définie. Il s'est rapproché des couches petites-bourgeoises, en faisant de leurs revendications celles de tout le parti du prolétariat, les accords électoraux les plus opportunistes ont été des traits caractéristiques de l'activité du parti dans cette période. Le glissement sur les positions droitières s'effectuait, si l'on peut dire, sur la base de l'absence d'une plate-forme révolutionnaire, alors que la période précédente de lutte s'était déroulée sur la base d'une plate-forme révolutionnaire fautive.

Déjà l'orientation des années 1926-27 a montré le mécanisme des tournants en zig-zags du P.C.F. Un renforcement incontestable des positions de la bourgeoisie s'est effectué à partir de la fin de 1927, la crise 1925-26 ayant été une crise d'adaptation de l'économie française à la situation mondiale, révélant les côtés faibles de sa domination européenne basée sur le traité de rapines de Versailles.

A l'échelle de la France, cette politique droitière a paru justifiée à la majorité du parti. Après les ravages causés par les stupidités de la période précédente, la « détente » de 1926-27 a valu au parti un regain de force numérique et d'influence diffuse. Ce tournant dans la politique du parti se présentait donc en fin de compte comme un tournant qui favorisait l'opportunisme.

me, parce qu'il se bornait à utiliser la ligne de moindre résistance dans le développement des événements, et que son objectif était limité à sortir le parti de l'impasse où l'avait engagé la politique ultra-gauchiste. La manœuvre ne fut dans ce cas qu'une opération bureaucratique accomplie parallèlement au processus de bureaucratisation de l'I. C. entière dans la même période. D'autre part, ces années de stabilisation et de renforcement pour la bourgeoisie française ont été à l'échelle mondiale des années de crise profonde, notamment pour l'Orient (révolution chinoise) et pour l'Angleterre (crise minière, et grève générale en 1926). L'opportunisme dans cette période mit l'I. C. en péril au début de 1928.

VI.

En 1928, un tournant à gauche fut amorcé en URSS. Ce tournant eut lieu dans tous les partis de l'I. C. De nouveau on s'orienta vers l'issue révolutionnaire dans les principaux pays européens. Mais on déclencha ce mouvement dans une période où existaient seulement des prémisses de la crise nouvelle de l'économie et de la politique impérialiste. Le ralentissement dans le mûrissement de la crise avait évidemment sa source dans les échecs de la révolution en Chine, en Angleterre, et non plus seulement en Allemagne.

La dépression économique débuta en Amérique au milieu de 1929, et ne s'étendit au monde entier qu'au début de 1930. Cependant c'est en 1929 que l'I. C. se lança dans l'offensive décisive, une fois de plus à contre-temps. Si l'on examine le déplacement des forces en France, où le tournant à gauche eut les conséquences peut-être les plus lamentables, on voit ceci : après la faillite du bloc des gauches, Poincaré revient en 1927 et instaure une politique d'impôts et d'économies pour restaurer le crédit de la monnaie. Le franc est stabilisé légalement à 1/5 de sa valeur d'avant-guerre. A ce moment l'industrie, qui profitait de la dépréciation du franc, continue à progresser constamment; l'afflux de travailleurs étrangers ne cesse pas. Le parti patauge en pleine politique opportuniste, ne réagit pas lors de l'instauration du gouvernement d'Union nationale, suit le courant. Les années qui suivent marquent un essor réel de l'industrie, un accroissement de la puissance patronale, grâce à la stabilisation. A ce moment le parti peut, en s'appuyant sur la CGTU, par un plan de lutte pour augmenter les salaires, défendre les libertés syndicales, amplifier sa campagne contre la rationalisation, etc... grouper les masses. Au lieu de cela il se lance dans l'offensive : il abandonne la politique du front unique, il approfondit la distance qui nous sépare des ouvriers réformistes, il s'isole rapidement des masses. Les effectifs s'effritent, l'influence diminue. Le tournant à gauche, qui contenait des éléments de réaction saine contre la politique petite-bourgeoise paresseuse de la période antérieure, se termine par une envolée dans le sens du sectarisme infantile. Non seulement on attaque, mais on attaque dans les pires conditions, avec les pires méthodes. Dans ces conditions, le

tournant à gauche engendrait de nouveaux dangers.

Alors, au moment où la situation dessine des contours d'une vaste période de crise, qui place plusieurs pays devant une crise de régime décisive, qui renouvelle tous les aspects de la lutte révolutionnaire, qui fait entrer pour la première fois depuis la guerre la France dans une dépression prolongée qui atteint toutes les branches de son économie, qui brasse à nouveau le prolétariat et le place devant la nécessité inéluctable de lutter, le parti est affaibli, obligé, pour ne pas périr, de reculer, et pour ne pas reculer en désordre, de reculer systématiquement.

VII.

Le demi-tournant à droite esquissé en 1930, puis le tournant à droite caractérisé, qui se précipite en 1931, se font donc en sens opposé au tournant de la situation objective. Dans ce cas encore, le rapport des forces en France ne s'est pas modifié avec la même brusquerie, ni dans les mêmes proportions que dans le reste du monde. Néanmoins le processus est le même. Il n'y a actuellement qu'une politique mondiale. La stratégie prolétarienne a, elle aussi, un caractère mondial. Les aspects plus accusés, plus nets, dans la lutte de classe des autres pays montre au prolétariat français le rôle que lui-même sera amené à jouer. Il faut s'y préparer, puisqu'on ne peut pas y échapper, mais s'y préparer en suivant pas à pas le développement réel de la situation. Il faut prendre la mesure du développement économique et du déplacement stratégique des classes à l'échelle internationale. Mais c'est justement ce que la direction du parti n'a pas fait, n'a plus fait depuis de longues années.

Le tournant esquissé en 1930 a-t-il été fait après un examen sérieux, complet, avec l'aide du marxisme, en se penchant sur les ouvriers et à l'échelle internationale et nationale? A-t-on procédé à un examen avec les principaux partis communistes, convoqué un congrès de l'I. C., ou tout au moins une session élargie du C. E. de l'I. C.? Nullement. Le tournant a été décrété d'en haut, c'est-à-dire dans les sommets de la bureaucratie de l'I. C.

En URSS, Staline déclara que les succès (et il est évident que la politique de collectivisation de l'agriculture comportait des éléments de succès considérables, mais minés par de nouvelles contradictions élargies) avaient « tourné la tête » au parti. Dans toute l'I. C. un vent de recul souffla. Le discours de Manouïlsky au plenum de février 1930 l'enregistra. Il consacra son discours à montrer que la crise mondiale ne portait pas en elle-même la garantie de la faillite de la bourgeoisie, que la crise était loin d'avoir atteint son plein développement dans maints pays, que la direction du parti, avant de se lancer à l'assaut final, devait rassembler la majorité de la classe ouvrière, etc...

Au premier abord cette attitude peut sembler pleine de sagesse. Cependant, dans le même discours, Manouïlsky montra que déjà sous les revirements imposés par la situation, transparaissait la plate-forme opportuniste que le tournant allait mettre à l'ordre du jour : nationalisme petit-bourgeois du P. C. allemand, négation des pro-

blèmes révolutionnaires en Espagne, tactique menchéviste dans l'Inde, etc...

Dans le manifeste publié dans le numéro I du *Bulletin International* de l'Opposition, et rédigé à cette époque, on écrit :

« *Même l'appareil a été contraint à reculer devant les derniers résultats de sa course aventureuse. Mais toutes les expériences montrent que cette retraite n'empêchera pas que l'on tombe dans l'autre extrême : la passivité envers les classes hostiles au prolétariat, l'entraînement du parti sur la route liquidatrice de la droite.* »

Au mois d'avril 1929, lorsque le tournant s'amorça en Allemagne, après avoir débuté en URSS, le camarade Trotsky caractérisa aussi le tournant comme un tournant à droite :

« *Ni l'ultra-gauchisme staliniste, ni le dernier tournant vers la droite ne furent inattendus pour nous. En tant que marxistes, nous devons nous orienter non pas sur la psychologie des bureaucrates, mais sur les forces économiques en présence.* » (Craquements dans l'Appareil, Avril 1930).

Commentant la déclaration faite par Rakovsky et ses camarades au même mois d'avril, Trotsky écrivait :

« *La nouvelle déclaration que nous publions maintenant pour la première fois fait le bilan de la politique du tournant à gauche au moment d'un nouveau demi-tournant à droite.* » (Voir La Lutte de Classes, 1930, p. 647).

Enfin, répondant aux camarades de la Ligue, membres du parti, qui l'avaient interrogé à ce sujet, Trotsky écrivait :

« *Vous consacrez la plus grande partie de votre lettre à prouver que le tournant n'est pas un « véritable redressement » du parti, que le régime du parti reste le même, que le tournant du parti prend ou doit prendre inévitablement un caractère opportuniste, etc... Il n'y a pas de doute là-dessus dans nos rangs, du moins je l'espère.* »

VIII.

Sans une réponse tout à fait claire à cette question, il n'y a pas moyen de s'orienter dans les évolutions actuelles de l'I. C. et par conséquent de prévoir la suite des événements. Dans quel sens s'orientait le tournant dès 1930? La réponse à cette question, c'est-à-dire le fait que le tournant s'orientait vers la droite, nous donne la clef nécessaire pour répondre à la nouvelle question posée par le profond revirement qui se poursuit actuellement, et particulièrement depuis août 1931. Mais on n'a pas tout dit en affirmant que le tournant allait vers la droite. On a ainsi défini son sens. Mais plus précisément la question doit se poser ainsi : à quelles modifications du rapport des forces entre les classes ce revirement à droite correspond-il? En 1926-27, le tournant à droite est venu croiser et contrecarrer de grands mouvements révolutionnaires. La raison en était que le glissement centre-droite se produisait dans une large mesure comme une conséquence du recul du parti dans la période ultra-gauchiste antérieure. Ainsi, au moment où la situation offrait des possibilités révolutionnaires, le parti était surpris dans un état de profond affaiblissement.

Or en 1931 la même situation se reproduit, mais dans des conditions infiniment aggravées, à une échelle beaucoup plus vaste, au cours d'une crise révolutionnaire greffée sur une crise économique mondiale qui a non seulement le caractère d'une dépression cyclique, mais aussi le caractère d'un ébranlement profond de toute la société capitaliste (Allemagne, Espagne, Angleterre). C'est dans une situation objectivement révolutionnaire dans la moitié de l'Europe que se produit le tournant du parti vers la droite, récelant les plus graves dangers pour la révolution. Toute la profondeur de l'évolution opportuniste de l'I. C. depuis 1923, à travers les zig-zags à gauche, est marquée par la tactique suivie notamment en Allemagne, sur des mots d'ordre ou se mêlent les utopies petites-bourgeoises et le sectarisme bureaucratique, mais qui dans l'ensemble constituent un obstacle à l'unification des ouvriers autour de mots d'ordre révolutionnaires de classe. Ici encore, le parti, dirigé par les opportunistes, est obligé, pour se maintenir sur la scène politique, de débayer hâtivement les ruines qu'il a accumulées dans la période précédente; mais en même temps il en prépare d'autres.

Si l'on prend la France, on voit que le premier « tournant d'application » est resté stérile. Les Comités Centraux successifs qui se sont réunis entre juillet 1930 et septembre 1931 ont tous enregistré un nouvel affaiblissement de l'influence du parti et de son organisation intérieure. La distance qui séparait la bureaucratie, les cadres, des noyaux ouvriers du parti, des organisations sympathisantes, des syndicats, était devenue tellement grande que c'est seulement par des reculs successifs de plus en plus importants qu'on parvint à réduire cette distance. Le danger ne consistait naturellement pas alors dans le fait que le C. C. cherchait à reprendre contact avec les ouvriers communistes et les autres, mais en ce que cela se produisait à l'aveugle, sans une base de principe nouvelle, en dehors d'une perspective marxiste, sans une critique réelle des fautes commises, sans une mise à nu impitoyable des erreurs stratégiques des périodes précédentes par une discussion de la bureaucratie responsable elle-même. Dans ce sens il était inévitable que le recul nécessaire ait pour principal résultat non une marche vers la gauche, mais une résurrection des éléments opportunistes, une nouvelle phase de dangers droitiers.

IX.

La liquidation implicite de la « troisième période » a posé devant la gauche communiste la question de la *nature du tournant* qui s'accomplissait. Ensuite la question de la *tactique à adopter vis-à-vis de ce tournant*.

Au sujet de la première question, on doit répondre comme l'opposition avait répondu lors des changements de cours en 1926 et 1928, c'est-à-dire, en analysant les forces de classe en présence, leurs relations nouvelles, le rôle de la bureaucratie de l'I. C., etc... En soi, le tournant n'est rien; sa nature dérive d'un complexe de forces, d'une disposition nouvelle du rapport des forces. Seul l'appareil centrisme raisonne comme si la ligne (précisément composée de tournants successifs) était un fil matériel tendu et

se déroulant à travers la situation; pour lui, l'essentiel est de ne jamais lâcher ce fil, quelle que soient ses sinuosités. Mais en réalité il s'agit d'autre chose. La question de savoir si le tournant inauguré en 1930 est ou n'est pas opportuniste, est dénuée de sens aux yeux de l'analyse marxiste. Par lui-même le tournant n'est rien. Précisément à ce sujet, on peut dire qu'en politique, « ce qu'il y a de décisif, ce n'est pas seulement *quoi*, mais aussi *comment* et *qui*? » Dans l'analyse du tournant, le *quoi* disparaît presque complètement, et la question essentielle reste celle du *comment* et du *qui*.

Envisagé dans toute son ampleur, le tournant est le résultat dans l'organisation de la disproportion accumulée entre la capacité subjective du parti — capacité diminuée par la tactique aventuriste antérieure — et le développement, ou simplement la maturation d'une nouvelle poussée révolutionnaire. La tension créée par cette disproportion provoque une rupture de l'équilibre intérieur, qui tend à rétablir un rapport nouveau entre la direction du parti, ses cadres, sa base prolétarienne, et la classe ouvrière en général, libérant ainsi les contradictions accumulées.

Donc, dans l'ensemble, le tournant à droite est caractérisé dans son processus, par l'échec du cours gauchiste (c'est-à-dire d'une surestimation bureaucratique-opportuniste des possibilités révolutionnaires), au moment où la bourgeoisie, enserrée dans l'état d'une nouvelle crise profonde, multiplie ses attaques contre le prolétariat. Voilà *comment* le tournant se réalise.

Le développement révolutionnaire des mois passés éclaire nettement ce processus. Avec le prolongement de la crise économique, apparaissent de nouveau les symptômes d'un ébranlement des principaux centres de résistance de l'impérialisme. L'Allemagne rentre à nouveau dans une phase révolutionnaire. La société féodale-bourgeoise espagnole se lézarde, toute la périphérie « coloniale » de la France en Europe (Pologne, Autriche, Roumanie, Yougoslavie) subit un bouillonnement interne précurseur d'explosions. Le colosse britannique reçoit des coups décisifs pour son avenir sur le marché mondial, et par conséquent pour son avenir capitaliste tout court. L'Amérique se soutient, en frappant les autres, mais aussi en son sein germent de larges batailles de classe. En Orient les conflits de la Chine montrent l'impossibilité pour la société bourgeoise de résoudre les problèmes essentiels de son existence. Et quelle est la situation de l'U. C.? La disproportion de ses forces apparaît maintenant cruellement. Ainsi se révèlent les sources profondes du tournant.

En effet, l'URSS, à travers les évolutions empiriques de la politique économique de Staline, maintient les positions de la dictature du prolétariat. C'est là un point capital. Mais ces positions sont maintenues avant tout, par une diplomatie national-bolchévik, sur la base de la nationalisation de l'industrie et du sol et du monopole du commerce extérieur, et non par le développement des forces mondiales du communisme. En effet, que sont ces forces? Si l'on s'en tient aux événements les plus récents: le parti allemand dans une situation exceptionnellement favorable, piétine, malgré sa puissance numérique impor-

tante; il n'empêche pas une croissance proportionnellement plus importante du fascisme. Toute sa stratégie est faussement orientée sur la concurrence avec le programme fasciste et non sur la soudure du bloc prolétarien avec les ouvriers social-démocrates. En Espagne, le parti communiste s'avère incapable jusqu'à présent d'éliminer par l'expérience l'influence anarchiste qui compromet la lutte du prolétariat contre le gouvernement bourgeois-socialiste. En Angleterre, le parti apparaît inexistant, sans aucun crédit dans l'esprit des masses. Dans l'Europe centrale et orientale, malgré une effervescence évidente des masses paysannes et ouvrières (Bulgarie, Roumanie, Hongrie), le parti communiste n'avance pas dans l'organisation des ouvriers révolutionnaires. Le conflit sino-japonais en Mandchourie se déroule sans qu'aucun écho parvienne de la position des P. C. de Chine et du Japon.

Et en France même? En France on n'assiste pas encore à une crise politique aggravée de la bourgeoisie. Mais néanmoins il existe évidemment des changements sérieux dans la situation, et surtout, il existe des possibilités de changement encore plus grandes. La crise économique, et la *résistance* à la crise économique, n'ont pas, en France plus que dans d'autres pays, de cause nationale. Les facteurs de crise ou de résistance à la crise sont internationaux, ils dérivent de la situation du marché mondial, qui est une réalité elle est déjà directement touchée, et son triomphante. Or, dans ce cadre, la bourgeoisie française éprouve plus que des inquiétudes: phé monétaire actuel ne doit pas illusionner. L'économie française ne peut pour l'instant que décliner. Sous l'influence de la crise grandissante, les processus d'une nouvelle animation dans les rangs ouvriers sont des faits incontestables. Or, il est non moins incontestable, que c'est précisément dans cette période que le parti opère son tournant. Ce tournant est par conséquent gros de dangers opportunistes, c'est-à-dire d'une adaptation passive à la crise. On ne peut pas passer sous silence le fait que c'est à l'approche d'une période d'élections générales, que le tournant se précipite et s'accélère. Or, l'agitation électorale est très propice aux combinaisons opportunistes cachées sous l'appellation de « front unique », etc... Il ne faut pas sous-estimer cela.

X.

Quelles sont quelques-unes des *formes tactiques* prises par le tournant? La question de la tactique joue un grand rôle, bien qu'elle reste néanmoins subordonnée à la question de la stratégie et des principes sur lesquels s'appuie cette stratégie. Or, les formes tactiques de l'action et les rapports d'organisation sont les premières à venir au premier plan dans une période de réarmement idéologique du parti. C'est sous cet angle que la masse du parti et des sympathisants ressent le plus vivement les défauts de l'appareil, les erreurs. C'est sous cette apparence que les fautes de principe se cachent avant d'être clairement révélées dans leur racine, dans toutes leurs conséquences. Ainsi les mauvais rapports avec les syndicats, la mécanisation de l'appareil, le manque de démocratie ouvrière, etc... prennent des formes virulentes qui en disent plus long, au